

# RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX MINISTRES 2019



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, présente les *Perspectives économiques de l'OCDE* au Forum de l'OCDE 2018 à Paris, le 30 mai 2018.

Photo : OCDE/Hervé Cortinat



# Rapport du Secrétaire général aux Ministres 2019

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Organisation et des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

---

Crédits photo :

© OCDE (pp. 9, 11, 21, 26, 38, 40, 54, 60, 75, 131) ;

© OCDE et : Maud Bernos (pp. 11, 42, 48) ; Hermann Bredehorst (p. 62) ; Hervé Cortinat (pp. 1, 10, 27, 29, 30, 31, 34, 46, 67, 68, 81, 117, 123) ; Julien Daniel (p. 6) ; Michael Dean (pp. 17, 83, 129) ; Marco Illuminati (pp. 10, 64) ; Christian Moutarde (p. 50) ; Luis Silva (p. 32) ; Salomé Suárez (p. 44) ; Victor Tonelli (pp. 7, 8, 10, 18, 39, 49, 57, 72, 137) ; Andrew Wheeler (pp. 8, 37, 43, 46, 53, 70, 73) ;

© G7 Canada (p. 11) ;

© G20 Argentine (pp. 11, 33, 79) ;

© Gouvernement du Japon (p. 32) ;

© République de Corée, Cheong Wa Dae (p. 36) ;

© Table ronde « 1+6 » (p. 11) ;

© World Government Summit (p. 10).

---

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponible sur :

[www.oecd.org/publishing/corrigenda](http://www.oecd.org/publishing/corrigenda).

© OCDE 2019

---

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com), ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

# Table des matières

Sigles et abréviations	4	Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes	96
Lettre du Secrétaire général	6	Direction de l'environnement	98
Rétrospective de l'année 2018	10	Direction de la gouvernance publique	100
Activités du Secrétaire général en 2018	12	Centre de politique et d'administration fiscales	102
<b>À PROPOS DE L'OCDE</b>	17	Direction des relations extérieures et de la communication	104
L'OCDE en bref	18	Secrétariat des relations mondiales	106
Le Secrétaire général et son Cabinet	20	Direction de la science, de la technologie et de l'innovation	108
Organigramme	24	Direction des statistiques et des données	110
Financement de l'OCDE	26	Direction des affaires juridiques	112
<b>RÉUNION DU CONSEIL AU NIVEAU DES MINISTRES</b>	29	Audit interne	113
Orientations stratégiques du Secrétaire général de l'OCDE pour 2018	30	Direction exécutive	114
Conseil au niveau des Ministres 2018 : Déclaration de la Présidence	50	Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif	115
Groupe de la stratégie globale 2018 : Résumé de la Présidence	66	<b>ORGANES SPÉCIAUX DE L'OCDE</b>	117
<b>CABINET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL</b>	75	Centre de développement	118
Cabinet du Secrétaire général	76	Agence internationale de l'énergie	119
Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)	77	Agence pour l'énergie nucléaire	120
Croissance inclusive	77	Forum international des transports	121
Bureau du Sherpa et Unité de la gouvernance mondiale	78	<b>ENTITÉS SPÉCIALES</b>	123
Prospective stratégique	80	Centre de l'OCDE pour les compétences	124
<b>DIRECTIONS</b>	83	Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)	125
Département des affaires économiques	84	Groupe d'action financière (GAFI)	126
Direction des affaires financières et des entreprises	86	Le partenariat statistique au service du développement au XXI <sup>e</sup> siècle (PARIS21)	127
Direction de la coopération pour le développement	88	Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN)	128
Direction des échanges et de l'agriculture	90	<b>COMITÉS CONSULTATIFS</b>	131
Direction de l'éducation et des compétences	92	Business at OECD (BIAC)	132
Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales	94	Commission syndicale consultative (TUAC)	133

# Sigles et abréviations

<b>ADIMA</b>	Base de données analytiques sur les multinationales et leurs filiales	<b>CSC</b>	Confédération des syndicats chrétiens (Belgique)
<b>AEN</b>	Agence pour l'énergie nucléaire	<b>CTPA</b>	Centre de politique et d'administration fiscales (OCDE)
<b>AEOI</b>	Échange automatique de renseignements en matière fiscale	<b>CTS</b>	Système commun de transmission des données
<b>AFL-CIO</b>	Fédération américaine du travail et Congrès des organisations industrielles	<b>DAF</b>	Direction des affaires financières et des entreprises (OCDE)
<b>AGIR</b>	Alliance globale pour la résilience	<b>DCD</b>	Direction de la coopération pour le développement (OCDE)
<b>AGNU/UNGA</b>	Assemblée générale des Nations Unies	<b>DEV</b>	Centre de développement de l'OCDE
<b>AI</b>	Audit interne (OCDE)	<b>DevCom</b>	Réseau de communication sur le développement de l'OCDE
<b>AIE</b>	Agence internationale de l'énergie	<b>ECO</b>	Département des affaires économiques (OCDE)
<b>ALC</b>	Amérique latine et Caraïbes	<b>EDGE</b>	Certification « Economic Dividends for Gender Equality » mesurant les engagements des entreprises en matière d'égalité hommes-femmes
<b>ANASE</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	<b>EDU</b>	Direction de l'éducation et des compétences (OCDE)
<b>APD</b>	Aide publique au développement	<b>EFP</b>	Éducation et formation professionnelles
<b>APEC</b>	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique	<b>ELS</b>	Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (OCDE)
<b>B20</b>	Business20 (Groupe d'engagement du G20 avec la communauté des affaires)	<b>ELSAC</b>	Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales
<b>B4IG</b>	Plateforme « Business for Inclusive Growth » (les entreprises pour la croissance inclusive)	<b>EMN</b>	Entreprise multinationale
<b>BEPS</b>	Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices	<b>ENV</b>	Direction de l'environnement (OCDE)
<b>BIAC</b>	Business at OECD	<b>EPOC</b>	Comité des politiques d'environnement (OCDE)
<b>BM</b>	Banque mondiale	<b>EQA</b>	Évaluation qualitative externe
<b>BRI</b>	Banque des règlements internationaux	<b>EXD</b>	Direction exécutive (OCDE)
<b>C20</b>	Civil20 (Groupe d'engagement du G20 avec les organisations de la société civile)	<b>FAO/OAA</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>CAD</b>	Comité d'aide au développement (OCDE)	<b>FFI</b>	Flux financiers illicites
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>FH</b>	Confédération syndicale danoise
<b>CCR</b>	Centre commun de recherche (Commission européenne)	<b>FIT</b>	Forum international des transports
<b>CE</b>	Commission européenne	<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>CEPALC</b>	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Nations Unies)	<b>GAFI</b>	Groupe d'action financière
<b>CERI</b>	Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (OCDE)	<b>GBM</b>	Groupe de la Banque mondiale
<b>CES</b>	Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif (OCDE)	<b>GFSEC</b>	Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques
<b>CFE</b>	Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (OCDE)	<b>GOV</b>	Direction de la gouvernance publique (OCDE)
<b>CFT</b>	Contre le financement du terrorisme	<b>GPN</b>	Réseau parlementaire mondial
<b>CMV/GVC</b>	Chaînes de valeur mondiales	<b>GRS</b>	Secrétariat des relations mondiales (OCDE)
<b>COP24</b>	24 <sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>GSG</b>	Groupe de stratégie globale (OCDE)
<b>COPE</b>	Centre de l'OCDE pour les opportunités et l'égalité (OCDE)	<b>GT6</b>	Groupe de travail du Conseil de l'OCDE sur la construction navale
<b>CSAO</b>	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	<b>HCR/UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
		<b>IAOS</b>	Association internationale pour les statistiques officielles
		<b>IdO/IoT</b>	Internet des objets
		<b>IIASA</b>	Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués

<b>IISF</b>	Inspecteurs des impôts sans frontières	<b>RCPA</b>	Réseau de prévention des crises alimentaire
<b>IM/MLI</b>	Instrument multilatéral (Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir le BEPS)	<b>R-D</b>	Recherche et développement
<b>IRES</b>	Indice de restrictivité des échanges de services	<b>RENGO</b>	Confédération syndicale japonaise
<b>ISE/SIGI</b>	Indice « Institutions sociales et égalité homme-femme »	<b>RNB</b>	Revenu national brut
<b>LAB</b>	Lutte anti-blanchiment	<b>S.A.</b>	Son Altesse
<b>LEG</b>	Direction des affaires juridiques (OCDE)	<b>S.A.R.</b>	Son Altesse Royale
<b>MENA</b>	Moyen-Orient et Afrique du Nord	<b>S.M.</b>	Sa Majesté
<b>MOPAN</b>	Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales	<b>SAI</b>	Institutions supérieures de contrôle des finances publiques
<b>NAEC</b>	Nouvelles approches face aux défis économiques	<b>SDD</b>	Direction des statistiques et des données (OCDE)
<b>NEST</b>	Enseignement, compétences et technologies nucléaires	<b>SEA</b>	Asie du Sud-Est
<b>NOEIS</b>	Réseau pour des économies ouvertes et des sociétés inclusives	<b>SEE</b>	Europe du Sud-Est
<b>NU/UN</b>	Nations Unies	<b>SGE</b>	Secrétariat général (OCDE)
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques	<b>SIGMA</b>	Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion
<b>OCE</b>	Organismes de crédit à l'exportation	<b>SKC</b>	Centre de l'OCDE pour les compétences
<b>ODD/SDGs</b>	Objectifs de développement durable	<b>SOE</b>	Entreprise d'État
<b>OI</b>	Organisation internationale	<b>SPTDD</b>	Soutien public total au développement durable
<b>OIE</b>	Organisation mondiale de la santé animale	<b>SRSS</b>	Service d'appui à la réforme structurelle (Commission européenne)
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations	<b>STI</b>	Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (OCDE)
<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail	<b>STIM</b>	Science, technologie, ingénierie et mathématiques
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce	<b>STIP</b>	Politiques de la science, de la technologie et de l'innovation
<b>OMS/WHO</b>	Organisation mondiale de la Santé	<b>T20</b>	Think20 (Groupe d'engagement du G20 avec les instituts de recherche et les groupes de réflexion)
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale	<b>TAD</b>	Direction des échanges et de l'agriculture (OCDE)
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies	<b>TALIS</b>	Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage
<b>OSG</b>	Cabinet du Secrétaire général	<b>TIC</b>	Technologie de l'information et de la communication
<b>OsloMet</b>	Université métropolitaine d'Oslo	<b>TUAC</b>	Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE
<b>PAC</b>	Direction des relations extérieures et de la communication (OCDE)	<b>TVA/TPS</b>	Taxe sur la valeur ajoutée / Taxe sur les produits et services
<b>PARIS21</b>	Partenariat statistique au service du développement au XXI <sup>e</sup> siècle	<b>UA</b>	Union africaine
<b>PCN</b>	Points de contact nationaux	<b>UE</b>	Union européenne
<b>PIAAC</b>	Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes	<b>W20</b>	Women20 (Groupe d'engagement du G20 avec les organisations de femmes de la société civile et les femmes entrepreneurs)
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut	<b>Y20</b>	Youth20 (Groupe d'engagement du G20 avec les jeunes)
<b>PISA</b>	Programme international pour le suivi des acquis des élèves		
<b>PME/SME</b>	Petites et moyennes entreprises		
<b>PNUD/UNDP</b>	Programme des Nations Unies pour le développement		
<b>PRESS</b>	Rapport sur le soutien des partenaires à la statistique		
<b>RCM</b>	Réunion du Conseil au niveau des Ministres		

## Lettre du Secrétaire général

En 2018, l'OCDE a été confrontée à de nombreux défis qui nous ont poussés à redoubler d'efforts afin de produire des politiques meilleures pour une vie meilleure. Cette année s'est caractérisée par une aggravation des tensions géopolitiques, une montée du nationalisme et du populisme, et un mécontentement de plus en plus explicite des citoyens. Cette érosion de la confiance menace tout ce que nous avons bâti au cours des 70 dernières années, alors même que la communauté internationale est confrontée à des défis d'ampleur mondiale qui, certes, ne sont pas nouveaux, mais dont l'urgence n'a jamais été aussi impérieuse : croissance économique atone, creusement des inégalités, chômage et emplois de qualité médiocre, changement climatique et réponses à la révolution numérique.

Dans ce contexte, notre Organisation a encore renforcé son engagement en faveur de l'ouverture, de la solidarité et de la coopération, ainsi que son attachement à ces valeurs. Lors de la **Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2018**, présidée par la France, nous avons placé la nécessité de refonder le multilatéralisme au cœur de nos débats, dans l'optique de le rendre plus responsable, plus efficace et plus inclusif. Comme l'a déclaré le Président Macron dans son discours d'ouverture

de la RCM : « Le multilatéralisme n'est pas une addition de bilatéralismes. C'est un dialogue à plusieurs voix, une polyphonie de l'action et de la pensée, et c'est cette polyphonie que nous devons apprendre ensemble à tisser, à réinventer, à rendre juste et efficace dans le monde qui est le nôtre. » Il est de notre devoir d'attirer l'attention sur les nombreux avantages que les pays peuvent retirer du multilatéralisme et sur les dangers de se retrancher derrière les frontières nationales. Nous avons besoin de renforcer



À partir de la gauche : Emmanuel Macron, Président de la République française ; Dalia Grybauskaitė, Présidente de la Lituanie ; Juan Manuel Santos, Président de la Colombie ; et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors de la cérémonie de signature d'adhésion de la Lituanie et de la Colombie à Paris, le 30 mai 2018

Photo : OCDE/Julien Daniel

le multilatéralisme, et non de l'affaiblir. Nous devons également l'améliorer. À l'OCDE, nous sommes fermement résolus à adapter le multilatéralisme au XXI<sup>e</sup> siècle.

En dépit de ce contexte difficile, nous avons organisé en 2018 des Réunions ministérielles qui feront date et qui ont modifié la donne dans des domaines clés de l'économie mondiale. La Réunion ministérielle sur les petites et moyennes entreprises (PME) qui s'est tenue à Mexico en février a abouti à l'adoption d'une ambitieuse **Déclaration de l'OCDE sur les PME**, et la Réunion ministérielle sur les politiques sociales a eu lieu à Montréal en mai. Ces deux réunions ont appelé à ouvrir la voie à une prospérité partagée au moyen de meilleures politiques publiques, en tenant compte de la perception, par les citoyens, des risques sociaux et économiques tels que ceux mis en lumière par l'enquête *Des risques qui comptent*. Nous avons également pris des mesures concrètes pour renforcer la coopération internationale lors de la Réunion ministérielle du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques (GFSEC), qui a eu lieu en septembre dernier à Paris. Lors du **Forum mondial de l'OCDE consacré à l'avenir du bien-être**, organisé en novembre en Corée, nous avons réaffirmé notre engagement à repenser notre mesure du progrès,

en changeant de paradigme pour placer la croissance inclusive et la vie des citoyens au cœur des politiques et de notre action collective. Plusieurs autres réunions à haut niveau, portant sur l'éducation et les compétences, l'environnement, le développement ou encore l'intégrité et la lutte contre la corruption, ont démontré la capacité de notre Organisation à continuer de jouer un rôle de premier plan dans l'ensemble de ces domaines d'action.

Parallèlement à nos propres réunions ministérielles, forums mondiaux et sommets stratégiques, nous continuons à contribuer, par nos données concrètes, à d'autres initiatives internationales. Dans le contexte du **G20** et du **G7**, nous avons étroitement coopéré avec les présidences argentine et canadienne afin de les aider à donner suite à leurs principales priorités. Une fois de plus, notre partenariat a été apprécié car il a permis de faire progresser l'action de ces pays dans des domaines tels que la promotion d'une croissance plus forte, inclusive et durable ; l'avenir du travail ; les enjeux de la fiscalité ; la révolution numérique ; l'application du devoir de diligence et d'une conduite responsable des entreprises ; et la transition vers des économies bas carbone et circulaires pour faire face aux défis associés au changement climatique et à



À partir de la gauche : Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Ingrid Brocková, Ambassadrice de la République slovaque auprès de l'OCDE, et Peter Pellegrini, Premier ministre de la République slovaque à l'OCDE, lors du Sommet *Going Digital* à Paris, le 11 mars 2019.

Photo : OCDE/Victor Tonelli

l'appauvrissement de la biodiversité. Le Cadre d'action pour les politiques de croissance inclusive prône l'adoption d'un modèle de croissance centré sur la personne, avec une meilleure mesure de ce qui importe réellement pour les citoyens, et des politiques qui visent à répondre aux difficultés des populations, régions et entreprises laissées pour compte. C'est un message que nous avons relayé lors d'autres sommets internationaux auxquels nous avons participé l'année dernière, tels que le **Forum de Paris sur la paix**, la **Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations des Nations Unies**, qui a eu lieu à Marrakech, et la **COP24** (24<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) à Katowice.

Tout ce que produit l'OCDE témoigne non seulement de la qualité de ses travaux, mais également de ce que la coopération internationale peut accomplir, du bien-être qu'elle peut permettre et des perspectives qu'elle peut offrir. Au-delà de cette coopération internationale, nous continuons à soutenir nos membres et nos partenaires par des conseils ciblés sur les politiques à mener. Nos analyses, nos données comparables et notre expertise en

matière d'action publique accompagnent les pays qui engagent les réformes nécessaires pour répondre à des exigences nouvelles, en les aidant à mieux comprendre les différentes options qui s'offrent à eux, ainsi que leurs répercussions multidimensionnelles. La collaboration croissante de l'OCDE avec le Service d'appui à la réforme structurelle (SRSS) de la Commission européenne dans ce domaine illustre bien la valeur ajoutée de l'Organisation.

L'OCDE continue de gagner en importance, et l'intérêt officiellement manifesté par six pays désireux de rejoindre notre Organisation, et auxquels nous devons répondre prochainement, en est l'un des meilleurs exemples. Au cours des 12 derniers mois, la Lituanie a adhéré à l'OCDE. La Colombie a été invitée à devenir membre, et des discussions en vue de l'adhésion sont en cours avec le Costa Rica. Nous avons également renforcé la pertinence de notre Organisation à l'échelle mondiale par le biais de nos programmes régionaux et de nos programmes-pays, et en collaborant étroitement avec nos partenaires clés pour les aider à adhérer progressivement à nos instruments et outils, et à renforcer leur participation aux travaux de nos comités et organes.



📍 Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE accueille Katrín Jakobsdóttir, Première ministre d'Islande, lors du Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte contre la corruption à Paris, le 27 mars 2018.

Photo : OCDE/Andrew Wheeler

📍 Emmanuel Macron, Président de la République française, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres à Paris, le 31 mai 2018.

Photo : OCDE/Victor Tonelli



En 2018, nous avons également souligné la nécessité de nous intéresser davantage aux transformations portées par la numérisation et les nouvelles technologies, un intérêt qui culminera lors de notre prochaine Réunion du Conseil au niveau des Ministres, consacrée précisément à ce thème. Le **rapport d'étape du projet « Vers le numérique »** et le Sommet sur la transformation numérique ont jeté les bases de la contribution essentielle que peut apporter l'OCDE dans ce domaine, en forgeant l'avenir de nos économies, de nos sociétés et de notre vie. Le Forum de l'OCDE sur les politiques relatives à la « blockchain » (la technologie des chaînes de blocs), organisé en septembre dernier, est un bon exemple des contributions uniques que peut apporter notre Organisation dans ce domaine. Il s'agissait de la première grande conférence internationale destinée à dresser un état des lieux de l'impact de cette technologie émergente sur tout l'éventail des activités et des priorités des pouvoirs publics. Le **Laboratoire d'innovation NAEC (Nouvelles approches face aux défis économiques)** nous permet par ailleurs de prendre de plus en plus part à l'innovation numérique et d'expérimenter de nouveaux outils et techniques d'analyse pour ouvrir l'accès à de nouvelles sources de données.

Si nous avons dû faire face l'an dernier à un environnement plus complexe et moins propice à l'avènement de solutions multilatérales, nous n'en avons pas moins rempli notre mission. Et nous continuerons à mener à bien cette mission. Tournés vers l'avenir, nous continuerons à défendre les valeurs qui définissent l'OCDE : l'ouverture au monde, la coopération internationale, l'intégration économique, le respect mutuel et la tolérance culturelle. Ces valeurs permettront de renforcer l'accès aux technologies numériques et favoriseront leur utilisation efficace. Elles libéreront l'innovation, soutiendront la création d'emplois, contribueront à la prospérité sociale, relèveront les défis en matière de fiscalité et promouvoir la confiance et une concurrence équitable. En résumé, nous continuerons de soutenir un modèle de croissance plus inclusif et plus durable qui réponde aux besoins des citoyens. Nous serons en cela guidés par notre détermination à aider nos membres et nos partenaires à concevoir, développer et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. ■



Angel Gurría

↻ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, lors de la 73<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 24 septembre 2018.  
Photo : OCDE



# Rétrospective de l'année 2018



**23-26 janvier**  
Le Secrétaire général de l'OCDE participe au Forum économique mondial à Davos

**11-13 février**  
Le Secrétaire général de l'OCDE participe au Sommet mondial des gouvernements sur les ODD en action à Dubaï

**22-23 février**  
Conférence ministérielle de l'OCDE sur les PME à Mexico



**26 avril**  
L'OCDE accueille la Conférence contre le financement du terrorisme : « No Money for Terror »

**14 mai**  
Forum et réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques sociales à Montréal

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

**22 janvier**  
Forum international de la diversité à Paris

**8 mars**  
Journée internationale des droits de la femme et « Mois de mars sur la parité » à l'OCDE

**21 mars**  
En reconnaissance des travaux de l'OCDE sur l'eau, le Secrétaire général reçoit le Grand Prix mondial Hassan II pour l'eau à Brasilia



Semaine de l'OCDE

**29-30 mai**  
Forum de l'OCDE 2018 : Ce qui nous rapproche

**30-31 mai**  
Le Président de la République française Emmanuel Macron préside la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres à Paris



**8-9 juin**

Le Secrétaire général de l'OCDE participe au Sommet des dirigeants du G7 à Charlevoix

**4-5 septembre**

Forum de l'OCDE sur les politiques relatives à la technologie de la « blockchain »

**23-26 septembre**

Le Secrétaire général de l'OCDE participe à la 73<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU à New York

**6 novembre**

Le Premier ministre chinois Li Keqiang accueille la Table ronde « 1 + 6 » à Beijing, avec les dirigeants d'organisations internationales

**27-29 novembre**

Forum mondial de l'OCDE « Statistiques, connaissances et politiques » à Incheon



**4 décembre**

Forum de haut niveau sur la nouvelle Stratégie de l'OCDE pour l'emploi

JUIN / JUILLET / SEPTEMBRE / OCTOBRE / NOVEMBRE / DÉCEMBRE

**28 juin**

Sommet de l'OCDE sur les compétences à Porto

**13-14 septembre**

Conférence OCDE NAEC : « Dix ans après la crise financière »

**11-13 novembre**

L'OCDE participe activement au premier Forum de Paris sur la paix

**30 novembre-1 décembre**

Le Secrétaire général de l'OCDE participe au Sommet des dirigeants du G20 à Buenos Aires

**2-14 décembre**

L'OCDE participe à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 24) à Katowice



# Activités du Secrétaire général en 2018

## VUE D'ENSEMBLE

En 2018, le Secrétaire général de l'OCDE a suivi un programme au rythme intensif, ponctué de nombreux engagements officiels tant à Paris qu'à l'étranger. Par le biais de ces activités, il a pu œuvrer au renforcement de la pertinence, de l'impact et de la visibilité de l'Organisation en continuant d'apporter un soutien et un conseil stratégique opportun et ciblé aux pays membres et partenaires afin de les aider à mettre en œuvre leurs programmes de réforme, tout en assurant la gestion du Secrétariat de l'OCDE et en veillant à la bonne gouvernance de l'Organisation.

À Paris, le Secrétaire général a présidé les sessions du Conseil, participé à plusieurs manifestations et réunions de l'OCDE, et rencontré de nombreux interlocuteurs de haut rang. Dans le cadre du Programme des dirigeants, il a accueilli à l'Organisation plus d'une vingtaine de chefs d'État ou de gouvernement, dont le Président français Emmanuel Macron, et a participé à plusieurs conférences internationales organisées dans nos locaux. Le Secrétariat de l'OCDE et les délégations ont pu également profiter de ces rencontres grâce à un programme de conférences publiques, auxquelles ont participé d'éminents intellectuels et pionniers en matière d'innovation à l'occasion de leurs interventions dans le cadre des séminaires sur les Nouvelles approches face aux défis économiques ou de la série des Cafés du Secrétaire général.

Le Secrétaire général a également effectué 45 déplacements à l'étranger, au cours desquels il a dialogué avec de nombreux dirigeants et intervenants majeurs lors de centaines de réunions formelles et informelles. Ces missions incluent la participation aux principaux sommets internationaux qui ont eu lieu au cours de l'année, comme le Sommet des dirigeants du G7 à Charlevoix, le Sommet des dirigeants du G20 à Buenos Aires, l'ouverture annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, ou encore la COP 24 (Conférences des Nations unies sur les changements climatiques) à Katowice.

Au total, le Secrétaire général a assisté dans l'année à plus de 560 réunions bilatérales officielles, dont 57 réunions

officielles avec des chefs d'État ou de gouvernement, 21 réunions avec des dirigeants d'organisations internationales et 153 réunions avec des ministres, auxquelles viennent s'ajouter de nombreux contacts informels avec de hauts fonctionnaires et des intervenants de haut niveau.

La présence de l'Organisation dans les médias et sa couverture médiatique sont également restées à un niveau constamment élevé.

## ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER

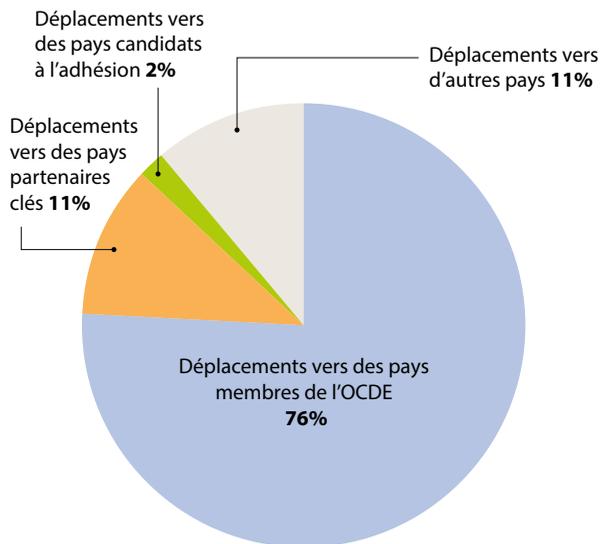
Depuis 2007, le Secrétaire général a effectué près de 600 déplacements à l'étranger (593).

En 2018, 34 de ses 45 déplacements à l'étranger (76 %) concernaient des pays membres de l'OCDE. Cinq ont porté sur des pays Partenaires clés et six sur des pays candidats à l'adhésion ou autres pays non membres :

- Trente-quatre déplacements vers 22 des 36 pays Membres de l'OCDE : Allemagne (1), Autriche (3), Belgique (1), Canada (3), Chili (1), Corée (1), Espagne (3), États-Unis (3), Grèce (1), Irlande (1), Italie (1), Japon (1), Lettonie (1), Lituanie (1), Mexique (4), Pays-Bas (1), Pologne (1), Portugal (1), République slovaque (1), République tchèque (1), Royaume-Uni (1) et Suisse (2).
- Cinq déplacements vers des pays Partenaires clés : Brésil (1), République populaire de Chine (3) et Indonésie (1). La Directrice de Cabinet et les Secrétaires généraux adjoints se sont également rendus dans les pays Partenaires clés en plusieurs occasions afin de soutenir les activités du Secrétaire général.
- Six déplacements vers des pays candidats à l'adhésion ou autres pays non membres : Argentine (3), Bulgarie (1), Costa Rica (1) et Émirats arabes unis (1).

Le principal objectif de la plupart de ces missions était de promouvoir le rôle de conseil de l'OCDE dans les différents pays, de présenter les travaux de l'Organisation en rapport

**Graphique 1. Déplacements du Secrétaire général à l'étranger, 2018**



avec leur programme de réforme, et d'accroître sa visibilité. Au cours de chacun de ces déplacements, le Secrétaire général a rencontré des dirigeants et des membres clés du gouvernement. Il a présenté sept rapports de la série des « Politiques meilleures » de l'OCDE, produits par son Cabinet, au cours de ses déplacements à l'étranger et des réunions qu'il a tenues avec des dirigeants.

Ces visites étaient parfois liées à sa participation à d'importants forums ou sommets. Le Secrétaire général a représenté l'OCDE et présenté les derniers travaux de l'Organisation lors de manifestations internationales importantes, notamment lors du Forum économique mondial annuel de Davos, des réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington, du Sommet du G7 à Charlevoix, du Sommet du G20 à Buenos Aires, de la réunion des Chefs d'organisations internationales à Berlin et de la COP24 à Katowice. Il a également participé à d'importantes réunions et conférences ministérielles de l'OCDE à l'étranger, comme la Réunion ministérielle sur les petites et moyennes entreprises (PME) à Mexico, le Forum et la Réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques sociales à Montréal, le Sommet sur les compétences à Porto, ou encore le Forum mondial de l'OCDE sur les « Statistiques, connaissances et politiques » à Incheon.

Le Secrétaire général a rencontré les principaux ministres et dirigeants de chaque pays visité, au nombre desquels il convient de citer : le Chef de l'exécutif, le Dr. Abdullah Abdullah, et le Vice-président de l'Afghanistan Mohammad Sarwar Danish, la Vice-présidente de l'Argentine Gabriela Michetti, le Premier ministre belge Charles Michel, le Premier ministre des Bermudes Edward David Burt, le Président du Brésil Michel Temer, le Président de la Bulgarie Rumen Radev et son Premier Ministre Boyko Borissov, le Premier ministre du Canada Justin Trudeau, le Président du Chili Sebastián Piñera, le Premier ministre de la République populaire de Chine Li Keqiang, les Présidents de la Colombie Iván Duque Márquez et Juan Manuel Santos, les présidents du Costa Rica Carlos Alvarado Quesada et Luis Guillermo Solís, S.A.R. la Princesse Mary Elizabeth du Danemark, le Président de la République française Emmanuel Macron, la Chancelière allemande Angela Merkel, le Président du Ghana Nana Akufo-Addo, le Premier ministre de la Grèce Alexis Tsipras, la Première ministre de l'Islande Katrín Jakobsdóttir, le Premier ministre de l'Inde Narendra Modi, le Chef du gouvernement de l'Irlande Leo Varadkar, le Premier ministre du Japon Shinzō Abe, le Président de la Lettonie Raimonds Vējonis et son Premier ministre Māris Kučinskis, la Présidente de la Lituanie Dalia Grybauskaitė, le Premier ministre du Luxembourg Xavier Bettel, le Premier ministre de Maurice Pravin Kumar Jugnauth, le Président du Mexique Enrique Peña Nieto, S.M. la Reine Máxima des Pays-Bas et le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, la Première ministre de la Norvège Erna Solberg, le Président du Panama Juan Carlos Varela, la Première ministre du Pérou Mercedes Aráoz, le Premier ministre de la Pologne Mateusz Morawiecki, le Premier ministre du Portugal António Costa, la Première ministre de la Serbie Ana Brnabić, S.M. le Roi Felipe VI d'Espagne, le Premier ministre de la Suède Stefan Löfven, le Président de la Confédération suisse Alain Berset, le Vice-président et Premier ministre des Émirats arabes unis S.A. Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, et le Président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa.

Le Secrétaire général a rencontré en de fréquentes occasions des membres du Parlement des pays dans lesquels il s'est rendu, et a prononcé des allocutions devant le Congrès au cours de certaines de ses missions. Il a également rencontré des représentants du secteur privé, des syndicats et de la société civile au cours de

ses déplacements à l'étranger. La plupart de ses visites comprenaient des manifestations publiques qui lui ont permis de s'adresser à un plus large auditoire et de diffuser les messages de l'OCDE auprès du grand public, notamment dans des universités et des groupes de réflexion réputés.

En 2018, l'OCDE a encore resserré ses liens avec le G20. Le Secrétaire général a été invité à participer à toutes les réunions à haut niveau du G20 sous la présidence argentine, parmi lesquelles, outre le sommet du G20 à Buenos Aires à la fin de l'année, plusieurs réunions thématiques comme celle des ministres des finances et des gouverneurs de banque centrale en Argentine au printemps et en Indonésie à l'automne. Il a également assisté aux principales réunions du G7 au Canada et à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre.

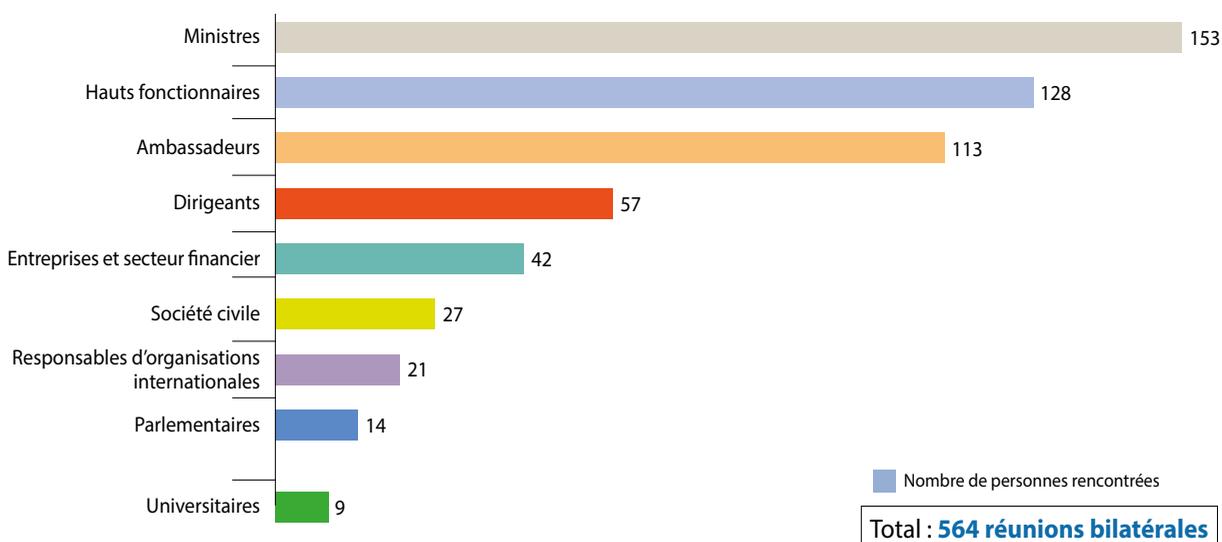
## ACTIVITÉS À PARIS

En 2018, le Secrétaire général a reçu 20 dirigeants à Paris. Au cours de la seule Semaine de l'OCDE, 4 chefs d'État ou de gouvernement (Colombie, France, Lettonie et Lituanie), 6 vice-premiers ministres ou vice-présidents (Belgique, Costa Rica, Corée, Pologne, Slovénie et Turquie), 59 ministres, 24 vice-ministres et des centaines d'autres responsables de haut rang sont venus à l'OCDE. Le Secrétaire général a également participé à la réunion annuelle du Groupe de stratégie globale de l'OCDE les 19 et 20 novembre.

Le Secrétaire général a également prononcé des allocutions et participé à d'autres manifestations importantes au siège de l'OCDE, notamment à plusieurs conférences, forums mondiaux et réunions de comités à haut niveau tels que le Forum international sur la diversité organisé à l'initiative du Centre pour les opportunités et l'égalité (COPE), la réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE, le Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption, le Forum mondial de l'OCDE sur le développement, la Conférence internationale « No Money for Terror » (« Pas d'argent pour le terrorisme »), le Forum économique international de l'OCDE sur l'Amérique latine et les Caraïbes, le déjeuner des Présidents de comité en prélude à la RCM, la Réunion ministérielle du Comité des politiques d'environnement de l'OCDE, le Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises, la réunion ministérielle du Forum mondial du G20 sur les surcapacités sidérurgiques, et la Conférence de Paris.

En 2018, le Secrétaire général a également consacré une grande partie de son temps à ses fonctions courantes de gestion, ainsi qu'à la présidence du Conseil de l'OCDE et au dialogue avec les délégations. Au total, il a tenu 59 réunions bilatérales avec les ambassadeurs auprès de l'OCDE et présidé 24 sessions du Conseil de l'OCDE, 10 réunions des chefs de délégation, 8 réunions du Bureau de la RCM, 13 réunions régulières avec les présidents des comités permanents et 9 réunions du Groupe des directeurs. Il

**Graphique 2. Réunions du Secrétaire général au siège de l'OCDE et à l'étranger, 2018**



a également organisé 51 réunions préparatoires sur les travaux de substance et les activités avec différentes unités de l'Organisation, 71 réunions régulières avec les directeurs de l'OCDE et 90 réunions régulières avec de hauts responsables, ainsi que plusieurs centaines de réunions de gestion sur des questions de fonctionnement interne à l'Organisation.

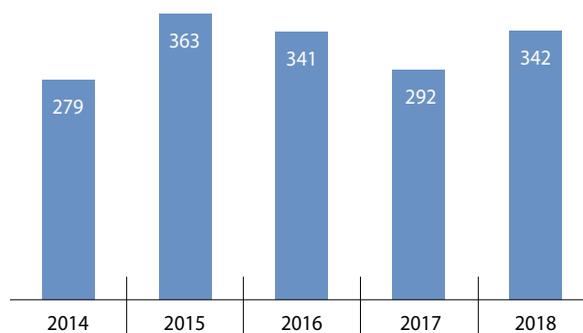
## COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Durant l'année 2018, l'OCDE a continué de renforcer son impact et sa visibilité. Les activités d'ouverture et de communication du Secrétaire général ont reçu un large écho et ont joué un rôle essentiel à cet égard.

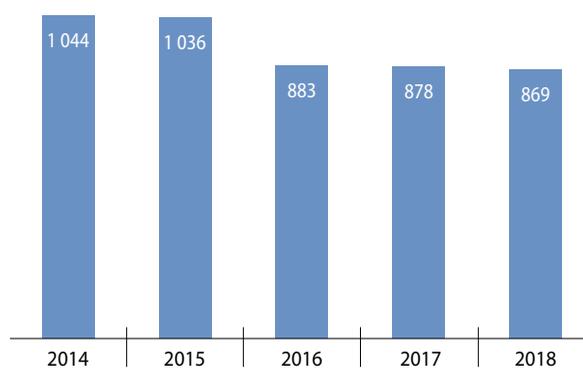
Le Secrétaire général a accordé 114 entretiens à l'occasion de missions et 36 entretiens ont été réalisés à Paris dans les studios de l'OCDE, en plus de nombreux entretiens non programmés et autres points presse. Il a assuré le lancement de 37 Perspectives, publications phares et rapports dans 18 pays (Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chili, Corée, Costa Rica, Espagne, États-Unis, Finlande, Grèce, Indonésie, Irlande, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, République tchèque et Tunisie) et auprès de l'Union européenne.

Au cours de l'année, le Secrétaire général a prononcé 342 allocutions et a été cité 4 823 fois dans les médias et dans 869 articles originaux. Il a signé 4 tribunes libres dans différents médias et plusieurs articles ou interventions traduites vers 13 langues. La présence dans les médias sociaux et leur utilisation a fortement augmenté, ce qui a permis à l'Organisation d'atteindre un public plus large et de participer au débat mondial sur des questions essentielles. Le compte Twitter du Secrétaire général et ses contributions sur diverses plateformes de médias sociaux lui ont donné la possibilité, par des démarches novatrices, de faire mieux connaître les travaux de l'Organisation. ■

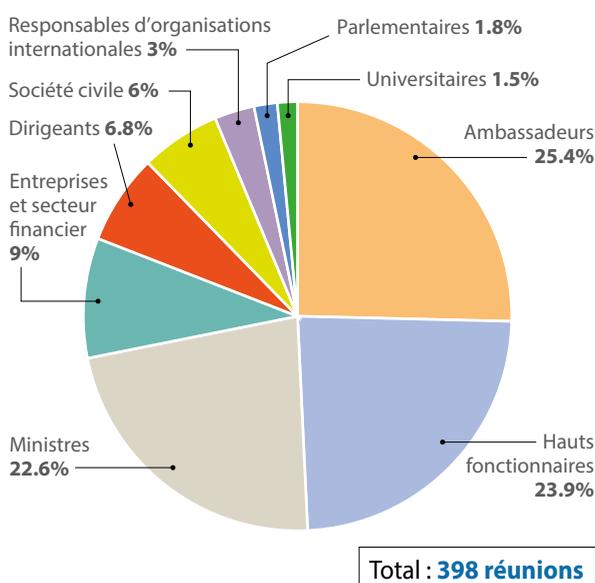
**Graphique 3. Nombre d'allocutions, 2014-18**



**Graphique 4. Nombre de citations dans des articles, 2014-18**



**Graphique 5. Ventilation des réunions au siège de l'OCDE, 2018**





# À propos de l'OCDE



## L'OCDE en bref

[www.oecd.org/fr/apropos](http://www.oecd.org/fr/apropos)

L'OCDE offre aux gouvernements un forum où travailler ensemble à rechercher des solutions à des problèmes communs, partager leurs expériences et identifier les meilleures pratiques afin de promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure.

Depuis bientôt 60 ans, l'OCDE contribue à élaborer des normes mondiales dans des domaines tels que la gouvernance, la lutte contre la corruption, la responsabilité des entreprises, le développement, l'investissement international, la fiscalité et l'environnement, pour ne citer que quelques exemples. Elle s'appuie sur la coopération, le dialogue, le consensus et les examens entre pairs pour faire avancer sa vision d'une économie et d'une société mondiales plus fortes, plus propres et plus justes.

L'OCDE aide les responsables publics à identifier les enjeux et à y faire face par des mesures appropriées. Elle dispense également des conseils sur presque tous les aspects de

l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques. Au niveau mondial, elle représente l'une des plus importantes et des plus fiables sources de données statistiques comparables sur les questions économiques et commerciales, l'emploi, l'éducation, la santé, les questions sociales, les migrations, l'environnement et bien d'autres domaines. Elle mène sa mission grâce à plus de 200 comités et groupes de travail réunissant des experts et des décideurs nationaux, ainsi que grâce à un Secrétariat permanent de grande qualité.

L'OCDE compte 36 pays membres auxquels la Colombie a été invitée à se joindre tandis que les pourparlers d'adhésion se poursuivent avec le Costa Rica<sup>1</sup>. L'Afrique du Sud, le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde et l'Indonésie sont des Partenaires clés pour l'OCDE, qui collabore également avec plus d'une centaine d'autres économies, dont beaucoup participent aux travaux de ses comités et adhèrent à ses normes. Enfin, l'OCDE héberge le secrétariat de plusieurs programmes internationaux. ■

1. Depuis mars 2014, les activités liées au processus d'adhésion de la Fédération de Russie à l'OCDE sont suspendues pour le moment.



📍 Bureaux de l'OCDE à Boulogne-Billancourt, près de Paris. Photo : OCDE/Victor Tonelli

## Pays membres de l'OCDE : Ambassadeurs auprès de l'OCDE<sup>a</sup> et date d'adhésion

[www.oecd.org/fr/apropos/membresetpartenaires](http://www.oecd.org/fr/apropos/membresetpartenaires)

<b>Allemagne</b>	Son Excellence M. Martin Hanz	1961
<b>Australie</b>	Son Excellence M. Alexander Robert William Robson	1971
<b>Autriche</b>	Son Excellence M. Thomas Schnöll	1961
<b>Belgique</b>	Son Excellence M. Jean-Joël Schittecatte	1961
<b>Canada</b>	Mme Sharon Armstrong (Chargé d'affaires <i>ad interim</i> )	1961
<b>Chili</b>	Son Excellence M. Felipe Morande	2010
<b>Corée</b>	Son Excellence M. Hyoung Kwon Ko	1996
<b>Danemark</b>	Son Excellence M. Carsten Staur	1961
<b>Espagne</b>	Son Excellence M. Manuel Escudero	1961
<b>Estonie</b>	Son Excellence M. Alar Streimann	2010
<b>États-Unis</b>	M. Andrew Haviland (Chargé d'affaires <i>ad interim</i> )	1961
<b>Finlande</b>	Son Excellence M. Tuomas Tapio	1969
<b>France</b>	Son Excellence Mme Catherine Colonna	1961
<b>Grèce</b>	Son Excellence Mme Rania Antonopoulou	1961
<b>Hongrie</b>	Son Excellence M. László Turóczy	1996
<b>Irlande</b>	Son Excellence M. Dermot Nolan	1961
<b>Islande</b>	Son Excellence M. Kristján Andri Stefánsson	1961
<b>Israël</b>	Son Excellence M. Eli Emanuel Lev	2010
<b>Italie</b>	Son Excellence M. Alessandro Busacca	1962
<b>Japon</b>	Son Excellence M. Hiroshi Oe	1964
<b>Lettonie</b>	Son Excellence Mme Ivita Burmestre	2016
<b>Lituanie</b>	Mme. Lina Ramanauskaitė (Chargé d'affaires <i>ad interim</i> )	2018
<b>Luxembourg</b>	Son Excellence Mme Martine Schommer	1961
<b>Mexique</b>	M. Victor Manuel Uribe (Chargé d'affaires <i>ad interim</i> )	1994
<b>Norvège</b>	Son Excellence M. Per Egil Selvaag	1961
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Son Excellence Mme Jane Coombs	1973
<b>Pays-Bas</b>	Son Excellence M. Guido Biessen	1961
<b>Pologne</b>	Son Excellence M. Aleksander Surdej	1996
<b>Portugal</b>	Son Excellence M. Bernardo Lucena	1961
<b>République slovaque</b>	Son Excellence Mme Ingrid Brocková	2000
<b>République tchèque</b>	Son Excellence M. Petr Gandalovič	1995
<b>Royaume-Uni</b>	Son Excellence M. Christopher Sharrock	1961
<b>Slovénie</b>	Son Excellence Mme Irena Sodin	2010
<b>Suède</b>	Son Excellence Mme Anna Brandt	1961
<b>Suisse</b>	Son Excellence M. Giancarlo Kessler	1961
<b>Turquie</b>	Son Excellence M. Erdem Başçı	1961
***		
<b>Union européenne</b>	Son Excellence M. Rupert Schlegelmilch	1961

## Candidats à l'adhésion

[www.oecd.org/fr/apropos/elargissement.htm](http://www.oecd.org/fr/apropos/elargissement.htm)

**Colombie<sup>b</sup>**

**Costa Rica**

**Fédération de Russie<sup>c</sup>**

## Partenaires clés

[www.oecd.org/fr/apropos/membresetpartenaires](http://www.oecd.org/fr/apropos/membresetpartenaires)

**Afrique du Sud**

**Brésil**

**Chine, République populaire de**

**Inde**

**Indonésie**

a. Au 26 avril 2019.

b. Le 25 mai 2018, le Conseil de l'OCDE a invité la Colombie à devenir membre. La date de l'adhésion sera celle du dépôt de l'instrument d'adhésion de la Colombie à la Convention de l'OCDE.

c. Depuis mars 2014, les activités liées au processus d'adhésion de la Fédération de Russie à l'OCDE sont suspendues pour le moment.

## Le Secrétaire général et son Cabinet



### ANGEL GURRÍA – Secrétaire général

@A\_Gurria

M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE depuis 2006, a conduit la transformation de l'OCDE pour en faire une institution « incontournable », pour ses travaux et ses conseils sur les réformes de l'action publique. Grâce à lui, l'OCDE s'affirme désormais comme un référent mondial en matière de bonnes pratiques, offrant un soutien ciblé aux pays membres et partenaires pour les aider à faire face aux défis actuels et concevoir, proposer et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. Sous sa direction, l'Organisation est devenue un partenaire de confiance pour le G20 et le G7, la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), l'Alliance du Pacifique, et bien d'autres enceintes internationales.

Il a amené l'Organisation à mettre en œuvre d'importants programmes de réformes structurelles et a supervisé des réalisations majeures dans les domaines de la croissance inclusive, de l'égalité femmes-hommes, de la gouvernance, de la fiscalité, de la lutte contre la corruption, de la croissance verte, de l'eau, des migrations, de l'éducation, de la santé, de l'innovation et des échanges, pour n'en citer que quelques-uns. Il a été une force motrice dans l'effort déployé pour placer l'humain et le bien être au centre des politiques publiques et de la croissance.

Il a donné plus d'ampleur aux contributions de l'OCDE à l'agenda mondial et aux grands accords multilatéraux, notamment par les importantes contributions de l'Organisation à l'Accord de Paris sur le climat et aux Objectifs de développement durable.

Il a renforcé le rayonnement mondial et la pertinence de l'Organisation, en intensifiant ses relations avec des économies émergentes clés et en pilotant le processus d'adhésion de nouveaux membres, notamment des sept pays qui ont rejoint les rangs de l'OCDE depuis qu'il la dirige : le Chili, la Colombie<sup>1</sup>, l'Estonie, Israël, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie.

1. Le 25 mai 2018, le Conseil de l'OCDE a invité la Colombie à devenir membre. La date de l'adhésion sera celle du dépôt de l'instrument d'adhésion de la Colombie à la Convention de l'OCDE.



**GABRIELA RAMOS** – Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE  
@gabramosp

Mme Gabriela Ramos est Directrice de Cabinet et Sherpa. Elle a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme de transformation stratégique de l'OCDE voulu par le Secrétaire général et a conduit des initiatives

visant à fournir des conseils ciblés aux pays. Elle veille à la cohérence et à la bonne exécution des activités de l'Organisation et supervise le Cabinet du Secrétaire général. En qualité de Sherpa, elle est responsable des contributions de l'OCDE au G20 et au G7 et de la mise en œuvre de la stratégie mondiale de l'OCDE. Elle dirige l'Initiative sur la croissance inclusive, les travaux de l'OCDE sur l'égalité femmes-hommes, les enfants et la lutte contre la corruption, et supervise la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales. Elle a lancé l'initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques, qu'elle continue de diriger. Elle coordonne également la Réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres. Elle était précédemment Cheffe du Centre OCDE de Mexico pour l'Amérique latine et a assuré le lancement du Forum de l'OCDE au Mexique.

En 2018, Mme Ramos a été nommée par Apolitical parmi les 100 personnalités les plus influentes du monde en matière d'égalité femmes-hommes. Elle a également reçu le Prix Forbes de l'excellence entrepreneuriale en 2017 et a été décorée de L'ordre national du Mérite par le Président français en 2013.



📍 Cabinet du Secrétaire général, OCDE, Paris, le 4 avril 2019. Photo : OCDE



**MASAMICHI KONO** – Secrétaire général adjoint

M. Masamichi Kono a été nommé Secrétaire général adjoint en août 2017. Son champ d'action couvre notamment la direction stratégique des travaux de l'OCDE dans les domaines de la politique de l'environnement, de la croissance verte et des affaires financières et des entreprises. Il représente en outre l'OCDE aux réunions du Conseil de stabilité financière. Son expérience approfondie de la réglementation bancaire a contribué au dialogue avec la Direction des affaires financières et des entreprises et la sphère financière.

M. Kono a consacré une grande partie de sa carrière à la surveillance financière et à la réglementation des services financiers, au Japon et au niveau international. Il a occupé le poste de vice-ministre des Affaires internationales à l'Agence japonaise des services financiers (JFSA) et de Président du Centre des partenariats financiers en Asie de la JFSA.

Il a été Président du Comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) (avril 2011-mai 2012), puis Président du conseil d'administration de cet organisme (jusqu'à fin mars 2013). Il a aussi coprésidé le Groupe consultatif régional pour l'Asie du Conseil de stabilité financière (juillet 2013-juin 2015), et présidé le comité de surveillance de la Fondation IFRS (février 2013-juin 2016).

Il a également été Secrétaire du Comité du commerce des services financiers de l'Organisation mondiale du commerce (1994-99).



**LUDGER SCHUKNECHT** – Secrétaire général adjoint

M. Ludger Schuknecht a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en septembre 2018. Il met sa vaste expérience de la politique économique internationale et des processus décisionnels au service de la promotion des efforts déployés par l'OCDE pour instaurer une croissance durable et promouvoir « des politiques meilleures pour une vie meilleure ». Il est responsable de la supervision stratégique des travaux de l'OCDE sur les statistiques et les données, la politique fiscale et l'administration de l'impôt, l'éducation et les compétences, ainsi que de la collaboration de l'OCDE avec le Pacte du G20 avec l'Afrique.

Auparavant, M. Schuknecht travaillait en qualité de Chef économiste au Ministère fédéral allemand des Finances et représentait l'Allemagne auprès du G20 Finances. À ce titre, il a assuré la coordination du volet financier (*Finance Track*) pendant la présidence allemande du G20 et joué un rôle de premier plan dans le lancement des travaux du G20 relatifs à la fiscalité du numérique et du Pacte du G20 avec l'Afrique. Au cours de sa carrière dans les organisations internationales, il a également travaillé à la Banque centrale européenne, à l'Organisation mondiale du commerce et au Fonds monétaire international.



**ULRIK VESTERGAARD KNUDSEN** – Secrétaire général adjoint

M. Ulrik Vestergaard Knudsen a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en janvier 2019. Sa mission consiste notamment à assurer la direction stratégique de la politique de l'OCDE concernant la science, la technologie et l'innovation, les échanges et l'agriculture ainsi que l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes. En concertation avec le Secrétaire général, M. Knudsen a transformé le Comité exécutif en session spéciale de l'OCDE en Groupe de stratégie globale (GSG), de façon à disposer d'un cadre stratégique pour débattre des questions d'intérêt mondial et dialoguer avec les Partenaires clés. Il a présidé le GSG de 2013 à 2017.

Jusqu'à la fin de l'année 2018, M. Knudsen a exercé les fonctions de Secrétaire d'État permanent auprès du ministère des Affaires étrangères du Danemark. Auparavant, il a occupé, auprès de deux Premiers ministres danois, le poste de Sherpa et de Conseiller diplomatique principal pour la politique de la sécurité, l'UE et les affaires étrangères au sein du Cabinet du Premier ministre. Il a été Ambassadeur auprès de l'OCDE et de l'UNESCO à Paris (2008-09). En dehors de sa carrière diplomatique, au cours de laquelle il a notamment été affecté à Londres (2003-04), Washington (1998-2000) et Moscou (1997), il a occupé pendant une courte période le poste de Directeur de la politique internationale du groupe Vodafone, à Londres (2013).



**JEFFREY SCHLAGENHAUF** – Secrétaire général adjoint

M. Jeffrey Schlagenhauf a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en mai 2019. Son champ d'action couvre notamment la direction stratégique de la politique de l'OCDE en matière de gouvernance publique et de développement, ainsi que les projets horizontaux sur la lutte contre la corruption. En outre, il supervise le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et le Comité d'aide au développement.

Avant d'entrer à l'OCDE, M. Schlagenhauf exerçait les fonctions de Directeur adjoint chargé de la politique économique au Bureau de la gestion et du budget (OMB) de la Maison Blanche, où il a mis en œuvre des politiques fondées sur des données factuelles au sein de l'administration fédérale. La campagne présidentielle de 2016 aux États Unis lui a permis de tirer profit de son expérience approfondie des politiques publiques en qualité de Conseiller pour la politique économique. Sa carrière l'a également conduit à occuper le poste de Directeur exécutif de la Commission économique conjointe du Congrès et de Chef de cabinet auprès d'un membre de la Chambre des représentants des États-Unis.

# Organigramme – Mai 2019

[www.oecd.org/fr/apropos/listedesdepartementsetorganes.htm](http://www.oecd.org/fr/apropos/listedesdepartementsetorganes.htm)

## Secrétariat général

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	
Angel Gurría	
<b>SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS</b>	<b>CABINET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL</b>
<b>Masamichi Kono</b> Environnement Croissance verte Affaires financières et des entreprises Conseil de stabilité financière	<b>Ulrik Vestergaard Knudsen</b> Science, technologie et innovation Échanges et agriculture Entrepreneuriat, PME, régions et villes
<b>Ludger Schuknecht</b> Statistiques et données Politique et administration fiscales Éducation et compétences Pacte du G20 avec l'Afrique	<b>Jeffrey Schlagenhauf</b> Lutte contre la corruption Pôle développement Gouvernance publique
	<b>Gabriela Ramos</b> , Directrice de Cabinet et Sherpa Supervision G20/G7, Croissance inclusive, Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC), Égalité femmes-hommes, Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (Comité ELSA)
	<b>Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif</b> <b>Lucy Elliott</b> , Directrice
	<b>Secrétariat des relations mondiales</b> <b>Andreas Schaal</b> , Directeur
	<b>Audit interne</b> <b>Inanc Yazar</b> , Directrice
	<b>Direction des affaires juridiques</b> <b>Nicola Bonucci</b> , Directeur des affaires juridiques et Coordinateur adhésion
	<b>Direction des relations extérieures et de la communication</b> <b>Anthony Gooch</b> , Directeur
	<b>Prospective stratégique</b> <b>Duncan Cass-Beggs</b> , Conseiller en prospective stratégique

## Organes spéciaux

<b>Centre de développement de l'OCDE</b> <b>Mario Pezzini</b> Directeur et Conseiller spécial du Secrétaire général chargé du développement	<b>Agence internationale de l'énergie</b> <b>Fatih Birol</b> Directeur exécutif	<b>Agence pour l'énergie nucléaire</b> <b>William D. Magwood, IV</b> Directeur général	<b>Forum international des transports</b> <b>Young Tae Kim</b> Secrétaire général
---	---	--	---

## Directions

### Département des affaires économiques

#### Laurence Boone

Cheffe économiste ; Cheffe de Département ; Représentante de l'OCDE au G20 pour les affaires financières

#### Álvaro S. Pereira

Directeur de la branche des études nationales

#### Luiz de Mello

Directeur de la branche des études de politique économique

### Direction des affaires financières et des entreprises

#### Greg Medcraft

Directeur

### Direction de la coopération pour le développement

#### Jorge Moreira da Silva

Directeur

### Direction des échanges et de l'agriculture

#### Ken Ash

Directeur

### Direction de l'éducation et des compétences

#### Andreas Schleicher

Directeur et Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la politique de l'éducation

### Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales

#### Stefano Scarpetta

Directeur

### Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

#### Lamia Kamal-Chaoui

Directrice

### Direction de l'environnement

#### Rodolfo Lacy

Directeur

### Direction exécutive

#### Josée Touchette

Directrice

### Direction de la gouvernance publique

#### Marcos Bonturi

Directeur

### Centre de politique et d'administration fiscales

#### Pascal Saint-Amans

Directeur

### Direction de la science, de la technologie et de l'innovation

#### Andrew Wyckoff

Directeur

### Direction des statistiques et des données

#### Martine Durand

Chef statisticien et Directrice

## Entités spéciales

### Centre de l'OCDE pour les compétences

#### Montserrat Gomendio

Cheffe

### Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

#### Laurent Bossard

Directeur

### Groupe d'action financière

#### David Lewis

Secrétaire exécutif

### Partenariat statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle

#### Johannes Jütting

Chef du Secrétariat

### Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales

#### Suzanne Steensen

Cheffe du Secrétariat MOPAN

# Financement de l'OCDE

[PBF.Info@oecd.org](mailto:PBF.Info@oecd.org)

L'OCDE conduit ses activités de planification, d'établissement du budget et de gestion financière selon une démarche axée sur les résultats. Elle recense les priorités de ses membres en matière d'action publique, déploie ses ressources avec flexibilité pour obtenir les réalisations souhaitées grâce à un programme de travail évolutif, puis procède à une évaluation a posteriori des performances. Le budget de l'OCDE et la teneur de son programme de travail sont fixés tous les deux ans par l'organe directeur de l'Organisation, le Conseil, à partir des recommandations du Secrétaire général. Pour 2019, le budget est d'un montant de 386 millions EUR. Les ressources budgétaires de l'Organisation sont complétées par des contributions volontaires, qui correspondent à environ la moitié du budget. Ces contributions volontaires sont principalement versées par des institutions et organismes publics de pays membres. Les états financiers de l'OCDE sont établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, et vérifiés par des auditeurs externes choisis parmi les institutions supérieures de contrôle des finances publiques des pays membres de l'OCDE. Les états financiers de l'Organisation sont publiés sur son site internet.

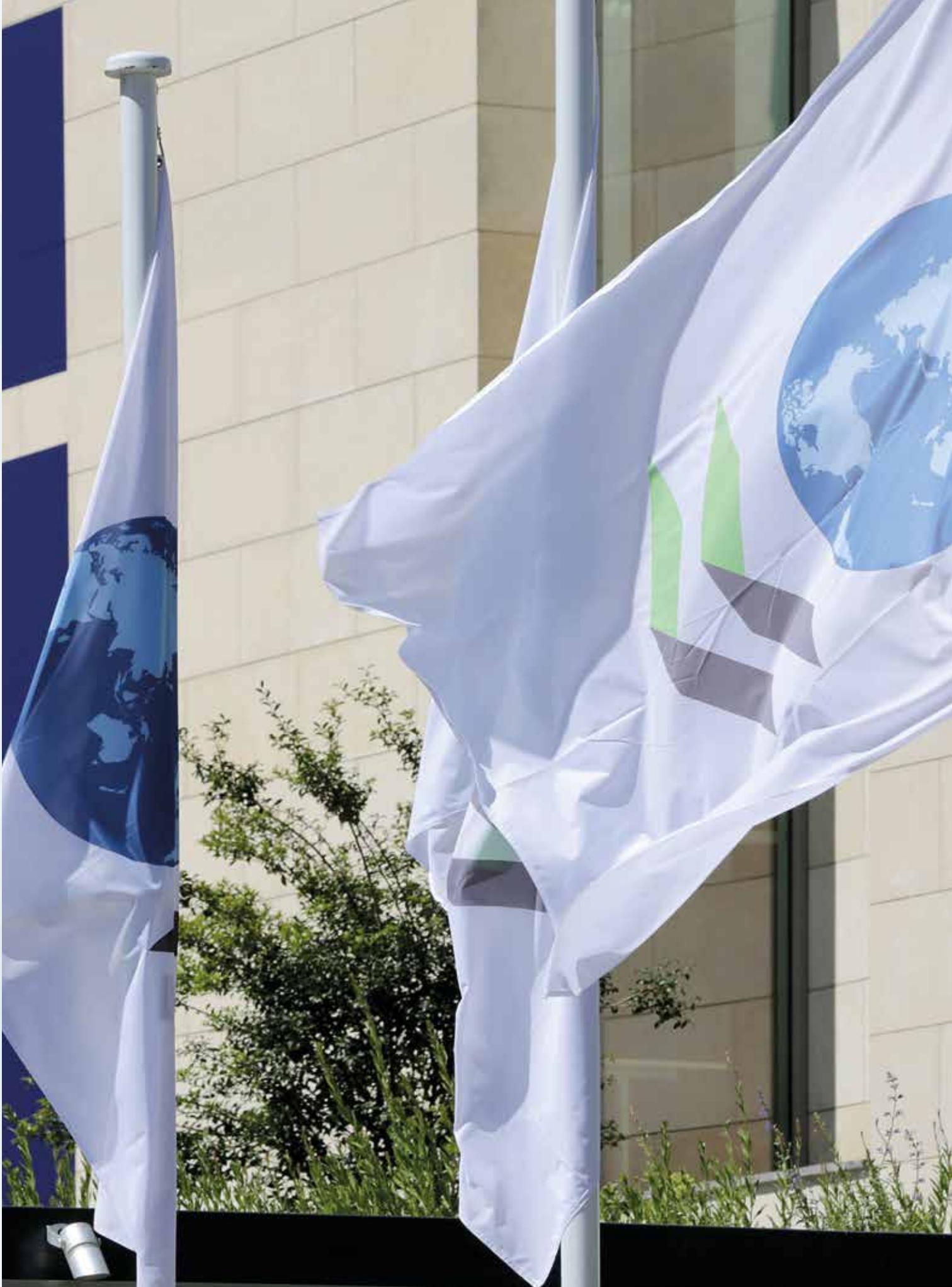
## CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES DES MEMBRES POUR 2019

Tous les pays membres contribuent aux résultats financés par la « Partie I » du budget, qui représente 53 % du budget total de l'Organisation (contre 54 % en 2018). Le financement de la Partie I comporte deux volets : un volet financé à parts égales par tous les membres de l'Organisation, et un volet soumis à un barème qui reflète le poids relatif de l'économie de chaque pays membre (revenu national). Les résultats relevant de la « Partie II » du budget intéressent un nombre plus restreint de membres, ou touchent à des domaines particuliers de l'action publique qui ne sont pas couverts par la Partie I ; ils représentent 27 % du budget total. Les programmes de Partie II sont financés selon des barèmes de contributions ou selon d'autres dispositifs déterminés d'un commun accord par les pays qui les financent. Les autres rubriques budgétaires, y compris le budget relatif aux pensions et les budgets spéciaux, constituent les 20 % restants du budget de l'Organisation. ■

Pour plus d'informations, voir : [www.oecd.org/fr/apropos/budget](http://www.oecd.org/fr/apropos/budget).



📍 Bureaux de l'OCDE à Boulogne-Billancourt, près de Paris. Photo : OCDE





# Réunion du Conseil au niveau des Ministres



# Orientations stratégiques du Secrétaire général de l'OCDE pour 2018

## Interconnexions, Impact, Engagement : une OCDE qui donne corps à un multilatéralisme efficace

Les signes de frustration que suscite le multilatéralisme ne devraient pas éclipser les nombreux bienfaits que les pouvoirs publics et les citoyens tirent du système de coopération internationale mis en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est grâce à la coopération multilatérale qu'existent des instances permettant un règlement pacifique des différends ; des plateformes permettant une harmonisation des règles du jeu ; des mécanismes permettant une meilleure gestion des flux internationaux de personnes, de capitaux, de biens et de services ; ou encore des canaux permettant l'échange d'idées, de données, d'expériences et de pratiques de sorte que les pays puissent apprendre les uns des autres. La coopération et l'intégration mondiales ont joué un rôle déterminant dans l'amélioration spectaculaire du bien-être et des chances à laquelle nous avons assisté dans les 70 dernières années.

Néanmoins, le multilatéralisme est, aujourd'hui, à la croisée des chemins. Son aptitude à produire une action collective efficace qui apporte des solutions aux défis mondiaux est de plus en plus mise à l'épreuve, et il doit

répondre à une demande plus exigeante en vue d'obtenir de meilleurs résultats pour les citoyens. Cela fait naître un contexte où certains gouvernements préféreraient servir leurs objectifs par le biais de politiques nationales



Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, en compagnie d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors d'une réunion bilatérale à Paris, le 16 avril 2018.  
Photo : OCDE/Hervé Cortinat



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, avec le Cercle des stagiaires de l'OCDE, à Paris, le 29 janvier 2019. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

ou de solutions ponctuelles plutôt que par le biais d'une action multilatérale. Le fait que de nombreuses personnes ou communautés se vivent comme les oubliés de la mondialisation et se sentent exclus des bienfaits nés de l'intensification des interconnexions et de la collaboration par-delà les frontières contribue à cette dynamique, comme nous l'avions évoqué à la Réunion du Conseil au niveau des Ministres de l'année dernière. Les tendances au populisme et au protectionnisme sont une source de préoccupation, de même que la prolifération des fausses informations : les unes et les autres remettent en question le rôle d'organisations comme la nôtre, qui prônent l'ouverture et la coopération internationale et fondent leurs recommandations sur des analyses solides ancrées dans les faits, des données concrètes et des indicateurs rigoureux.

En dépit des accomplissements qui peuvent être mis à son actif, il est indéniable que le système multilatéral doit s'adapter à de nouvelles demandes et à un contexte en rapide mutation, caractérisé par de nouvelles configurations géopolitiques et une nouvelle géométrie de l'économie internationale, représentatives notamment de l'importance grandissante des économies émergentes, des interconnexions de plus en plus prononcées entre les pays et entre les individus, et par des réactions d'angoisse devant la rapidité avec laquelle l'économie numérique, les

évolutions démographiques et les nouvelles technologies transforment nos économies, nos sociétés et nos vies. Le multilatéralisme devrait aussi contribuer à apporter des réponses à ceux que le processus de mondialisation a laissés de côté. De fait, dans de nombreux secteurs, les solutions apportées par nos politiques publiques ont été tardives : la crise économique et financière qui a débuté en 2008, la montée des inégalités de revenu et de l'inégalité des chances, les distorsions qui faussent la concurrence internationale, une fiscalité perçue comme injuste, le risque lié au changement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles, ou encore la face obscure des interconnexions croissantes (flux illicites, menaces sur la sécurité numérique, financement du terrorisme, etc.) ont fait naître le sentiment que nous ne sommes pas parvenus à évoluer au même rythme que la mondialisation de l'activité économique. D'où une remise en question du multilatéralisme lui-même. Ne pas réagir face à ce malaise de plus en plus prégnant risquerait de provoquer une régression de la coopération internationale qui aurait de graves conséquences pour la paix, le progrès et le bien-être partout dans le monde.

L'aptitude à faire progresser et à adapter le multilatéralisme à la réalité d'aujourd'hui dépend de la volonté de pays souverains à le faire. Le multilatéralisme n'est pas une fin



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Shinzō Abe, Premier ministre du Japon, présentent le rapport de la série Better Policies consacré au Japon, à Tokyo, le 12 avril 2018. Photo : Gouvernement du Japon



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Esteban Moctezuma Barragán, Ministre de l'éducation du Mexique, et Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE, présentent *The Future of Mexican Higher Education: Promoting Quality and Equity* et *Higher Education in Mexico: Labour Market Relevance and Outcomes* à Mexico, le 10 janvier 2019. Photo : OCDE/Luis Silva

en soi, ni le seul outil à la disposition des gouvernements. Mais dans de nombreux domaines, il reste le moyen le plus concret et le plus efficace qu'ont les pays de concevoir, formuler et mettre en place des politiques propres à améliorer la vie des citoyens. L'intensification des flux transfrontaliers de personnes, de biens, de services, d'actifs, de données et de connaissances a considérablement élargi l'éventail des défis de dimension planétaire qu'aucun pays n'est en mesure de relever seul. Du fait de cette interdépendance, il arrive de plus en plus souvent que les gouvernements de différents pays soient confrontés, au même moment, à des défis connexes. Même si les contextes nationaux sont différents, les pays peuvent gagner à partager de bonnes pratiques et à tirer les leçons de l'expérience face à des problématiques semblables. Cela peut déboucher sur un resserrement de la coopération internationale et, à terme, sur des formes d'action collective plus efficaces. Ainsi, la question fondamentale pour une institution comme l'OCDE est de déterminer comment continuer à dégager de bonnes pratiques et à fournir des données concrètes sur les bienfaits et les résultats induits par l'action menée collectivement afin d'assurer que les pays affichent le niveau d'ambition nécessaire et mettent à profit le pouvoir qui est le leur de faire face, ensemble, aux défis auxquels nos concitoyens et notre planète sont confrontés. C'est la meilleure réponse que nous pouvons donner aujourd'hui à tous ceux qui, en proie à un certain désenchantement face au système multilatéral actuel, sont tentés de s'en désengager.

L'OCDE est née de la nécessité dans laquelle se sont trouvés des pays animés par une communauté de vues de trouver des réponses communes face à des défis communs. Grâce à ses méthodes de travail, ses statistiques, ses recherches, ses recommandations, ses instruments et ses normes, et à l'échange de bonnes pratiques, notre Organisation a activement contribué au système multilatéral depuis plus d'un demi-siècle, en apportant son impulsion et son concours dans différents domaines de compétence tels que la croissance économique, la productivité, les migrations, l'emploi, le développement, la fiscalité, l'éducation, la santé, le changement climatique, les échanges ou l'investissement, pour n'en citer que quelques-uns. L'OCDE, en tant qu'instance d'établissement de normes et que « laboratoire d'action » de premier plan, peut activement soutenir nos Membres et nos Partenaires dans leurs efforts pour faire face aux enjeux du monde contemporain en aidant à rendre le multilatéralisme plus souple et

plus efficace. Notre spécificité est d'allier fiabilité et flexibilité, une combinaison qui peut être particulièrement appropriée au cours de la phase de transition que traverse actuellement le multilatéralisme. Alors que notre Organisation approche de son 60<sup>e</sup> anniversaire, qui aura lieu en 2021, et que nos Membres cherchent à refonder le multilatéralisme de sorte qu'il soit mieux à même de répondre à leurs demandes, les Orientations stratégiques du Secrétaire général pour 2018 s'articulent autour de trois principes qui visent à amplifier la valeur ajoutée que nous sommes en mesure d'apporter :

- **Interconnexions** : Comment l'OCDE peut-elle être le plus utile pour aider les pays à comprendre les effets d'une interconnexion accrue entre les individus, les économies et les systèmes, et à en récolter les fruits par le biais de la coopération multilatérale ?
- **Impact** : Quels sont les domaines d'action particuliers sur lesquels l'OCDE devrait axer ses efforts compte tenu des atouts spécifiques que lui confèrent sa valeur ajoutée et l'éventail de ses compétences ?
- **Engagement** : Quelles sont les transformations que doit opérer l'OCDE pour produire les meilleurs résultats ?

En mettant en relation tous ces éléments, l'OCDE est à même de produire les meilleures analyses de façon à expliquer les mégatendances actuelles et à aider les pays dans la marche à suivre pour y faire face.

**INTERCONNEXIONS : Comment l'OCDE peut-elle être le plus utile pour aider les pays à comprendre les effets d'une interconnexion accrue entre les individus, les économies et les systèmes, et à en récolter les fruits par le biais de la coopération multilatérale ?**

Dans la Vision d'avenir de l'OCDE de 2011, qui coïncidait avec le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation, les Membres avaient souligné leur détermination à faire de l'OCDE un réseau mondial pour l'action publique plus efficace et plus intégrateur afin de garantir qu'elle conserve son influence de façon à améliorer le bien-être de nos concitoyens dans un monde en rapide mutation. Sept ans plus tard, dans un contexte caractérisé par un rejet grandissant de la mondialisation et une érosion rapide de la confiance dans le système multilatéral et les institutions qui le soutiennent, l'OCDE a un rôle important à jouer au moment

où nos pays s'appliquent à dessiner les contours d'un nouveau multilatéralisme répondant aux besoins du monde d'aujourd'hui.

L'interconnexion accrue entre les économies et les sociétés du monde entier n'est pas en elle-même une piste pour l'avenir. Mais plutôt que rompre avec cette connexion ou se retrancher à l'intérieur de ses propres frontières, les pays doivent s'entendre sur la nécessité de remettre en état et d'améliorer un système qui doit produire de meilleurs résultats. Pour l'OCDE, six pistes pourraient être déterminantes dans nos efforts pour accompagner les pays à l'heure où le multilatéralisme est remis en question et où nous devons unir nos forces afin de montrer qu'il demeure le meilleur outil pour faire face aux nombreux enjeux que nous rencontrons. Ces propositions sont le fruit des réflexions du Secrétaire général. Pour leur donner corps, il consultera les Membres pour recueillir leur avis sur leur valeur et leur faisabilité.



➤ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, avec Mauricio Macri, Président de l'Argentine, au Sommet des dirigeants du G20 à Buenos Aires, le 30 novembre 2018. Photo : G20 Argentine



➤ Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres de 2018, à l'OCDE, à Paris, le 30 mai 2018. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

## Six propositions

1. **Une démarche plus cohérente vis-à-vis des priorités de l'action internationale**
2. **Une connexion entre les comités**
3. **Une fonction d'incubateur au service de l'établissement de normes et de la mise en œuvre effective de ces normes**
4. **Une plus grande coordination entre les OI**
5. **Des réseaux régionaux de l'OCDE**
6. **Un groupe consultatif de haut niveau auprès du Secrétaire général pour un multilatéralisme souple et efficace**

**1. Une démarche plus cohérente vis-à-vis des priorités de l'action internationale :** Aider à étayer et à faire avancer l'agenda relatif à la coopération internationale, telle est l'une des grandes priorités pour l'OCDE. Cela implique parfois d'être le « meilleur second rôle », notamment en ce qui concerne les processus pilotés par les Nations Unies comme le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris. Nous pouvons accompagner les pays dans la mise en œuvre des ODD, les aider à mesurer le chemin à parcourir pour atteindre les cibles, leur prêter assistance pour leurs stratégies nationales et mobiliser des financements au service du développement. L'OCDE dispose de l'une des bases de données les plus complètes



sur l'ensemble des domaines d'élaboration des politiques publiques, ce qui a toute son utilité au moment où les Membres progressent dans la mise en œuvre des ODD. De la même manière, en s'appuyant sur nos éclairages quant aux questions économiques et financières, nous continuerons d'apporter notre concours à la lutte contre le changement climatique et à promouvoir l'alignement des politiques au service de la transition vers une économie bas carbone, en collaboration étroite avec la CCNUCC, et en travaillant avec l'AIE, l'AEN et le FIT, dans leurs domaines d'expertise respectifs. Nous aiderons les pays à mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CDN) énoncées dans le cadre de l'Accord de Paris. Nous contribuerons à renforcer la

cohérence des politiques d'adaptation et d'atténuation et nous concourons à la mobilisation de ressources au service du financement vert. Notre contribution aux agendas mondiaux s'étend à d'autres aspects, comme les migrations internationales (forts de nos quarante ans d'expérience de l'analyse des flux et des politiques migratoires) et la réduction des risques de catastrophe. Dans d'autres domaines, comme l'éducation et la lutte internationale contre la fraude et l'évasion fiscales, nous devrions continuer d'être en première ligne en déployant notre expertise et notre avantage comparatif. Nous resterons actifs en apportant notre soutien aux présidences du G20 et du G7, ainsi qu'à d'autres instances internationales, et en faisant part de nos éclairages pour étayer les agendas auxquels nous apportons régulièrement notre contribution. Notre participation à l'ensemble de ces agendas, et les partenariats stratégiques que nous nouons avec plusieurs institutions de premier plan sur la pensée systémique, l'anticipation ou la résilience place l'OCDE dans une position privilégiée pour favoriser davantage d'innovation, une meilleure efficacité, une plus grande cohérence et une plus forte cohésion de l'action des pouvoirs publics face aux défis fondamentaux auxquels est confrontée l'humanité.

- **Prochaines étapes** : L'un des principaux atouts de l'OCDE est sa pluridisciplinarité. Nous proposons de continuer de mettre à profit cette capacité d'aider à recenser et suivre les interactions entre les différents agendas internationaux sectoriels de sorte qu'ils soient rationalisés et mieux coordonnés, que les effets d'entraînement soient plus spécifiquement pris en compte et que les synergies entre les différents domaines soient plus efficacement exploitées et portées à leur maximum. Nous pouvons contribuer à éviter une approche cloisonnée. La participation active de l'OCDE aux processus, initiatives et instances dont dépendent ces agendas offre une occasion unique de favoriser une approche plus cohérente des défis mondiaux de la part de la communauté internationale. L'initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) et l'initiative pour la Croissance inclusive, notre capacité de prospective stratégique et les travaux menés dans toute l'OCDE sur l'environnement seront utiles pour étayer un programme d'action plus cohérent et interconnecté face à des défis de dimension mondiale et pour anticiper des risques qui se profilent.

**2. Une connexion entre les comités :** À terme, l'aptitude de l'OCDE à aider les pays à remodeler le système multilatéral dépendra de sa capacité à continuer de fournir une expertise fiable et fondée sur des bases solides sur laquelle les Membres et les Partenaires peuvent s'appuyer pour élaborer des politiques meilleures pour une vie meilleure. L'une des grandes priorités de notre Organisation devrait être de continuer à fournir les meilleures statistiques, de même que des analyses et des recommandations fondées sur des données concrètes, reposant sur les recherches de pointe menées par le Secrétariat et sur la validation des faits et le contrôle qualité qu'assurent nos comités. Il s'agit là d'une combinaison unique, qui s'articule sur les priorités des gouvernements et renforce l'impact des politiques. Les mécanismes d'évaluation comparative et d'examen par les pairs de l'OCDE permettent la diffusion de bonnes pratiques qui peuvent contribuer à guider les priorités de l'action multilatérale. Pour ce faire, nous devons bâtir des ponts plus nombreux et plus solides entre les différentes sphères d'action, afin de mieux appréhender les complexités et les effets d'entraînement. Il s'agit notamment d'articuler plus et mieux les travaux de nos comités, tout comme nous

l'avons fait avec nos directions, en renforçant l'horizontalité et en établissant des liens de corrélation entre les différents secteurs.

● **Prochaines étapes :** Nous proposons d'étudier les moyens par lesquels favoriser des interactions et des échanges réguliers entre les comités et les groupes d'experts de l'OCDE, en cherchant plus particulièrement à créer les espaces, les outils et les mécanismes institutionnels pour ce faire. Concrètement, nous pourrions porter à plus grande échelle l'effort consistant à réunir les Présidents de comités une fois par an dans le contexte de la RCM. Une communauté renforcée regroupant les présidents de comité et les délégués pourrait aider l'OCDE à identifier les domaines où elle pourrait être plus efficace et plus utile à la communauté internationale, à exploiter les synergies et à anticiper les tendances. Nous œuvrerons aux côtés des comités pour organiser des réunions conjointes en vue de faire progresser les approches intersectorielles, particulièrement autour des thématiques qui sont au cœur de l'agenda mondial (développement, climat, avènement du numérique, migrations, etc.).



➤ Réunion bilatérale avec Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Moon Jae-in, Président de la Corée, à Séoul, le 26 novembre 2018.

Photo : République de Corée, Cheong Wa Dae

➤ Dr Abdullah Abdullah, Chef de l'exécutif de l'Afghanistan, signe le livre d'or en compagnie d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, à Paris, le 21 novembre 2018.

Photo : OCDE/Andrew Wheeler

### 3. Une fonction d'incubateur au service de l'établissement de normes et de la mise en œuvre effective de ces normes

Les recherches de pointe, les analyses et les bonnes pratiques doivent en dernier ressort se traduire par des politiques meilleures qui ont une incidence positive sur la vie de nos concitoyens. Nous avons besoin d'une mondialisation fondée sur des règles clairement définies et acceptées, qui s'appliquent à chacun de manière égale. Nous devons viser l'excellence afin d'établir des normes et standards internationaux adaptés et solides qui uniformisent les règles du jeu. L'OCDE fait figure de référence dans plusieurs domaines allant de la gouvernance d'entreprise, de la lutte contre la corruption et de la promotion de l'intégrité à la conduite responsable des entreprises et à la concurrence, à la fiscalité et aux pratiques environnementales. Cette expertise a aidé les pays à faire avancer les règles du jeu à l'échelle internationale dans ces différents domaines. Alors que nous nous livrons à un réexamen de nos normes pour garantir qu'elles sont adaptées à l'objectif poursuivi et qu'elles conservent leur pertinence et leur impact, l'insatisfaction grandissante des citoyens illustre la

nécessité d'assurer une plus large couverture et une mise en œuvre effective de ces normes parmi les pays Membres et Partenaires, et d'accélérer la définition de normes dans des secteurs essentiels soumis à des mutations technologiques rapides.

- **Prochaines étapes** : Nous proposons d'affiner le périmètre des normes existantes et d'en assurer le respect, ainsi que d'explorer les secteurs où l'OCDE pourrait jouer un rôle utile en contribuant à renforcer la collaboration multilatérale, en particulier les secteurs concernés par les nouvelles technologies. Nous devons redoubler d'efforts pour faire en sorte que les grandes économies non Membres de l'OCDE adhèrent aux principaux instruments de l'OCDE. Nous mettrons fin aux normes qui seraient devenues caduques. Plus important encore, nous devons étudier les synergies entre les normes et instruments internationaux afin de contribuer à l'élaboration d'un cadre juridique multilatéral plus cohérent et plus efficace, qui puisse aider à harmoniser les règles du jeu et à apaiser les tensions actuelles sur les échanges et les investissements étrangers.



⇒ À partir de la gauche : Vincent Fouchier, Président, Groupe de travail de l'OCDE sur les politiques territoriales dans les zones urbaines ; Ulrik Vestergaard Knudsen, Secrétaire général adjoint de l'OCDE ; Lamia Kamal-Chaoui, Directrice, Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE) ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Juliette Foster, présentatrice radio et TV ; and Aziza Akhmouch, Cheffe de division, Villes, politique urbaine et développement durable (CFE), lors de la 7<sup>e</sup> Table ronde de l'OCDE des maires et des ministres : Maires, ministres, et mégatendances – Principes pour l'action collective, à Athènes, le 19 mars 2019.

Photo : OCDE



**4. Une plus grande coordination entre les OI :** Les organisations internationales (OI) sont des acteurs essentiels au sein du système multilatéral actuel dont l'expertise enrichit le savoir collectif. Il est donc tout à fait logique que, dans le respect de leur mission et de leurs travaux respectifs, elles se renforcent mutuellement et améliorent leur coordination pour faire du multilatéralisme un instrument efficace qui donne de meilleurs résultats. Pour l'OCDE, forte de son expertise pluridisciplinaire dans de nombreux compartiments de l'élaboration des politiques publiques, il est essentiel d'assurer la complémentarité et la synergie avec les travaux d'autres organisations. En particulier avec les organisations du système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, nous favorisons une coordination régulière, souvent dans le contexte des mandats appelant à une collaboration dans des domaines précis et émanant d'instances internationales comme le G20 et le G7. Plusieurs rapports analytiques et initiatives de dialogue sur les politiques à suivre sont des entreprises conjointes de plusieurs OI, une coopération qui renforce la pertinence et l'impact de nos travaux, et donne une importance démultipliée aux différents angles

sous lesquels nous abordons des thématiques isolées. L'OCDE a aussi facilité la mise en place d'un partenariat entre OI relatif à la coopération internationale en matière de réglementation. Toutefois, la coordination entre OI peut encore être améliorée. Un multilatéralisme efficace exige de nous une coordination plus étroite, qui nous donne les moyens de mieux servir nos pays Membres et d'apporter notre contribution à leurs agendas mondiaux.

- **Prochaines étapes :** Nous proposons de travailler avec d'autres OI en vue de mettre en place une réunion annuelle de bilan à laquelle assisteraient les responsables des OI les plus pertinentes afin d'examiner comment nos institutions peuvent mieux se coordonner, exploiter les synergies, éviter le recoupement des activités et améliorer l'alignement et la synchronisation de nos stratégies institutionnelles respectives, dans l'intérêt de nos Membres, de leurs priorités et de la communauté internationale dans son ensemble. Dans le plein respect des activités centrales et des programmes de travail respectifs de chaque organisation, ce bilan pourrait permettre d'améliorer la coordination de façon plus régulière et plus structurée.

**5. Des réseaux régionaux de l'OCDE :** L'adhésion à l'OCDE est l'un des plus puissants mécanismes par lesquels l'Organisation aide à renforcer l'efficacité du multilatéralisme, car les pays qui entament un processus d'adhésion améliorent leurs politiques pour les rendre conformes aux normes de l'OCDE et s'engagent à respecter un ensemble de règles internationales. La stratégie de relations mondiales de l'Organisation tient compte du fait que l'OCDE n'a pas vocation à prendre une dimension universelle. Les programmes mis en place avec les Partenaires clés, les Programmes par pays et les Programmes régionaux constituent des canaux fort utiles pour rapprocher les non-Membres des instruments, politiques et pratiques prônés par l'OCDE, ce qui se traduit par une plus large acceptation de nos normes. Le nombre élevé de pays non-Membres de l'OCDE membres du Centre de développement et la participation de non-Membres à différents comités et groupes de travail ont également contribué à approfondir l'action et à renforcer la pertinence de l'Organisation à l'échelle mondiale. Cependant, les discussions d'adhésion qui ont lieu actuellement sont l'illustration de l'attrait particulier que suscite l'adhésion à l'Organisation. Le risque d'un désengagement, à terme, et d'une prise de distance de la part de pays auxquels les Membres ne pourront proposer une telle option dans un avenir prévisible n'est pas à écarter.

● **Prochaines étapes :** Nous proposons de renforcer la stratégie de relations mondiales de l'OCDE dans l'optique de consolider peu à peu les réseaux de l'OCDE dans des régions prêtes à se rapprocher des pratiques et normes préconisées par l'Organisation. Ce pourrait être une réponse face à l'aspiration qui est celle de l'Organisation de faire en sorte que les normes et les politiques qu'elle prône comptent sur la scène mondiale, sans pour autant que l'Organisation n'acquière une dimension universelle. S'appuyant sur les travaux et programmes déjà en place, il s'agirait de mécanismes bien établis, plus ambitieux, permettant un dialogue, une collaboration et un échange d'expériences réguliers, et la mise en évidence de nouveaux domaines d'intérêt autour desquels les comités et directions bâtiraient une collaboration accrue avec les Partenaires. L'Asie du Sud-Est, l'Eurasie, l'Europe du Sud-Est, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'Afrique et l'Amérique latine constitueraient le socle de cette coopération renforcée. Certains Partenaires clés, les bénéficiaires des Programmes par pays, les membres du Centre de développement de l'OCDE et des

pays spécifiques très désireux de rejoindre les rangs de l'Organisation, mais dont les aspirations à devenir un jour Membres de l'OCDE ne peuvent, pour l'heure, être satisfaites, pourraient jouer un rôle de premier plan à cet égard.

**6. Un groupe consultatif de haut niveau auprès du Secrétaire général pour un multilatéralisme souple et efficace :** L'OCDE peut contribuer à la réflexion menée pour déterminer quels sont les moyens d'améliorer le fonctionnement du système multilatéral existant. Sa valeur ajoutée et son expérience distinctives dans l'élaboration de solutions qui ont prouvé leur efficacité face à des défis de dimension mondiale peuvent apporter des éclairages précieux au moment où les Membres envisagent de quelle manière le multilatéralisme doit s'adapter à un nouveau contexte et gagner en efficacité et en souplesse. Notre expertise des questions de gouvernance peut être



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, accueille Carlos Alvarado, Président du Costa Rica, à l'OCDE, à Paris, le 13 novembre 2018.

Photo : OCDE/Victor Tonelli



particulièrement utile. Nous devons analyser les processus qui se sont révélés efficaces face à des défis mondiaux, et en tirer des enseignements. L'OCDE peut aider à faciliter la réflexion et le dialogue sur les caractéristiques que devrait revêtir le nouveau système multilatéral dont nos pays ont besoin, en fonction des expériences passées, qu'il s'agisse de réussites ou d'échecs.

- **Prochaines étapes :** Le Secrétaire général appellera à la création d'un Groupe consultatif de haut niveau, qui nous aidera à réfléchir à l'avenir du multilatéralisme. Ce groupe s'appuiera sur les discussions dont fait actuellement l'objet le multilatéralisme, tant à l'OCDE qu'au sein d'autres enceintes internationales. Il pourrait établir un rapport juridiquement non contraignant pour la RCM de 2019 sur les moyens de rendre le multilatéralisme plus efficace et plus souple, qui sera soumis à l'examen des pays Membres.

📍 Ludger Schuknecht, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, et Hendrik Hoppenstedt, Ministre d'État auprès de la Chancière d'Allemagne, à Berlin, le 6 novembre 2018. Photo : OCDE

📍 S.M. le Roi Philippe VI d'Espagne et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, au Forum économique mondial à Davos, le 25 janvier 2018. Photo : OCDE

### **IMPACT : Quels sont les domaines d'action particuliers sur lesquels l'OCDE devrait axer ses efforts compte tenu des atouts spécifiques que lui confèrent sa valeur ajoutée et l'éventail de ses compétences?**

Nous proposons cinq priorités qui devraient guider nos activités dans différents domaines d'action afin de maintenir la pertinence de notre Organisation. Ces priorités de fond découlent de deux types d'interactions : d'une part, les relations entre la sphère des politiques nationales et celle des politiques internationales, qui sont de plus en plus étroitement liées et qui s'influencent mutuellement ; d'autre part, l'interaction du triptyque individu (la population)-système socio-économique (la prospérité)-écosystème global (la planète) (les trois « P »). Ces cinq priorités de fond s'inscrivent dans le prolongement de mes dernières Orientations stratégiques et du Programme 21 pour 21. Elles intègrent également les priorités exprimées par les Membres dans le cadre des échanges récents liés à la préparation du Programme de travail et Budget 2019-20, et notamment du Document de convergence informel des Ambassadeurs.

## Cinq priorités de fond

### 1. Mesurer et promouvoir le bien-être, la durabilité et l'inclusivité

### 2. Renouveler le contrat social

### 3. Miser sur la productivité et la compétitivité

### 4. Préparer la transformation numérique

### 5. Harmoniser les règles

#### 1. Mesurer et promouvoir le bien-être, la durabilité et l'inclusivité

Pour mener à bien la mission de l'OCDE – promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure –, nous devons continuer de consolider la transformation visant à faire de l'OCDE, qui s'est jusqu'ici employée essentiellement à mesurer et à soutenir la croissance économique conventionnelle, une organisation qui concentre aussi son action sur l'amélioration du bien-être des citoyens et sur la qualité, l'équité et les effets environnementaux de la croissance. La participation de l'OCDE à ce changement de paradigme est indispensable. Elle doit faire fond sur le rapport *Towards a New Narrative* établi dans le cadre des Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC), et sur les initiatives sur la Croissance inclusive, le Vivre mieux et la Croissance verte, ainsi que sur la nouvelle Stratégie pour l'emploi, pour élaborer en définitive un nouveau discours autour de la croissance, propre à contribuer à guider l'élaboration des politiques. Le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement constitue à cet égard une plateforme unique en son genre d'examen mutuel par les pays de leurs progrès vers une croissance résiliente, inclusive et durable. Nous continuerons à réexaminer et à perfectionner en permanence nos modèles, nos recherches et notre analyse des politiques en recourant à une approche plus globale et pluridisciplinaire, notamment en utilisant davantage les microdonnées, les données massives et de nouvelles sources d'information. Nous nous appuyerons sur notre leadership mondial pour la mesure de l'accès aux services publics et de leur qualité, tout spécialement dans les domaines de la santé et de l'éducation, pour nous focaliser davantage sur la satisfaction des citoyens vis-à-vis de ces services et des résultats obtenus, notamment via l'initiative PaRIS. Nous accorderons également plus d'attention au logement et à d'autres aspects liés au bien-être. L'alignement des politiques sociales sur les préoccupations des citoyens déterminera les travaux à venir

de l'Organisation dans ce domaine. Il est très important pour nous de continuer les allers-retours entre recherche et analyse et aide à la mise en œuvre, entre paroles et actes, entre réflexion et action. Cela implique que, dans notre communication, nous accordions une attention plus uniforme aux aspects qualitatifs de la croissance et du bien-être, ainsi qu'à leurs aspects quantitatifs. C'est l'impact final de l'action publique qui compte.

● **Prochaines étapes** : Nous devons articuler encore plus étroitement les programmes sur la croissance inclusive et durable. Le creusement continu des inégalités de revenu et de l'inégalité des chances dans de nombreux pays Membres rend cette démarche nécessaire. L'achèvement du Cadre d'action pour une croissance inclusive, qui intègre la mesure multidimensionnelle des niveaux de vie, contribue à faire avancer les solutions. De même, nous continuerons à élargir la portée de nos instruments de mesure, au-delà du PIB, et à en affiner la précision. La sixième édition du Forum mondial de l'OCDE intitulé « Statistiques, connaissances et politiques », qui se tiendra en novembre à Incheon (Corée), contribuera à ajouter une dynamique politique en ce sens. Les travaux que nous menons au titre du Programme 2030 pour mesurer, analyser et comprendre les retombées transfrontières des politiques nationales, notamment par le biais des données sur le développement, ainsi que les microdonnées que nous avons recueillies sur la contribution des EMN et leur comportement dans les chaînes de valeur mondiales, peuvent aussi grandement améliorer nos dispositifs. Dix ans après le début de la crise financière, le projet NAEC sur la résilience intergouvernementale, qui est élaboré par plusieurs Membres, aidera les pouvoirs publics, par la gestion et la coordination, à mieux faire face aux menaces à caractère international, de la contagion financière et des catastrophes écologiques aux menaces sur la sécurité numérique ou les épidémies. La création d'un groupe consultatif de haut niveau travaillant à l'élaboration d'un nouveau discours sur la croissance dans le cadre du NAEC nous aidera à proposer de meilleures solutions en vue d'instaurer une économie circulaire plus équitable et plus résiliente, en se fondant sur des bases théoriques solides. Nos partenariats avec l'université d'Oxford, la London School of Economics, l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IASSA) et le Centre commun de recherche de la Commission européenne seront précieux à cet égard.

**2. Renouveler le contrat social :** L'OCDE a un rôle déterminant à jouer dans la mesure où nombre de nos pays Membres mènent une réflexion sur les fondements d'un contrat social renouvelé propre à redonner aux citoyens confiance dans leurs gouvernements, leurs institutions, le secteur des entreprises et les institutions internationales. Des tendances de plus en plus complexes au plan mondial – crises financières, monétaires ou de la dette souveraine, crise des réfugiés ou menaces sur la planète telles que le terrorisme ou le changement climatique – amènent les citoyens à se demander si ces défis peuvent être surmontés et si la prospérité et le bien-être peuvent être préservés. La mondialisation et la transformation numérique, ainsi que les évolutions démographiques, remettent en cause les approches conventionnelles de la politique sociale. Les inégalités de revenu et de patrimoine, qui s'amplifient dans de nombreux pays, risquent de défaire le tissu social et de faire douter les citoyens de leur capacité et de celle de leurs enfants à monter dans l'échelle sociale. L'inclusion de groupes traditionnellement désavantagés – minorités ethniques ou raciales, migrants, handicapés, LGBT – doit faire l'objet d'une attention constante. Une action volontariste, qui s'adresse aux citoyens dès le plus jeune âge et tout au long de leur existence, s'impose pour prévenir les inégalités au moment de la vieillesse. Par ailleurs, si des progrès ont été accomplis pour remédier aux inégalités entre hommes et femmes, d'amples disparités subsistent. Aussi longtemps qu'une moitié de la population

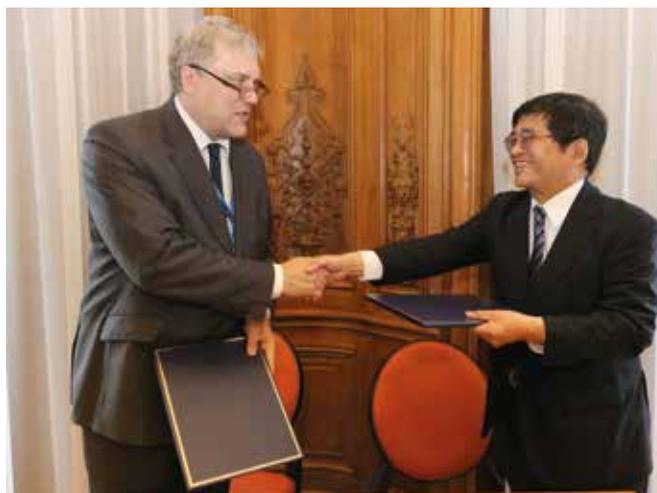
n'aura pas accès aux mêmes possibilités que l'autre, nous ne réussissons pas en tant que sociétés. Les politiques mises en œuvre doivent garantir la sécurité sans nuire au dynamisme des entreprises du fait des coûts induits ou de la pesanteur de la bureaucratie. S'appuyant sur son vaste corpus de travaux, l'OCDE peut donner des orientations et soutenir des politiques qui prennent en compte ces tendances et correspondent aux besoins de l'ensemble des groupes : les personnes âgées, les enfants et les jeunes, les pauvres, les marginalisés ou la classe moyenne. Forte de ses compétences en matière de gouvernance et des bonnes pratiques relatives à la transparence, à l'intégrité et à l'efficacité dans le secteur public, notre Organisation peut aider les gouvernements à répondre aux attentes des citoyens. L'OCDE peut aussi contribuer à donner la priorité aux travaux sur le bien-être des enfants, qu'il s'agisse de l'accueil des jeunes enfants et de l'éducation préscolaire ou de l'élimination du travail des enfants sous toutes ses formes, en particulier le trafic d'enfants, et l'abolition de l'esclavage moderne. Le renouvellement du contrat social suppose aussi un pacte de solidarité intergénérationnelle, qui préserve la biodiversité et empêche l'épuisement des ressources de notre planète. Il importera au plus haut point de procéder à une analyse des fondements sociaux et comportementaux de la coopération, à court ou à moyen terme (s'affranchissant des cycles politiques) pour parvenir à mieux comprendre quelles mesures seraient susceptibles d'aider à restaurer la confiance au sein de la société.



Michael Jeremiasz (troisième à partir de la gauche), Cofondateur de l'association « Comme les Autres » avec les membres de l'association, après son intervention à l'OCDE dans le cadre des Cafés du Secrétaire général à Paris, le 30 octobre 2018.

Photo : OCDE/Maud Bernos

● **Prochaines étapes** : L'OCDE peut contribuer à une réflexion sur un contrat social renouvelé dans le cadre duquel les citoyens se sentent partie intégrante et active de la société. Un discours expliquant comment l'État peut agir comme facilitateur, tant pour donner les moyens à chaque citoyen de réaliser pleinement son potentiel que pour contribuer à l'instauration d'un environnement favorable aux entreprises, s'avère de plus en plus nécessaire. Un constat qui est particulièrement vrai pour ce qui est des possibilités offertes aux quatre déciles du bas de l'échelle en termes d'éducation, de compétences, d'emploi, de logement et autres aspects essentiels au bien-être. En tenant compte du fait que tous les pays sont confrontés à une réalité différente, nous pouvons apporter un soutien déterminant aux pouvoirs publics pour redessiner des sociétés adaptées au XXI<sup>e</sup> siècle, où les frontières entre les politiques nationales et internationales sont de plus en plus floues et où le rôle facilitateur de l'État doit être repensé pour prendre en considération les défis qui se font jour. Certes, ce sont les préférences de la société et l'histoire qui détermineront le périmètre et le rôle de l'État, dans la mesure où les Membres ont des positions très différentes à cet égard, mais la réflexion devrait être intéressante et utile pour eux, et ne pas donner lieu à une solution « standard ». S'appuyant sur l'Initiative de l'OCDE pour la croissance inclusive, les recommandations et la mise en œuvre des nouveaux projets concernant la Stratégie pour l'emploi, l'avenir du travail, Vers le numérique, les travaux relatifs à l'autonomisation économique des femmes et à l'accès des femmes aux postes de direction, ainsi que d'autres initiatives internationales dans lesquelles l'OCDE joue un rôle clé, comme le Global Deal, la Coalition internationale sur la rémunération égale ou encore la Global Coalition to End Child Poverty, l'Organisation peut mettre à profit son expérience plurisectorielle et contribuer à concevoir un contrat social repensé et plus inclusif. La Réunion ministérielle sur la politique sociale qui s'est tenue récemment à Montréal et le mandat confié par les Ministres en cette occasion offre une excellente plateforme à l'Organisation et à nos pays pour repenser les systèmes de protection sociale, les actualiser et les adapter à un monde en évolution. De même, les travaux menés actuellement sur l'innovation dans le secteur public, l'ouverture et la transparence, et la participation civique, sont essentiels dans ce processus, tout comme le sera la mise en œuvre d'une Approche stratégique de l'OCDE en matière de lutte contre la corruption.



◆ Alar Streimann, Ambassadeur, Représentation permanente de l'Estonie auprès de l'OCDE, et Masamichi Kono, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, à la Cérémonie de signature de l'Estonie pour la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir le BEPS (« Instrument multilatéral ») à Paris, le 29 juin 2018. Photo : OCDE/Andrew Wheeler

**3. Miser sur la productivité et la compétitivité** : Certains pays ont dit craindre que notre programme d'action sur l'inclusivité et la durabilité ne soit mené aux dépens de nos activités traditionnellement vouées à promouvoir la croissance économique. Nous tenons à réaffirmer une fois encore que tel n'est pas le cas. Nos travaux montrent que les inégalités, aussi bien que la dégradation de l'environnement, peuvent être préjudiciables à une croissance durable. Dans le même temps, une croissance et une création de richesse durables et responsables sont des facteurs déterminants pour parvenir à une vie meilleure, en ouvrant davantage de perspectives. C'est pourquoi l'une de nos priorités stratégiques demeurera de mettre à profit les gains de productivité et de compétitivité pour soutenir une croissance vigoureuse et la création d'emplois et de richesse. Le Forum mondial sur la productivité permet un dialogue fertile autour des politiques à même de stimuler la croissance de la productivité. Nous continuerons de centrer notre action sur l'articulation productivité/inclusivité, et d'appuyer nos Membres dans leurs efforts pour stimuler la concurrence et la compétitivité, et pour mobiliser les ressources existantes en vue de promouvoir la croissance et le bien-être dans le contexte de l'économie numérique, notamment en puisant dans la vaste réserve d'épargne pour investir dans l'éducation et les compétences. Nous nous attacherons à promouvoir



◆ Emmanuel Macron, Président de la République française, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres 2018, à Paris, le 30 mai 2018. Photo : OCDE/Salomé Suárez

l'investissement dans des infrastructures durables et de qualité, moyen d'améliorer la productivité et de soutenir une prospérité pérenne tout en réduisant autant que possible les retombées sociales et environnementales négatives. En plus de mieux cibler et adapter notre assistance aux pays en matière de réformes structurelles, nous devons être plus en phase avec la réalité de communautés données, pour lesquelles les mesures génériques ne donneront peut-être pas les résultats escomptés, et déterminer comment ces communautés pourraient mieux s'approprier les possibilités offertes par l'économie mondiale et la transformation numérique. Nous continuerons à renforcer les liens entre les agendas relatifs à la compétitivité et à la croissance inclusive, ainsi qu'avec les priorités de la croissance verte, et ferons progresser nos recherches sur la façon dont le système financier peut le mieux soutenir le reste de l'économie et sur les moyens par lesquels il sera possible d'éviter les crises dans l'avenir. Nous devons également collaborer avec d'autres

acteurs compétents pour assurer que le régime de protection de la propriété intellectuelle parvient à un juste équilibre entre la nécessité de stimuler l'innovation et celle de veiller à ce que les retombées profitent à l'ensemble de la société.

- **Prochaines étapes** : L'avancement d'un programme consolidé pour fournir une aide plus ciblée aux pays dans la mise en œuvre de réformes structurelles est un élément clé de notre programme d'action sur la productivité et la compétitivité ; cela devrait aider à faire le lien entre les différentes recommandations et encourager la concrétisation des réformes. Les travaux issus de la récente Conférence ministérielle sur les PME nous donneront une base solide pour faire progresser un agenda constructif dans cet important domaine, en particulier les réformes, les conditions-cadre et les mesures ciblées sur l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des PME ; nous devrions continuer d'approfondir nos travaux en utilisant les données au niveau de l'entreprise. Nous devrions également affiner nos outils et nos analyses pour aider à favoriser la création d'entreprises et veiller à ce que les entreprises les plus innovantes trouvent les ressources requises pour se développer, notamment par le biais de réglementations du marché efficaces qui permettent la concurrence, les échanges et la réaffectation de ressources. Une plus étroite proximité avec la réalité des pays rehaussera aussi l'impact de nos travaux à l'échelon local, et nous sera surtout utile pour approfondir notre réflexion sur les moteurs de l'entrepreneuriat et de la création d'emplois. Il est de première importance de se pencher aussi sur la géographie du mécontentement. Comme de nombreux Membres l'ont exprimé, il existe certaines activités économiques, comme le tourisme, dont l'OCDE devrait s'attacher à maximiser le potentiel en tant que moteurs de la croissance et du développement local. À travers notre nouveau projet horizontal sur les politiques stratégiques au service d'infrastructures durables, nous devrions aussi affiner la capacité de l'OCDE à mobiliser des investissements à long terme et à favoriser une allocation plus efficiente du capital au service de projets d'infrastructures durables et de qualité, de manière à améliorer le bien-être et à réduire la dégradation de l'environnement.

**4. Préparer la transformation numérique** : L'achèvement de notre projet « Vers le numérique » est de la plus haute importance. Cependant, il ne marque que le début d'une dynamique enclenchée à l'échelle de l'ensemble de

l'Organisation, qui doit déboucher sur l'élaboration de politiques meilleures pour un monde qui sera radicalement différent de celui que nous avons connu jusqu'à présent, et qui aura pris forme sur une période d'une brièveté sans précédent. Appréhender les retombées positives, mais aussi négatives, de la transformation numérique sur l'économie, la société et la vie de chacun devrait donner aux pouvoirs publics l'assise nécessaire pour mener une vaste initiative d'anticipation et de préparation. Étendre notre mandat à des travaux dans ce domaine est une priorité qui devrait permettre à la fois de préserver l'élan acquis grâce à une coordination sans faille et de mettre au point de nouveaux produits horizontaux, tels que des « boîtes à outils ». Des problématiques comme l'impact de l'automatisation sur les emplois, les enjeux fiscaux de la transformation numérique, le respect de la vie privée et la sécurité à l'ère du numérique, l'effet du virage numérique sur la concurrence, ou l'utilisation et la réglementation de l'intelligence artificielle et de la technologie du chaînage par blocs soulignent que des évolutions rapides peuvent, en peu de temps, s'imposer parmi les priorités de l'action publique. L'intelligence artificielle, l'édition génique et plusieurs autres technologies portées par la révolution numérique sont les prochains enjeux sur la liste. L'OCDE, comme les responsables de l'action publique et d'autres organisations internationales, doivent aider à rationaliser les processus décisionnels et la coordination internationale pour faire évoluer la transformation numérique vers la croissance et le bien-être, et permettre une communauté de vues sur la façon de faire face à certaines problématiques ayant des incidences sur notre présent et notre futur. Notre Organisation ne saurait rester en marge de ces débats et devrait continuer de prendre en compte cette transformation dans les différents domaines d'action et offrir aux responsables de l'action publique de nouveaux outils pour en tirer profit. Nous devons également veiller à ce que l'économie numérique profite à tous les citoyens et à toutes les entreprises. Pour ce faire, nous devons affiner notre capacité de traiter les nouveaux risques, notamment ceux qui sont induits par les clivages numériques et les questions de sécurité liées à l'internet des objets, et mieux comprendre comment maximiser la puissance transformatrice de la nouvelle économie. Nos travaux doivent libérer le potentiel d'innovation de nos économies et de nos sociétés, et en même temps prendre en compte ce que la transformation numérique pourrait produire de « maux mondiaux », comme les cyber-attaques ou les nouveaux espaces qui s'offriraient à la criminalité et à la corruption.

● **Prochaines étapes** : Il importe que l'Organisation reste en pointe dans ses mesures, études et analyses sur l'innovation et sur les mécanismes par lesquels le numérique est en train de transformer notre monde, mais il est également essentiel, pour qu'elle apporte la meilleure contribution possible, qu'elle veille à la coordination appropriée et à l'enrichissement mutuel de sa Stratégie pour l'emploi et de sa Stratégie numérique. Les prochaines étapes consisteront à mettre en œuvre ces stratégies au niveau des pays, de la même manière que nous l'avons fait avec la Stratégie sur les compétences. Dans cet esprit, nous devons demeurer la principale référence sur les moyens de doter les citoyens et les entreprises de la formation et des compétences dont ils auront besoin pour s'adapter et prospérer dans un monde du travail en évolution rapide, par l'apprentissage tout au long de la vie et l'acquisition des compétences globales, sociales et émotionnelles nécessaires pour mener une vie épanouissante. L'élaboration d'un cadre de compétences globales, et l'accent sur l'éducation préscolaire demeureront essentiels. Au-delà de l'amélioration et de la diversification des compétences, la transformation technologique nous obligera à nous interroger pour déterminer si les réglementations du marché du travail et nos régimes de protection sociale peuvent encore fonctionner correctement ou s'ils doivent être restructurés. La création d'un laboratoire d'innovation et d'un Observatoire des nouvelles technologies numériques (dont l'intelligence artificielle et le chaînage par blocs) contribuera à une meilleure compréhension de la complexité et des interactions de nos systèmes économiques, financiers, sociaux et environnementaux. Il sera déterminant de mettre davantage l'accent sur la protection de la vie privée et des données pour bâtir la confiance à l'égard du numérique ; de même, nous continuerons de centrer l'attention sur les moyens dont nous disposons pour mettre en place des infrastructures numériques en s'appuyant sur le secteur public et sur des financements publics. L'approfondissement de notre capacité de prospective stratégique et son intégration systématique à tous nos axes de travail demeurent une priorité pour faire de l'OCDE une organisation encore plus utile et pertinente à l'ère du numérique.

5. **Harmoniser les règles** : Une mondialisation équitable et inclusive est une mondialisation dans laquelle les acteurs obéissent aux mêmes règles sur un terrain régi par des principes. Nous devons entendre la frustration des pays et

des entreprises qui estiment que la concurrence n'est pas équitable, ainsi que celle des citoyens, qui jugent que le système ne bénéficie parfois qu'à certains groupes. Dans le contexte actuel, le rôle de l'OCDE pour soutenir les efforts en faveur de l'harmonisation des règles du jeu est plus important que jamais. Des normes multilatérales, aussi rigoureuses et universelles que possible, constituent la meilleure solution, et l'OCDE reste une enceinte privilégiée pour contribuer à les promouvoir, grâce à son expertise, à son pouvoir fédérateur et aux instruments qu'elle a mis en place, afin de parvenir à un consensus. Mieux comprendre quelle est l'incidence sur les entreprises, et en particulier les PME, de l'environnement dans lequel elles opèrent et des politiques suivies à leur égard peut aider les pouvoirs publics à faire en sorte que toutes les entreprises fonctionnent sur un pied d'égalité dans une économie mondialisée. Mais l'harmonisation des règles ne se limite pas à une concurrence loyale entre les pays et entre les entreprises ; elle concerne aussi les devoirs qui incombent aux entreprises, au même titre qu'aux citoyens, à l'égard de la société : comme contribuables, comme acteurs responsables et comme modèles de conduite. En consolidant et en complétant ses travaux et instruments existants sur la lutte contre la corruption, la concurrence, les entreprises publiques, la gouvernance des entreprises, le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement et

la conduite responsable des entreprises, ainsi que sur la « face obscure » de l'économie (commerce illicite, atteintes à la cybersécurité, délinquance économique et financière ou autres flux financiers illicites), l'OCDE peut aider à redéfinir le rôle de l'entreprise dans l'économie mondiale, ainsi que sa responsabilité à l'égard de la société en général.

● **Prochaines étapes** : Au cours des prochaines années, il sera capital de s'assurer que les différentes approches des échanges et des investissements transfrontières puissent être traitées dans un contexte multilatéral, afin d'éviter la perte de richesse et de possibilités de progrès. C'est la raison pour laquelle nos efforts devraient porter sur le renforcement des mécanismes existants en vue de résoudre les différends et de corriger les déséquilibres résultant d'une concurrence déloyale, notamment les subventions ou l'ingérence de l'État. Le traitement de la question des surcapacités sidérurgiques dans le cadre du Forum mondial et l'extension de ce mécanisme et des enseignements dégagés à d'autres secteurs d'activité confrontés au même défi devraient demeurer prioritaires. L'adoption et la mise en œuvre des Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques par un plus grand nombre de pays, ainsi que de nos orientations et recommandations sur les moyens de veiller à la neutralité concurrentielle entre entreprises publiques



📍 Forum mondial de l'OCDE sur le développement : Le pouvoir de 4 milliards de personnes, à Paris, le 5 avril 2018. Photo : OCDE/Andrew Wheeler



📍 Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE, lors du lancement des *Perspectives économiques de l'OCDE : Rapport intermédiaire*, à Paris, le 20 septembre 2018. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

et privées, sont de la plus haute importance. Nous devrions renforcer les Points de contact nationaux prévus par les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Il nous faut redoubler d'efforts pour améliorer les règles du jeu dans le domaine du commerce et des investissements internationaux, et leur équité, en mettant en évidence le rôle des subventions qui faussent les échanges dans un certain nombre de secteurs et en travaillant avec les pouvoirs publics à la recherche de solutions, dans le droit fil des travaux que nous menons autour du Forum sur les surcapacités sidérurgiques. Un système international fondé sur des règles et plus ouvert, plus juste et plus libre, couplé à des politiques nationales qui promeuvent la concurrence, l'innovation, les chances, et surtout, une croissance plus inclusive, est essentiel pour rallier le soutien du public en faveur du multilatéralisme. La promotion de la transparence sur la propriété effective entre les juridictions complétera la contribution que notre Organisation apporte, par le biais de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale (AEIO) et du projet sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), à l'harmonisation des règles du jeu entre les contribuables, particuliers comme entreprises. Le Forum mondial de l'OCDE sur la sécurité numérique et la prospérité, récemment créé, et les travaux futurs sur la Convention sur la lutte contre la corruption, sur le commerce illicite et sur les flux financiers illicites auront également une grande importance. L'avancement du programme d'action sur les PME offrira aux pouvoirs publics une plateforme pour une action cohérente à l'égard des PME et un ensemble d'instruments de nature à uniformiser les règles du jeu entre les entreprises.

### **ENGAGEMENT : Quelles sont les transformations que doit opérer l'OCDE pour produire les meilleurs résultats ?**

L'OCDE peut contribuer à améliorer le multilatéralisme grâce à ses travaux de substance et au soutien qu'elle apporte aux mécanismes et processus institutionnels déployés pour faire en sorte que la coopération internationale soit plus souple et plus efficace. Mais en définitive, c'est la transformation de l'Organisation proprement dite, engagée pour s'adapter à de nouveaux besoins, qui déterminera sa capacité à obtenir des résultats pour ses pays Membres. Le maître-mot doit être l'engagement, et quatre principes doivent guider, pour l'avenir, cette transformation de l'OCDE :

### **Quatre principes**

- 1. Plus d'engagement avec nos Membres**
- 2. Plus d'engagement avec nos Partenaires**
- 3. Plus d'engagement avec nos parties prenantes**
- 4. Plus d'engagement au sein de l'Organisation**

**1. Plus d'engagement avec nos Membres :** L'OCDE est au service de ses Membres, et nous devons faire en sorte que nos travaux présentent pour eux la plus grande pertinence et leur procure la plus grande utilité possible. Travailler pour les Membres et avec les Membres, et être à l'écoute de leurs besoins et de leurs prescriptions, continuera d'être notre priorité. Plus de 80 % des déplacements et missions du Secrétaire général se font dans les pays Membres. Nous nous emploierons à renforcer les échanges réguliers avec les délégations, et nous nous appuierons davantage sur leur rôle non seulement de représentant de leurs gouvernements auprès de l'OCDE, mais aussi de porte-parole de l'Organisation dans leurs pays respectifs. Nos Membres ont donné des orientations quant à la nécessité pour l'Organisation d'être plus efficace, et nous poursuivrons nos efforts en vue d'optimiser l'utilisation de nos ressources tout en préservant notre capacité financière à répondre à des demandes croissantes grâce à la qualité et à la crédibilité qui caractérisent nos travaux. Il est vital pour l'avenir de l'Organisation qu'elle poursuive l'ambitieuse évaluation externe indépendante qui a été engagée, en réexaminant en détail l'efficacité et l'efficacités de son système de gouvernance, de ses mécanismes de définition des priorités, de ses dispositifs de supervision et de ses méthodes de travail. Nous accompagnerons nos Membres dans cet effort et mettrons en œuvre les recommandations qui contribueront à faire de l'OCDE une organisation plus performante.

**2. Plus d'engagement avec nos Partenaires :** L'actualisation et l'amélioration constantes des relations mondiales de l'OCDE sont toujours des moyens essentiels d'accroître notre pertinence, dans un monde de plus en plus interconnecté. Au-delà de ma proposition de mettre davantage à profit le pouvoir de transformation de l'OCDE en consolidant les plateformes régionales, notre priorité à court terme demeure de porter à leur terme les processus d'adhésion de la Colombie, du Costa Rica et de la Lituanie, et de donner une réponse claire aux six pays qui souhaitent adhérer à l'OCDE. Des évolutions récentes ouvrent également une possibilité nouvelle d'aller de l'avant

avec les quatre Partenaires clés restants – l’Afrique du Sud, la Chine, l’Inde et l’Indonésie – en élaborant des programmes de travail plus ambitieux « en vue de leur possible adhésion ». Eu égard à la réussite de la mise en œuvre de la première vague de programmes par pays, de nouveaux programmes de ce type devraient être envisagés, lorsque c’est possible, dans l’optique d’accroître la diffusion et l’impact de nos normes. Il importera également de mettre à profit la capacité du Centre de développement d’étendre notre action de fond auprès des économies émergentes et en développement.

**3. Plus d’engagement avec nos parties prenantes :** Renforcer notre ouverture et notre dialogue avec les principales parties prenantes au-delà des gouvernements nationaux est l’un des domaines dans lesquels il nous faut intensifier notre action en nous appuyant sur nos travaux avec les communautés régionales et locales. Nous devons redoubler d’efforts pour dialoguer davantage avec d’autres composantes et échelons de l’administration, les acteurs sociaux (entreprises, syndicats, ONG, fondations, organisations philanthropiques et autres) et, plus important encore, les citoyens au sens large, surtout ceux qui se sentent oubliés. Dans notre communication avec les parties prenantes et les citoyens, nous devons faire moins usage de la prescription et faire plus de place à l’écoute, utiliser un langage plus simple et moins technique, et intégrer dans nos travaux l’expérience personnelle de nos interlocuteurs. Nous devons réexaminer

l’efficacité des canaux institutionnels existants afin que des voix plurielles se fassent entendre, et miser davantage sur la technologie et sur les nouvelles plateformes et formats pour nouer un dialogue mutuellement fructueux. Sur la base de l’expérience de certains comités de substance, nous devrions étudier les possibilités de créer, à terme, un comité consultatif de la société civile auprès de l’OCDE. Au-delà de l’identité de nos interlocuteurs, nous devons repenser fondamentalement le contenu et la forme de notre message, et consentir un effort considérable pour rationaliser, et réduire, ce que nous produisons et pour renforcer notre capacité à tisser le fil de notre discours en menant des campagnes cohérentes et de vaste portée. Nous devons aussi nous intéresser aux lieux où nous nous exprimons, en prenant acte du fait qu’en devenant plus présent et en améliorant l’écho donné à nos messages, au-delà des audiences habituelles, il nous faudra peut-être nous déplacer ailleurs que dans les capitales, pour répondre à la « géographie du mécontentement ». De même, alors que l’OCDE est engagée depuis dix ans dans une transformation profonde, la perception que le grand public a de l’Organisation reste ancrée dans de vieilles idées préconçues. Par conséquent, nous employer activement à actualiser l’image de l’OCDE afin qu’elle reflète mieux la réalité présente de l’Organisation – axée sur le bien-être des individus et ouverte à de nouvelles mesures du progrès – devrait être l’une de nos priorités. Nous continuerons de moderniser nos outils et supports de communication,

⇒ Angel Gurría, Secrétaire général de l’OCDE, prend la parole lors du lancement de la plateforme Business for Inclusive Growth (B4IG) avec Jeffrey Sachs, Directeur du Réseau de solutions pour le développement durable de l’ONU ; Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l’OCDE ; et Emmanuel Faber, Président-directeur général de Danone, lors du Forum de Paris sur la paix, le 12 novembre 2018.

Photo : OCDE/Maud Bernos



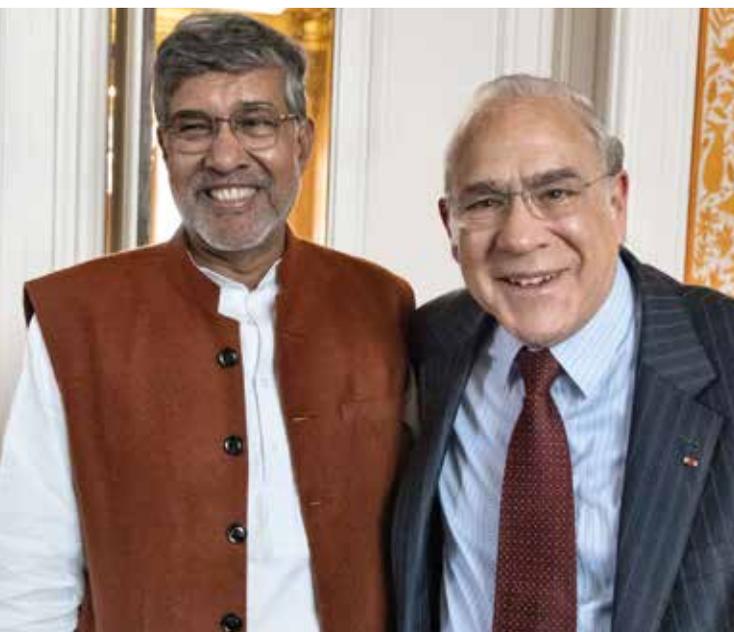
notamment numériques, tout en donnant la priorité à la mesure de leur impact réel.

**4. Plus d'engagement au sein de l'Organisation :** L'appel en faveur d'un surcroît d'engagement vaut aussi au sein-même du Secrétariat de l'OCDE, où le renforcement de l'horizontalité, l'union autour d'objectifs communs et le décloisonnement des domaines d'action nous aideront à optimiser les retombées de notre expertise pluridisciplinaire, à améliorer notre capacité à trouver des solutions face à des problématiques interdépendantes et, en fin de compte, à produire un impact au niveau de l'action publique. C'est à cette seule condition que nous pourrions aider les États à ne plus agir en vase clos, et à mieux prendre en compte la complexité et l'interdépendance croissantes de leurs économies et de leurs sociétés. Encourager davantage les activités transversales, favoriser la pratique des postes partagés entre directions, et mettre la technologie au service de la gestion de projets et du partage de données entre plusieurs Directions, sont autant d'approches qui revêtiront une grande importance. Nous continuerons également de mettre à profit la flexibilité que la création de centres thématiques peut procurer à l'appui du développement de nouveaux axes de travail qui tirent parti de notre expertise multidimensionnelle. Il sera extrêmement important que nous nous appliquions à parachever notre stratégie numérique interne et à mener à

bonne fin plusieurs initiatives destinées à améliorer encore la sécurité, la qualité et la durabilité de nos actifs matériels et immatériels. Nous veillerons également à ce que l'OCDE reste une organisation de référence en termes de gestion ouverte, transparente et équitable, en modernisant sans cesse nos systèmes administratifs et financiers, nos régimes et politiques de gestion des ressources humaines et notre cadre de supervision. Dans le souci premier d'un fonctionnement efficace et efficient de l'Organisation, notre capacité à attirer et à conserver les talents et à favoriser la diversité et l'inclusion est le meilleur moyen de continuer de produire des résultats au service de nos Membres.

\*\*\*

Cette désaffection grandissante à l'égard du multilatéralisme a pour corollaire la désaffection vis-à-vis des résultats de la mondialisation dont nous avons débattu à la RCM de l'année dernière. Dans les deux cas, il ne suffira pas de rejeter les critiques et de rappeler les nombreux avantages procurés par la mondialisation et le multilatéralisme. Nous devons au contraire prendre ces défis au sérieux et y répondre. En cette période charnière, l'OCDE doit prendre part à un mouvement de plus vaste portée pour redynamiser le système multilatéral. Nous avons un rôle important à jouer pour rétablir la confiance dans les organisations et les processus multilatéraux, en faisant en sorte que les retombées de leurs activités soient manifestes et largement partagées. Peu d'institutions sont mieux placées que l'OCDE pour porter des propositions de nature à mettre la mondialisation au service de tous. La faible croissance du revenu des ménages, le nombre insuffisant d'emplois de qualité, la persistance des inégalités hommes-femmes, la transmission de la pauvreté relative d'une génération à l'autre, les effets délétères des crises financières, la détérioration de l'environnement, les difficultés d'intégration des migrants – tous ces enjeux (et bien d'autres) peuvent être traités en partie grâce aux progrès de la coopération multilatérale, et tous relèvent de la compétence de l'OCDE. L'OCDE est prête à travailler main dans la main avec ses Membres, ses Partenaires et la communauté internationale au sens large pour montrer qu'un multilatéralisme renouvelé et revitalisé peut faire naître des politiques meilleures pour une vie meilleure. ■



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE (à droite), accueille Kailash Satyarthi, Prix Nobel de la paix et fondateur de la *Kailash Satyarthi Children's Foundation*, dans le cadre des Cafés du Secrétaire général. OCDE, à Paris, le 12 mars 2019. Photo : OCDE/Victor Tonelli

## Conseil au niveau des Ministres 2018 : Déclaration de la Présidence

Les 30 et 31 mai 2018, le Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) s'est réuni, sous la Présidence de la France et les Vice-présidences de la Lettonie et de la Nouvelle-Zélande, sur le thème « Refonder le multilatéralisme pour des résultats plus responsables, plus efficaces et plus inclusifs ».

Tous les Membres ont félicité la Colombie et la Lituanie de l'heureuse conclusion de leur processus d'adhésion et de la signature de leurs accords d'adhésion à l'OCDE. Ils ont hâte de les accueillir en qualité de Membres à part entière de l'OCDE.

La Présidence comprend qu'un consensus moins un des Membres a été atteint sur la déclaration suivante:

- Ils reconnaissent l'importance du multilatéralisme comme facteur de paix et de prospérité partagées, grâce au renforcement du dialogue et de la coopération internationale. Récemment, il a permis des avancées concrètes dans différents domaines et cadres institutionnels : l'Accord de Paris, l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et des Objectifs de développement



durable (ODD), l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, les résultats du G20 dans de nombreux domaines et, avec l'OCDE, les réformes du système fiscal international, qu'illustre notamment le Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), ou encore le Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques.

- Ils partagent la conviction que le multilatéralisme est le mode de coopération internationale le plus efficace pour traiter les enjeux globaux et préserver les biens publics, harmoniser les règles du jeu à l'échelle internationale et contribuer à la recherche de solutions communes, durables et ambitieuses aux défis actuels.
- Néanmoins, ils reconnaissent aussi la nécessité de remédier à certaines de ses limitations et insuffisances, afin de faire en sorte qu'il soit plus efficace et adapté. Les défis mondiaux d'aujourd'hui sur les plans économique et social, du travail et de l'environnement, appellent à un renouveau des ambitions, des méthodes et des instruments de l'action multilatérale.
- Dans cette « refondation du multilatéralisme », ils réaffirment que l'OCDE doit prendre sa part. Ils ont confiance dans le rôle de l'Organisation pour contribuer au développement de l'économie mondiale, selon les termes de la Convention relative à l'OCDE, qui exprime la détermination collective des Membres à réaliser la plus forte expansion possible de leur économie et à améliorer le bien-être économique et social de leurs peuples grâce à la coopération et à des consultations mutuelles. Aujourd'hui, les analyses fondées sur des données probantes de l'Organisation, ses approches reposant sur l'apprentissage mutuel et les examens par les pairs, ainsi que ses liens avec d'autres instances mondiales, peuvent aider ses Membres et ses Partenaires à bâtir un multilatéralisme meilleur en offrant des solutions ciblées, efficaces, pragmatiques et innovantes aux défis mondiaux. Ils appellent l'OCDE, à renforcer son engagement pour : i) produire des recommandations fondées sur des données probantes ; ii) établir des règles du jeu équitables, notamment au moyen de normes de haute qualité et de la diffusion de bonnes pratiques ; et iii) apporter un concours aux forums multilatéraux dans la production de résultats concrets.

## 1. PROMOUVOIR UNE CROISSANCE PLUS INCLUSIVE ET RÉPONDRE AUX INÉGALITÉS AU SEIN DES PAYS

- Ils sont convaincus que l'augmentation de la productivité, la poursuite de la croissance économique et le fait d'offrir à chacun des chances équitables sont les moyens les plus efficaces d'améliorer la prospérité et le bien-être. Cette croissance doit être forte, durable, équilibrée et inclusive. De nouvelles réformes structurelles, des politiques macroéconomiques complémentaires, de même que l'ouverture des marchés et l'augmentation des échanges, sont des moteurs essentiels de la croissance et de la création d'emplois, mais peuvent ne pas être suffisantes pour créer des emplois de qualité et permettre le bien-être de tous.
- Ils appuient la poursuite des efforts engagés pour répondre aux inégalités croissantes au sein de nombreux pays et œuvrer pour faire en sorte que la mondialisation ne laisse personne de côté. Ils reconnaissent le rôle que l'action et la coopération multilatérales jouent pour contribuer à promouvoir la croissance inclusive et le développement durable ainsi qu'à améliorer les politiques publiques nationales. Ils souhaitent faire des progrès en vue de favoriser l'augmentation simultanée de la productivité et de l'inclusivité en articulant l'action autour de trois axes : i) la promotion d'opportunités en matière de mobilité économique et sociale, notamment pour les plus vulnérables ; ii) des systèmes fiscaux et des régimes de prélèvements et prestations justes et efficaces, incitatifs et porteurs d'une croissance qui profite à tous ; iii) des marchés ouverts et efficaces, qui encouragent également la conduite responsable des entreprises et permettent une croissance dont chacun bénéficie.
- Ils se félicitent du nouveau Cadre d'action de l'OCDE pour les politiques de croissance inclusive et son application, à travers des analyses pluridisciplinaires s'y rapportant et à des études spécifiques par pays dans les pays intéressés. Ils invitent l'OCDE à formuler des recommandations qui soutiennent la croissance inclusive aux niveaux à la fois mondial et national. Ils demandent à l'OCDE de poursuivre ses efforts pour évaluer la contribution du secteur privé à la croissance inclusive et, s'il y a lieu, de concevoir de nouveaux indicateurs sur ce sujet, ainsi que de mener des recherches sur les effets des pratiques des entreprises sur la croissance inclusive.

- Ils se félicitent des résultats de la Conférence ministérielle sur les politiques sociales, et les travaux ambitieux à venir que les Ministres ont invité l'OCDE à envisager de mener à bien dans ce domaine. Face à la mondialisation, au progrès technologique, au vieillissement démographique, au creusement des inégalités dans un grand nombre de pays, et aux transformations du monde du travail et de la structure des ménages, de nombreux systèmes de protection sociale devront être modernisés et offrir à chacun le soutien nécessaire.
  - Ils se félicitent de la nouvelle Stratégie de l'OCDE pour l'emploi, qui fournit un cadre et des recommandations visant à aider les pays à répondre aux inégalités de revenu grandissantes et à la faiblesse de la croissance de la productivité, et à atteindre une performance plus élevée du marché du travail, pour les hommes comme pour les femmes, dans le contexte de la transformation numérique, de la mondialisation et des mutations démographiques. Ils soutiennent l'appel formulé dans la Stratégie en faveur d'un suivi des progrès de sa mise en œuvre.
  - Ils reconnaissent que le dialogue social est au cœur de ces transformations, et prennent acte de l'importance pour certains de leurs pays de l'initiative *Global Deal* menée en coopération avec l'OIT. Ils prennent note des recommandations contenues dans les déclarations du BIAC et du TUAC pour cette RCM.
  - Ils saluent la Conférence ministérielle de l'OCDE sur les PME, qui a marqué un moment important pour l'échange de bonnes pratiques entre les pays et pour les éclairages apportés à l'appui d'un agenda mondial pour les PME et l'entrepreneuriat orienté vers l'avenir. Ils se félicitent de la Déclaration sur le renforcement des PME et de l'entrepreneuriat au service de la productivité et de la croissance inclusive qui en est issue.
  - Afin de promouvoir l'emploi et la croissance durable au niveau le plus élevé possible, ils encouragent l'OCDE à continuer d'approfondir ses travaux sur la productivité pour aider les Membres à accélérer la croissance de la productivité et à placer au centre de ses travaux le bien-être économique et social des populations. Ils reconnaissent que l'OCDE constitue une plateforme importante pour des discussions multilatérales dans les domaines suivants, qui n'ont pas encore reçu une attention suffisante :
    - Même si des progrès importants ont été faits sur la réglementation du secteur financier depuis la crise de 2008, ils demandent à l'OCDE de développer ses analyses des politiques publiques susceptibles d'encourager de nouvelles évolutions du système financier dans une direction qui favorise la croissance inclusive.
    - Le bien-être des enfants est un élément clé de la croissance inclusive. Près d'un enfant sur sept est confronté à la pauvreté dans les pays Membres de l'OCDE. Ils accueillent donc favorablement les travaux de l'OCDE sur la prévention des inégalités dès la petite enfance, notamment par l'éducation et l'accueil préscolaire, et encouragent l'Organisation à continuer d'étudier ce thème en collaboration avec d'autres organisations internationales.
    - Les politiques d'éducation et de formation doivent doter les citoyens des connaissances et des compétences nécessaires pour vivre dans une société connaissant un virage numérique et une mutation de la nature des emplois. Ils encouragent l'OCDE à poursuivre ses évaluations dans le cadre de l'enquête PISA et du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) afin de développer son analyse des compétences cognitives de haut niveau les plus demandées dans la compétition internationale pour les compétences et les talents, de renforcer ses travaux sur l'éducation financière et les compétences numériques, et de poursuivre ses travaux sur l'apprentissage tout au long de la vie et sur l'avenir de l'éducation et des compétences. Ils appellent également l'OCDE à poursuivre ses travaux sur la performance des systèmes éducatifs dans les pays en développement, notamment dans le cadre de l'initiative « PISA pour le développement ». Dans ce contexte, ils reconnaissent qu'il est primordial d'offrir aux filles un enseignement et un apprentissage de qualité pour promouvoir l'égalité des sexes et la croissance inclusive.
    - Ils reconnaissent que les progrès vers l'accès de tous à la prévention sanitaire et à des soins de qualité jouent un rôle important pour réduire les inégalités, et ils soutiennent l'approche intersectorielle « Une seule santé ». Ils encouragent l'OCDE à développer ses travaux sur l'accès durable à des soins de qualité et aux traitements innovants, ainsi que sur des soins et des systèmes de santé centrés sur le patient et axés sur
-

la valeur et sur l'impact socioéconomique de l'activité physique et d'une alimentation saine.

- Ils reconnaissent que l'accès à un logement abordable, durable et de qualité est essentiel pour promouvoir une croissance inclusive et durable. Ils encouragent l'OCDE à renforcer ses travaux dans ce domaine en vue de mettre en place une approche transversale des marchés et des politiques du logement.
- Ils reconnaissent le rôle crucial d'infrastructures de qualité, d'accès ouvert et équitable, pour parvenir à une croissance inclusive et durable. Ils soutiennent l'OCDE dans son projet visant à identifier des politiques permettant de promouvoir l'investissement dans ces infrastructures, se concentrant particulièrement sur la durabilité, y compris les politiques propres à instaurer un environnement réglementaire, fiscal et concurrentiel adéquat qui assure également l'intégrité dans l'investissement.
- Ils attendent avec intérêt les résultats du projet horizontal « Assurer l'intégration efficace des migrants vulnérables », et encouragent l'OCDE à poursuivre ses

travaux pour assurer le suivi des flux migratoires et la promotion de politiques d'intégration efficaces.

- Ils réaffirment que l'égalité femmes-hommes est avant tout un droit de l'homme, mais qu'elle est aussi un moteur du développement économique et un facteur de participation socioéconomique et de cohésion sociale. Ils se félicitent du rapport « Atteindre l'égalité femmes-hommes, un combat difficile », et encouragent l'OCDE à intégrer la problématique de l'égalité femmes-hommes dans l'ensemble de ses travaux y compris par exemple en fournissant des données ventilées par genre dans tout son système statistique. Ils constatent que les progrès accomplis globalement dans la réduction des écarts entre les femmes et les hommes sont lents et/ou inégaux, et que ces écarts se sont même creusés dans certains pays. Ils s'engagent par conséquent à intensifier leurs efforts pour remédier aux inégalités persistantes, notamment par l'adoption de plans et de mesures complets en vue de la prise en compte systématique et de l'amélioration de l'égalité femmes-hommes, conformément à la Recommandation de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes.



📍 Rencontre avec l'auteur Tarah Wheeler au Forum de l'OCDE, à propos de son ouvrage *Women in Tech: Take Your Career to the Next Level with Practical Advice and Inspiring Stories*, à Paris, le 29 mai 2018.  
Photo : OCDE/Andrew Wheeler

## 2. OPPORTUNITÉS ET DÉFIS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

- Ils conviennent que la transformation numérique entraîne des changements fondamentaux et rapides, sources d'opportunités et de défis pour l'ensemble des pays. Ils encouragent l'OCDE à évaluer les incidences de cette transformation et à formuler des recommandations de manière à favoriser des gains de productivité largement partagés. Ils se félicitent du rapport d'étape sur le projet horizontal « Vers le numérique : pour une transformation au service de la croissance et du bien-être » et demandent à l'OCDE de s'appuyer sur les analyses et recommandations qui y sont exposées pour nourrir les travaux et les activités de suivi qui seront entrepris en 2019 et 2020.
- Ils reconnaissent que l'économie numérique offre aux consommateurs des avantages considérables, en leur donnant accès à des produits innovants et en ouvrant la voie à une offre élargie et à une concurrence accrue. Toutefois, ces avantages ne sauront être pleinement réalisés si les gouvernements ne prennent pas en compte

les aspects de l'activité numérique qui peuvent aussi créer des barrières à l'entrée du marché de l'économie numérique, ou réduire la concurrence qui s'y exerce. L'importance croissante des effets de réseau et des économies d'échelle dans les secteurs du numérique confèrent, dans certains cas, un pouvoir de marché conséquent à un nombre réduit d'entreprises. Les autorités de la concurrence doivent disposer d'outils adaptés pour intervenir s'il s'avère que ces entreprises abusent de leur position dominante ou restreignent la concurrence. Ils reconnaissent en particulier que la transformation numérique soulève des problématiques nouvelles quant à l'interprétation et à l'application du droit de la concurrence, et qu'il conviendra peut-être d'adapter les législations. Au vu de la nature intrinsèquement transfrontalière de l'économie numérique, ils reconnaissent en outre la nécessité d'une étroite coopération entre les autorités de la concurrence. Ils saluent les efforts de l'OCDE pour promouvoir une telle coopération.

- Ils conviennent qu'une coopération accrue pour mettre en commun les analyses et meilleures pratiques, formuler des orientations, élaborer des normes, renforcer la confiance dans le cyberenvironnement et minimiser les obstacles aux échanges numériques aidera à garantir une économie numérique ouverte. À la lumière du rapport à paraître en novembre, ils exhortent l'OCDE à poursuivre les discussions avec les diverses parties prenantes sur l'élaboration possible de principes devant guider le développement et l'application éthique de l'intelligence artificielle (IA) au profit des personnes. Ils demandent également à l'OCDE d'examiner la possibilité de formuler des principes pour soutenir l'innovation ouverte dans les technologies convergentes et notamment ses applications au domaine des neurotechnologies.
- Ils encouragent aussi l'OCDE à renforcer ses travaux sur les chaînes de blocs et les technologies y afférentes, notamment sur leurs applications hors crypto-actifs, qui permettent d'augmenter l'efficacité des transactions, d'identifier la propriété des services numériques et des biens physiques, et donc d'aider par exemple à assurer la conduite responsable des entreprises en ce qui concerne leur chaîne d'approvisionnement. Ces travaux pourraient, par exemple, examiner les utilisations des chaînes de blocs à l'appui de l'amélioration des politiques et des programmes d'action des pouvoirs publics, les questions



À partir de la gauche : Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE ; Jacinda Ardern, Première ministre de Nouvelle-Zélande ; et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, au Forum économique mondial à Davos, le 23 janvier 2019. Photo : OCDE

concernant les produits faisant appel à cette technologie et les systèmes utilisant les chaînes de blocs, y compris comment renforcer la confiance dans cette technologie, ainsi que le traitement des produits financiers fondés sur des chaînes de blocs, en coordination avec d'autres organisations internationales travaillant actuellement sur cette thématique. Il s'agit initialement d'engager des recherches, de collecter des informations et de procéder à des analyses, dans l'optique de parvenir à des orientations pour l'action publique convenues d'un commun accord, en tant que de besoin, de façon à soutenir l'innovation tout en réduisant autant que possible les principaux facteurs de risque.

- Ils reconnaissent que le partage et l'utilisation des données, y compris les flux transfrontaliers de données, alimentent la transformation numérique, les échanges internationaux et la croissance économique et stimulent de plus en plus les systèmes de recherche, de science et d'innovation des pays. Les flux de données et l'accès gratuit et ouvert à l'internet revêtent une importance majeure pour l'avenir des échanges, ainsi que pour la compétitivité, la croissance et la création d'emplois. Ils se félicitent des travaux que mène actuellement l'OCDE pour consolider les instruments existants et envisager de poursuivre l'élaboration d'un instrument relatif à l'accès aux données, adapté aux opportunités et aux défis de l'économie d'aujourd'hui, irriguée par les données, et ils saluent les travaux que mène l'OCDE sur les flux de données transfrontaliers. Ils soutiennent également la libre circulation de l'information, dans le respect des cadres juridiques applicables à la protection de la vie privée et des données, et aux droits de propriété intellectuelle, y compris contre la publication illégitime de code source. Ils sont conscients que ces questions nécessitent, de la part de l'OCDE, la poursuite des recherches, analyses et partages d'expériences, dans l'optique de dégager, à l'avenir, des solutions faisant l'objet d'un commun accord.
- Enfin, les menaces sur la sécurité numérique et les activités numériques malveillantes se font de plus en plus nombreuses et lourdes de conséquences pour les pouvoirs publics, les individus et les organisations privées. Le renforcement de la stabilité de l'environnement numérique représente un enjeu majeur et partagé pour la prospérité et le développement économique et social. Il importe de renforcer les

mesures de sécurité numérique sur l'ensemble de la chaîne logistique, en tenant compte notamment de la progression de l'internet des objets (IdO). Ils entendent déployer des efforts supplémentaires pour réduire le risque d'insécurité numérique et garantir la confiance dans l'écosystème numérique mondial. Pour cela, ils s'engagent à développer des politiques capables de s'adapter à l'évolution du monde numérique et prenant en considération les responsabilités particulières éventuelles d'un certain nombre d'acteurs du secteur privé. Ils appellent donc l'OCDE à déterminer quel est le meilleur moyen d'élaborer des politiques publiques visant à améliorer la sécurité numérique, à examiner les rôles et responsabilités des différents acteurs dans la sécurité numérique et à partager les meilleures pratiques avec pour objectif l'élaboration d'éventuelles recommandations couvrant des sujets tels que les codes de conduite élaborés par et pour les entreprises. Ils se félicitent de la récente création du Forum mondial sur la sécurité numérique pour la prospérité, attendent avec intérêt sa réunion inaugurale ainsi que ses travaux complémentaires et accueilleraient favorablement une plus grande coordination entre le Forum mondial et des partenaires clés, au sein du G20 par exemple.

### 3. AGIR CONTRE LES FLUX ILLICITES ET LA CORRUPTION

- Ils sont conscients que les interdépendances qui existent au sein de l'économie mondiale demandent une action multilatérale renforcée afin de lutter contre la corruption mais aussi contre les réseaux criminels organisés, les trafics et les flux financiers illicites en lien avec des activités illégales. Ils soutiennent les travaux menés par des réseaux de l'OCDE et par d'autres organisations internationales, en pointe dans ce domaine, qui réunissent les autorités répressives autour de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée au niveau international. Ils saluent les travaux du Groupe d'action de l'OCDE sur les délits à caractère fiscal et autres délits, qui encourage la coopération inter-organisations sur ces questions et continue de consolider et d'élargir les programmes de renforcement des capacités dans les économies des Partenaires. Ils reconnaissent à cet égard l'importance du rôle de l'Académie internationale pour les enquêtes en matière de délinquance fiscale en Italie. Ils reconnaissent par ailleurs l'importance du projet de l'Académie africaine pour les enquêtes en matière de délinquance fiscale et financière au Kenya.

- Prenant acte du rôle de premier plan joué par le Groupe d'action financière (GAFI) dans la lutte contre les activités financières illicites et de son action en tant qu'instance internationale d'établissement de normes en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ils reconnaissent que les flux financiers illicites (FFI) réduisent aussi les ressources disponibles pour l'investissement intérieur et le développement durable. Ils prennent note du rapport « Flux financiers illicites : L'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest ». Ils appellent l'OCDE à poursuivre sa coopération avec le GAFI pour veiller à la pertinence et à l'intérêt mutuel des travaux engagés pour relever les défis communs posés par les activités financières illicites.
- Ils saluent les travaux du Groupe de travail de l'OCDE pour lutter contre le commerce illicite, et encouragent la finalisation de lignes directrices visant à promouvoir la transparence dans les zones franches. Ils invitent le Groupe de travail à redoubler d'efforts pour lutter contre le commerce illicite et réduire les possibilités d'action des réseaux criminels concernant la traite des êtres humains, ainsi que le trafic de migrants, le commerce illicite d'espèces protégées ou de marchandises de contrefaçon et le trafic de patrimoine culturel.
- La lutte contre la corruption joue un rôle essentiel en vue d'une mondialisation plus juste. Ils soulignent l'importance de promouvoir la pleine mise en œuvre de la Convention anticorruption de l'OCDE, ainsi que l'application effective par toutes ses Parties de leur législation relative à la lutte contre la corruption transnationale mettant en œuvre la Convention, afin de garantir la transparence et des règles du jeu équitables. Ils reconnaissent l'importance de convaincre les pays non Parties à la Convention qui sont de grands exportateurs et investisseurs étrangers à rejoindre le Groupe de travail sur la corruption et à adhérer à la Convention. Ils attendent avec intérêt l'achèvement de l'examen de la Recommandation de 2009 sur la corruption afin de renforcer la mise en œuvre de la Convention.
- L'OCDE doit adopter une approche plus complète pour combattre la corruption, en mobilisant l'ensemble des instruments pertinents y compris pour les marchés publics, ainsi que les communautés de politiques publiques, y compris les autorités chargées de la fiscalité, de la gouvernance publique, de la concurrence, de

l'aide au développement, des échanges et des marchés financiers, tout en renforçant les synergies avec d'autres organisations internationales. C'est dans cet esprit qu'ils accueillent favorablement le développement – avec le soutien du Royaume-Uni et de l'Australie – et l'application, dans le respect des mandats existants, de l'Approche stratégique en matière de lutte contre la corruption et de promotion de l'intégrité, qui répond à l'appel formulé en 2016 à l'OCDE à adopter une approche plus cohérente vis-à-vis de ses travaux sur la lutte contre la corruption. Ces efforts peuvent être utilement complétés par l'élaboration, par l'OCDE, de statistiques et de données améliorées permettant de mieux mesurer les pratiques de corruption.

---

#### 4. UNE FISCALITÉ INTERNATIONALE PLUS JUSTE

---

- Ils reconnaissent que l'OCDE joue un rôle essentiel dans la promotion d'une approche multilatérale efficace fondée sur la coopération dans le domaine fiscal. Les travaux sur l'échange de renseignements et sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) ont aidé les pays et territoires à réagir aux pratiques d'évasion et de fraude fiscales à grande échelle.
  - Ils saluent l'adoption par un grand nombre de pays des instruments internationaux élaborés et établis par l'OCDE, comme la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et la nouvelle et innovante Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018. Ces efforts ont été inclusifs, avec une nouvelle organisation institutionnelle qui rassemble à ce jour et sur un pied d'égalité 150 juridictions au sein du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales et 116 juridictions au sein du Cadre inclusif sur le BEPS. Ils encouragent l'intensification des efforts visant à associer les pays en développement au programme d'action pour la transparence fiscale et au Projet BEPS, afin qu'ils puissent prendre part, sur un pied d'égalité, aux efforts déployés pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales internationales. L'association de nombreux pays en développement aux travaux que l'OCDE consacre aux statistiques des recettes publiques (qui couvrent désormais plus de 80 pays au total) est importante
-

pour fournir des données objectives et comparables à l'appui de la mobilisation et de l'utilisation efficaces des ressources intérieures et de la réalisation des ODD.

- Ils se félicitent du rapport intermédiaire du Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS portant sur les défis fiscaux posés par l'économie numérique. Ils prennent note de l'analyse de l'OCDE relative aux mesures provisoires. Ils sont résolus à travailler ensemble à rechercher des solutions consensuelles afin d'assurer le respect de l'équité fiscale et d'éviter le risque d'érosion des bases d'imposition. Ils notent aussi que le Cadre inclusif sur le BEPS poursuivra ce travail avec pour objectif de produire un rapport final en 2020, et un point d'étape au G20 en 2019. Ils encouragent les efforts visant à améliorer la sécurité en matière fiscale, y compris au moyen d'outils pratiques pour la prévention et le règlement efficace des litiges fiscaux transfrontaliers. En ce qui concerne la transparence fiscale, l'OCDE élaborera des recommandations sur les moyens de renforcer encore les critères d'évaluation du respect par les juridictions des normes de transparence fiscale internationalement reconnues, recommandations qui devraient être présentées au G20 Finances en juillet 2018.

- Ils saluent la participation et la contribution de l'OCDE aux travaux de la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales. Ils prennent note de la tenue, cette année, de la première conférence de la Plateforme et de l'engagement que celle-ci a pris auprès du G20 de définir un programme de travail d'ici aux prochains sommets annuels et de faire le point sur les progrès accomplis d'ici à 2019. Ils soutiennent l'assistance technique sur les questions fiscales fournie par l'OCDE aux pays en développement, y compris dans le cadre du Forum mondial et du Cadre inclusif et à la faveur de l'initiative OCDE/PNUD « Inspecteurs des impôts sans frontières », qui a vocation à aider ces pays à renforcer leurs capacités afin qu'ils puissent procéder à une vérification fiscale efficace.

## 5. LES ÉCHANGES ET L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAUX AU SERVICE D'UNE CROISSANCE SOLIDE ET INCLUSIVE

- Ils sont profondément convaincus qu'un système ouvert d'échanges et d'investissement a des retombées positives sur la croissance, la productivité, l'innovation, la création d'emplois et le développement, et qu'il est important de promouvoir l'uniformisation des règles du jeu, parallèlement à l'ouverture des marchés et la coopération économique internationale pour préserver et renforcer ces retombées partagées.
- Ils s'accordent sur le rôle essentiel d'un système commercial multilatéral reposant sur des règles, ouvert, libre, équitable, transparent et inclusif, dans lequel l'OMC occupe une place centrale.
- Ils réaffirment leur engagement à préserver l'ouverture de leurs marchés et à continuer à lutter contre toutes les formes de protectionnisme, tout en s'opposant fermement aux pratiques commerciales déloyales, et réaffirment à cet égard leur reconnaissance des instruments légitimes de protection commerciale conformes aux règles de l'OMC.
- Ils réaffirment qu'il est nécessaire que la communauté internationale donne suite à l'appel de l'OMC en faveur d'arrangements réciproques et mutuellement avantageux visant la réduction sensible des obstacles au commerce et la suppression du traitement discriminatoire dans les relations commerciales internationales.



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, accueille Iván Duque Márquez, Président de la Colombie, à l'OCDE, à Paris, le 12 novembre 2018.  
Photo : OCDE/Victor Tonelli

- Ils réaffirment leur détermination commune à approfondir la coopération au sein de l'OCDE et avec les pays non Membres de l'Organisation, afin d'assurer l'application effective et rapide du système commercial international et d'améliorer le fonctionnement de l'OMC dans l'optique de renforcer ses fonctions de négociation, de suivi et de règlement des différends, notamment en pourvoyant tous les postes vacants actuels et à venir à son Organe d'appel.
  - Ils reconnaissent l'importance d'un système ouvert d'échanges et d'investissement pour la croissance économique, tout en prenant acte du fait que la mondialisation ne profite pas à tous. Ils soulignent qu'ils ont besoin de renforcer la coopération économique internationale pour contribuer à garantir des règles du jeu équitables et promouvoir les échanges et l'investissement. Aussi se félicitent-ils de l'appel en faveur d'une approche intégrée des politiques formulé dans le rapport *Mettre les échanges au service de tous*, qui a été publié par l'OCDE en 2017, grâce à un ensemble de politiques commerciales, nationales et internationales plus moderne, complet et cohérent, afin de veiller à ce que le système dans son ensemble fonctionne mieux pour plus de personnes, et encouragent l'OCDE à poursuivre les travaux dans ce domaine. Ils approuvent également les travaux de l'OCDE sur le commerce numérique, qui revêtiront une importance fondamentale dans les années à venir. Ils insistent sur l'importance de poursuivre les efforts en cours visant à fournir une base factuelle à l'appui de l'amélioration des politiques commerciales conformément aux priorités établies, tout en demandant que de nouvelles analyses soient rapidement menées, afin de répondre aux préoccupations actuelles relatives aux politiques commerciales en lien avec les distorsions sur les marchés internationaux qui contribuent à des surcapacités mondiales dans certains secteurs.
  - Ils partagent le point de vue selon lequel d'importantes surcapacités dans des secteurs clés tels que l'acier et l'aluminium sont de graves sources de préoccupation pour le bon fonctionnement du commerce international, la création de technologies innovantes et la croissance durable de l'économie mondiale. Le phénomène est exacerbé par une expansion des capacités grâce à des aides ou des financements publics, une situation de concurrence déloyale provoquée par l'existence de substantielles subventions génératrices de distorsions sur le marché et par la taille des entreprises publiques, des transferts de technologie forcés et des exigences ou des préférences de contenu local. Face à cette préoccupation essentielle, ils conviennent de renforcer la coopération au sein de l'OMC et d'autres instances, en tant que de besoin, afin d'éliminer de tels états de fait et d'autres pratiques protectionnistes et déloyales, qui faussent le jeu du marché.
  - Ils appellent à l'élimination urgente des surcapacités sidérurgiques, des subventions et d'autres formes d'aides directes et indirectes de l'État qui en sont à l'origine. Ils se félicitent du rôle du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques, mandaté par les Dirigeants du G20 et facilité par l'OCDE, en sa qualité d'enceinte principale pour une action collective portant sur les capacités sidérurgiques excédentaires. Ils appellent à la rapide et pleine mise en œuvre des recommandations adoptées à la réunion ministérielle du Forum tenue à Berlin le 30 novembre 2017, appelant notamment à recenser les aides publiques qui contribuent aux surcapacités et à mettre en place des mesures assorties d'échéances précises en vue de leur élimination d'ici juin 2018. Ils encouragent l'OCDE à continuer de faciliter les travaux du Forum et à souligner l'urgente nécessité d'éviter les surcapacités dans d'autres secteurs, comme l'aluminium ou les technologies de pointe.
  - Ils conviennent de la nécessité d'élaborer des règles internationales plus efficaces pour continuer de traiter la question des subventions qui faussent le marché et autres formes d'aides de l'État, y compris celles qui proviennent d'entreprises publiques ou qui leur sont destinées. Ils exhortent aussi l'OCDE à poursuivre l'examen de l'éventail des politiques de soutien public qui conduisent à des distorsions du marché, en particulier dans le secteur de l'aluminium, et à envisager d'accélérer et d'étendre ces travaux à d'autres secteurs, en adoptant une approche prenant en compte les chaînes de valeur pour répertorier l'intégralité des mesures de soutien tout au long des chaînes d'approvisionnement.
  - Ils encouragent par ailleurs le Groupe de travail du Conseil sur la construction navale (GT6) à entreprendre les tâches convenues lors de sa 126<sup>e</sup> session entre les États membres du GT6 et les économies non Membres de l'OCDE dotées d'importantes industries de la
-

construction navale, de façon à faire face aux distorsions dans ce secteur.

- Ils encouragent les organismes de l'OCDE en charge des crédits à l'exportation à poursuivre leurs travaux visant à mettre en place et à pérenniser des règles du jeu équitables pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, réaffirment leur soutien aux travaux du Groupe de travail international sur les crédits à l'exportation, et lui demandent d'intensifier le rythme de ses travaux sur ce thème majeur.
- Ils reconnaissent qu'il existe des insuffisances dans d'autres domaines qui peuvent avoir des répercussions sur les règles du jeu au niveau international, ou nuire à une croissance inclusive et durable. Ils demandent à l'OCDE de faciliter le dialogue entre ses Membres et Partenaires et de mener à bien des analyses sur lesquelles ils pourraient s'appuyer pour élaborer des accords commerciaux portant sur les liens entre les politiques commerciales et la conduite responsable des entreprises, l'environnement, les normes du travail et l'autonomisation économique des femmes. Ils appellent l'OCDE à poursuivre ses travaux sur l'intégration transversale des enjeux environnementaux, y compris dans les politiques commerciales, afin de veiller à ce que les politiques commerciales et environnementales se complètent. Ils demandent en particulier à l'OCDE de poursuivre ses travaux d'analyse pour déterminer comment intégrer des objectifs environnementaux dans les chapitres et articles pertinents des accords commerciaux.
- Ils reconnaissent l'importance de promouvoir la conduite responsable des entreprises tout au long des chaînes d'approvisionnement mondiales pour contribuer au développement durable et lutter contre toutes les formes d'exploitation humaine, en particulier le travail des enfants, le travail forcé et les formes modernes d'esclavage. Ils se félicitent de l'adoption du Guide OCDE du devoir de diligence pour la conduite responsable des entreprises. Ils s'engagent à promouvoir activement l'utilisation des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et du Guide du devoir de diligence par les entreprises opérant dans ou depuis leurs territoires. Ils demandent à l'OCDE de poursuivre ses efforts pour élargir l'adhésion à la Déclaration sur l'investissement international,

qui comprend les Principes directeurs. Ils entendent poursuivre les travaux de promotion de l'utilisation des guides sectoriels de l'OCDE pour la conduite responsable des entreprises consacrés aux minerais, aux industries extractives, à l'agriculture, à l'habillement et à la chaussure, ainsi qu'aux services financiers, et se félicitent des évaluations régulières auxquelles procède l'OCDE pour déterminer dans quelle mesure ces normes sont connues et appliquées. Ils saluent les efforts constants pour renforcer les Points de contact nationaux (PCN) et réitèrent l'engagement souscrit en 2017 de faire en sorte que les Points de contact nationaux soient pleinement opérationnels et dotés de moyens suffisants, et d'entreprendre un exercice d'apprentissage mutuel, de renforcement des capacités ou d'examen par les pairs d'ici 2021, dans le but de soumettre tous les pays à un examen par les pairs d'ici 2023. Ils attendent avec intérêt le rapport d'avancement qui sera présenté lors de la RCM de 2019.

- Ils réaffirment que l'investissement international, source importante de croissance économique inclusive, de création d'emplois et de développement durable, exige un cadre mondial ouvert, transparent et favorable. Le Code de la libération des mouvements de capitaux de l'OCDE joue un rôle essentiel à cet égard, et ils se félicitent que des Partenaires qui satisfont aux critères du Code demandent à y adhérer. Ils souhaiteraient aussi que l'OCDE continue de promouvoir des investissements internationaux durables et contribue aux travaux et réflexions sur l'amélioration du cadre international relatif à la protection des investissements. Dans ce contexte, ils sont préoccupés par les pratiques d'États qui contraignent les investisseurs à transférer des technologies à des entreprises locales, et par les investissements stratégiques à l'étranger dictés par des autorités nationales. Ils reconnaissent qu'il est nécessaire de traiter ces questions pour parvenir à des règles du jeu équitables.
- Ils saluent les efforts de l'OCDE pour soutenir les autorités de la concurrence, identifier les bonnes pratiques et améliorer les outils de leur coopération dans plusieurs domaines, tels que l'échange d'informations pour les enquêtes et la reconnaissance mutuelle des décisions dans certains cas, afin d'assurer que les régimes nationaux de droit de la concurrence puissent répondre aux défis actuels.

– Ils reconnaissent l'importance des efforts déployés par les gouvernements, notamment à travers les pouvoirs conférés en la matière aux autorités nationales de la concurrence, pour veiller à ce que l'actionnariat public et le traitement préférentiel accordé aux entreprises n'entraînent pas de distorsion de marché. Compte tenu de la présence internationale croissante et de la part de marché des entreprises publiques, ils saluent les travaux de l'OCDE sur l'élaboration de meilleures pratiques et de recommandations dans ce domaine. Ils se réfèrent en particulier aux travaux en cours en vue d'élaborer une norme de transparence mondiale pour les entreprises publiques. Ils encouragent la poursuite des travaux sur l'élaboration de lignes directrices sur la lutte contre la corruption et sur l'intégrité des entreprises publiques. Ils reconnaissent le rôle essentiel que peut jouer l'OCDE dans le domaine de la gouvernance d'entreprise en prônant la mise en place de cadres de gouvernance d'entreprise et de marchés des capitaux solides. Ils encouragent les Membres et les Partenaires à améliorer leurs cadres de gouvernance d'entreprise conformément aux Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE.

## 6. LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT

- Ils soulignent l'urgence et l'importance de la lutte contre le changement climatique, qui appelle une action concertée et déterminée. À cette fin, ils soulignent qu'il est vital de finaliser un solide ensemble de lignes directrices lors de la COP24 de la CCNUCC qui aura lieu en Pologne, afin de rendre l'Accord de Paris pleinement opérationnel, et notent l'importance du dialogue Talanoa en 2018. Ils appellent à une intensification de l'action afin de parvenir au plus vite au plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre et de les réduire rapidement par la suite.
- Dans le contexte de l'Accord de Paris, ils accueillent les travaux de l'OCDE visant à soutenir les pays dans leur transition vers une économie bas carbone résiliente, et à démontrer l'impact économique positif des investissements dans le climat, en particulier via les travaux sur la publication « Investing in Climate, Investing in Growth », ainsi que les activités menées de longue date par le Groupe d'experts sur le changement climatique de l'OCDE et de l'AIE.



Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte contre la corruption, Paris, les 27 et 28 mars 2018.  
Photo : OCDE

- 
- Ils soulignent l'importance de porter l'attention sur les dimensions fiscale et budgétaire de la transition, au moyen de travaux sur la tarification du carbone et sur la réforme des subventions inefficaces aux énergies fossiles qui encouragent le gaspillage, ainsi que les travaux du Projet collaboratif de Paris sur les budgets verts. Ils appellent l'OCDE à poursuivre ces travaux. Ils se félicitent des travaux que consacre l'OCDE à la résilience, y compris aux effets différenciés des risques climatiques sur les différents groupes de population et aux défis soulevés par l'adaptation des communautés côtières à la montée du niveau des mers.
  - Ils reconnaissent qu'il est important de mobiliser des flux de financement à la fois publics et privés pour soutenir la transition vers une économie à faible émission, y compris par des efforts pour parvenir à une économie bas carbone, ainsi que vers un développement résilient au climat, une utilisation durable des ressources en eau et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ils appuient le rôle important que joue le Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts. Afin d'accélérer les investissements dans les domaines prioritaires, ils demandent à l'OCDE de procéder à un examen des efforts déployés pour développer des définitions, des normes et des taxonomies harmonisées sur les actifs verts et la finance durable, et de rendre compte de ses activités lors de la RCM de 2020, collaborant avec les parties prenantes compétentes de façon à exploiter des synergies et à éviter les redondances. Dans le contexte de l'article 2.1.c de l'Accord de Paris, ils demandent à l'OCDE de réaliser un examen des politiques publiques et des actions entreprises qui visent à accélérer les flux de financement vert.
  - Ils reconnaissent l'importance d'une gestion intégrée et efficiente des ressources en eau, et encouragent l'OCDE à renforcer ses travaux sur le financement des infrastructures de l'eau, notamment à l'aide d'instruments économiques prenant en compte l'importance de l'efficacité de l'utilisation de l'eau, de la répartition de l'eau entre les secteurs et de l'utilisation de sources d'eau alternatives, ainsi que sur la gestion de précipitations accrues et la prévention, la réduction et la maîtrise de la pollution des eaux. Ils reconnaissent le rôle de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'eau dans ce contexte.
  - Ils reconnaissent que la biodiversité est l'un des fondements du capital naturel et que sa préservation, son utilisation durable et sa restauration, y compris dans le cadre d'une agriculture, d'une pêche et d'une sylviculture durables, sont essentielles. Ils reconnaissent également que l'érosion de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes et de leurs services doivent être affrontées d'urgence. Dans le contexte des discussions sur le cadre mondial pour la période d'après-2020 menées au titre de la Convention sur la diversité biologique, qu'ils souhaitent transformationnel, ils reconnaissent la nécessité de veiller à ce que des politiques plus ambitieuses et plus efficaces soient mises en place et à ce que le financement de la biodiversité soit ciblé sur les programmes qui contribuent le plus efficacement à la réalisation des objectifs en rapport avec la biodiversité. Ils se félicitent des travaux actuellement menés par l'OCDE pour : i) renforcer la mesurabilité du cadre post-2020 sur la biodiversité ; ii) rendre compte de l'évolution, assurer le suivi et l'évaluation des politiques, y compris des instruments économiques et de la réforme des subventions néfastes à la biodiversité ; iii) mieux comprendre les coûts de l'inaction dans le domaine de la biodiversité et améliorer la communication à cet égard ; et iv) étudier la valeur économique de la biodiversité et des services écosystémiques, y compris les contributions que pourraient apporter les écosystèmes et les solutions basées sur la nature à l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets.
  - Ils se félicitent des efforts entrepris aux niveaux national et international vers une économie circulaire et l'efficacité des ressources. Ils se félicitent des travaux de l'OCDE sur l'atteinte de la cible de 2020 pour une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et des déchets, et appellent à l'adoption d'un cadre ambitieux au-delà de 2020.
  - Ils reconnaissent que les plastiques font partie de la vie moderne, mais que leurs économies ont encore beaucoup de chemin à parcourir pour que la conception et l'utilisation des plastiques soient durables. Ils soulignent la nécessité d'appréhender pleinement, de prévenir et de réduire l'impact des déchets plastiques et des produits chimiques utilisés pour leur fabrication sur l'environnement, en particulier dans les océans,
-

et sur la santé humaine, et d'appliquer à la gestion des plastiques une approche axée sur le cycle de vie. Ils invitent l'OCDE à entreprendre de nouveaux travaux sur la chaîne de valeur des plastiques, en s'appuyant sur ceux qu'elle a déjà consacrés à la responsabilité élargie des producteurs, dans l'optique d'une réduction de leurs incidences et d'une maximisation de l'efficacité de l'action publique dans ce domaine, et à approfondir ses travaux en matière d'évaluation des risques liés aux produits chimiques. Ils demandent également à l'OCDE de mener des analyses économiques et des analyses de l'action publique qui permettront d'inciter à des choix de matériaux écologiquement plus durables. Ils accueillent avec satisfaction les efforts déployés par les pays pour supprimer progressivement ou réduire le plastique à usage unique. Ils se félicitent des travaux menés par l'OCDE visant à étudier l'économie des océans à la lumière de la mise en œuvre des ODD.

- Ils prennent note de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 14 mai, de la Résolution 72/277, « Vers un pacte mondial pour l'environnement » avec le soutien d'une grande majorité des membres, dont la totalité d'entre eux.

## 7. LE DÉVELOPPEMENT ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Ils se félicitent des contributions de l'OCDE aux importants résultats obtenus sur la scène multilatérale internationale, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba, qui y est rattaché. Ils sont attachés au succès de leur mise en œuvre, notamment à l'engagement de ne laisser personne de côté, facilité par les progrès continus de l'application du Plan d'action de l'OCDE à l'appui des Objectifs de développement durable, et le soutien ciblé



☞ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et la Chancelière allemande Angela Merkel, lors d'une conférence de presse à Berlin, le 11 juin 2018.  
Photo : OCDE/Hermann Bredehorst

apporté, sur demande, par l'Organisation pour la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national. Ils prennent acte de la nécessité d'intensifier l'effort collectif pour financer les ODD. Ils saluent les efforts de l'OCDE pour approfondir ses données et ses analyses, notamment sur les effets transfrontaliers des politiques nationales. L'OCDE continuera, grâce à l'exploitation de ses données et de ses analyses, à soutenir le processus de suivi de la mise en œuvre du Programme 2030 placé sous la conduite des Nations Unies. Ils se félicitent également de la poursuite des discussions sur la coopération renforcée entre l'Organisation et les organismes de la famille des Nations Unies.

- S'agissant de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba, ils se félicitent des efforts continus déployés par l'OCDE pour collecter des données et établir de nouveaux cadres innovants de quantification statistique, tels que la mesure proposée du soutien public total au développement durable (SPTDD) actuellement à l'examen. Ils accueillent favorablement la réforme du Comité d'aide au développement (CAD), et en particulier l'accent mis sur l'impact produit par le développement et sur la mobilisation des ressources financières. Ils l'encouragent à finaliser les travaux en cours sur la modernisation de ses outils de mesure et à examiner les travaux qu'il y aurait lieu d'effectuer pour contribuer à la réalisation du Programme 2030. Ils réaffirment leurs engagements respectifs en matière d'APD, y compris, pour ceux d'entre eux qui les ont adoptés, les objectifs fixés par les Nations Unies consistant à porter à 0.7 % du revenu national brut (RNB) l'APD consentie aux pays en développement et à allouer 0.15-0.20 % du RNB sous forme d'APD aux pays les moins avancés. Ils prennent note du léger recul de l'APD totale en 2017 et de l'accroissement encourageant de l'APD consentie aux pays les moins avancés. Ils reconnaissent qu'il faut intensifier leur effort collectif pour accroître la proportion de l'aide totale fournie aux pays les moins avancés et aux pays dont les besoins sont les plus grands. Ils réaffirment le rôle que joue l'APD dans le développement durable et prennent acte de la nécessité de renforcer l'utilisation de l'APD comme catalyseur pour mobiliser des ressources financières additionnelles, y compris en provenance du secteur privé, et en démultiplier l'impact. Ils constatent avec satisfaction que l'OCDE poursuit ses efforts visant à développer une

approche transversale du financement du développement durable, notamment sur le sujet de la mobilisation des ressources intérieures, et à continuer de s'appuyer sur sa position privilégiée en matière de financement du développement. Ils sont conscients du rôle que jouera le rapport à paraître sur les perspectives mondiales du financement du développement, ainsi que des efforts entrepris pour s'ouvrir aux partenaires du secteur privé et aux autres acteurs non gouvernementaux.

- L'OCDE, en particulier à travers le CAD, les programmes régionaux de l'OCDE et le Centre de développement de l'OCDE, maintient son engagement vis-à-vis des pays en développement pour progresser davantage et aider à établir des passerelles propices à la réduction de la pauvreté et à une croissance durable. Ils appellent l'OCDE à continuer de favoriser un dialogue permanent pour s'assurer que les outils de la coopération internationale que sont notamment un soutien approprié, des partenariats et des cadres de travail, soient adaptés à leur objectif, ainsi qu'aux défis et vulnérabilités auxquels se heurtent les pays, surtout les pays les moins avancés, au cours des différentes phases de développement qu'ils traversent dans leur processus de transition. Ils reconnaissent que les pays à revenu intermédiaire restent en outre confrontés à des défis, en termes de développement, qui leur sont propres, dans des domaines spécifiques.

## 8. VERS UN MULTILATÉRALISME PLUS RESPONSABLE, PLUS EFFICACE ET PLUS INCLUSIF

- Ils reconnaissent que la capacité des pouvoirs publics à agir dans un monde interconnecté dépend entre autres de leur compréhension de ces interconnexions et des atouts et enjeux qui en découlent, et invitent l'OCDE à renforcer son leadership dans ce domaine. Dans ce contexte, ils demandent à l'OCDE de renforcer la mesure des flux d'actifs incorporels. Ils l'encouragent aussi à renforcer son analyse statistique et analytique du rôle des multinationales. Ils appellent l'OCDE à donner une priorité à la mesure des flux de données numériques entre les pays et au sein des pays et d'acquérir une meilleure compréhension du rôle des données dans leurs économies et dans leurs sociétés.
- Ils demeurent engagés en faveur d'une Organisation ouverte à de nouvelles idées et à de nouveaux

partenaires. Ils accueillent favorablement la collaboration avec tous les pays désireux de partager des connaissances et des savoir-faire, de promouvoir les réformes et de contribuer aux normes édictées par l'OCDE et à y adhérer. Dans ce contexte, ils soulignent l'importance des relations mondiales de l'OCDE, notamment ses relations avec les Partenaires clés (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Indonésie), ainsi que ses programmes régionaux (Eurasie, ALC, MENA, Asie du Sud-Est, Europe du Sud-Est) et ses programmes par pays (Kazakhstan, Maroc) qui, tous, jouent un rôle important dans la diffusion des normes, bonnes pratiques et recommandations de l'OCDE. Ils notent que le processus d'adhésion peut être un puissant instrument de promotion des réformes au niveau national. Ils se réjouissent aussi du lancement du Programme relatif à la Thaïlande ainsi que de l'approfondissement de la relation stratégique avec l'Asie du Sud Est, du renforcement des relations avec les Partenaires clés, selon le principe de l'intérêt mutuel, et de la poursuite des avancées dans le contexte des programmes régionaux. Ils encouragent l'OCDE à poursuivre sa collaboration avec l'Afrique subsaharienne.

- Ils saluent les efforts déployés par l'OCDE, notamment pour diffuser ses normes via le G20, le G7, l'APEC, l'ASEAN, l'Alliance du Pacifique et d'autres enceintes régionales et mondiales, et pour progresser, grâce aux échanges tenus dans ces enceintes, sur des sujets d'importance planétaire, en particulier la fiscalité, les surcapacités, les échanges et l'investissement, les réformes structurelles, les emplois et le genre.
- Ils encouragent l'OCDE à renforcer sa collaboration avec les autorités locales ainsi qu'avec la société civile, notamment le secteur privé, les instituts de recherche, les organisations professionnelles, les syndicats, les associations de jeunes et les laboratoires de réflexion. Le fait de s'appuyer davantage sur l'expertise extérieure pourrait améliorer la qualité des analyses et recommandations d'action publique de l'OCDE. Ils encouragent l'Organisation à examiner les moyens qui permettraient d'y parvenir, en les basant sur l'expérience de ses comités et sur ses autres pratiques, et à faire rapport à la RCM de 2019 sur ce sujet.
- Au fur et à mesure de son évolution, le multilatéralisme doit avancer en lien avec les territoires régionaux



Forum international de l'OCDE sur les statistiques des migrations, à Paris, le 16 janvier 2018.  
Photo : OCDE/Marco Illuminati

et locaux, leurs autorités locales, les acteurs de leur développement et leurs habitants. Ils souhaitent que cette nouvelle approche permette aux territoires de mieux bénéficier des flux économiques facilités par le multilatéralisme, et de mieux y contribuer. Ils saluent donc l'initiative de l'OCDE des Maires Champions pour une croissance inclusive et la mise en place d'un réseau de Chefs d'entreprise pour une croissance inclusive. Ils se réjouissent que l'OCDE ait contribué à la conférence Habitat III et à l'élaboration du Nouveau Programme pour les villes. Ils soutiennent l'idée mise en avant par l'OCDE selon laquelle les villes et les régions sont des acteurs importants pour contribuer à l'obtention d'avancées internationales, à l'image des Objectifs de développement durable, du Cadre d'Action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 ou de l'Accord de Paris. À cet égard, ils saluent les travaux engagés par l'OCDE en vue de promouvoir une approche du tourisme impliquant l'ensemble des niveaux administratifs.

- Ils reconnaissent l'importance de partager les meilleures pratiques, de réaliser des examens par les pairs et de fixer des normes internationales pour le fonctionnement d'un monde de plus en plus interdépendant et saluent le rôle de l'OCDE à cet égard. Ils attendent avec intérêt la mise en œuvre de la deuxième phase de l'examen du processus d'établissement de normes. Ils appellent l'OCDE à poursuivre l'examen de ses normes existantes dans des domaines clés, à continuer d'évaluer les lacunes en termes de couverture ou de mise en œuvre, et de proposer à ses Membres de nouveaux domaines nécessitant l'élaboration de normes, s'il y a lieu.
- Afin d'améliorer l'efficacité du multilatéralisme et en vue de répondre aux défis mondiaux transversaux et de bâtir une croissance plus inclusive et durable, ils encouragent l'OCDE à adopter une approche pluridisciplinaire de ses travaux, notamment de l'élaboration de normes. Ils encouragent l'OCDE, en collaboration avec d'autres organisations internationales, à continuer le recensement des bonnes pratiques de coopération réglementaire efficace aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral. Ils l'encouragent aussi à consolider son rôle d'organisation de référence en matière de normes pour l'intégrité et la conduite responsable des entreprises, et en matière d'action menée auprès des entreprises pour les sensibiliser davantage à ces normes et à en améliorer leur compréhension.
- Afin d'améliorer l'efficacité de ses travaux, notamment en vue d'harmoniser les règles du jeu, ils encouragent l'OCDE à continuer de promouvoir l'adhésion à ses normes au-delà des pays Membres de l'OCDE, en tant que de besoin, et d'approfondir ses travaux à l'appui de politiques et pratiques exemplaires bénéficiant à toutes les économies et pas seulement à ses Membres.
- Tout en reconnaissant la réussite des mécanismes utilisés par l'OCDE pour la mise en œuvre de ses normes, particulièrement les mécanismes d'examen par les pairs, ils appellent l'OCDE à réfléchir aux moyens de renforcer le suivi de la mise en œuvre des normes de l'OCDE par les pays Membres et les Partenaires, et à proposer des pistes d'amélioration dans ce domaine. Dans ce contexte, ils demandent à l'OCDE d'envisager l'élaboration de plans d'action concrets en vue d'améliorer la mise en œuvre des normes jugées cruciales pour l'harmonisation des règles du jeu, par exemple dans les domaines de la gouvernance d'entreprise, de la libéralisation des flux de capitaux, de la lutte contre la corruption ou de la conduite responsable des entreprises.

## 9. GESTION ET LEADERSHIP

- Ils saluent les efforts du Secrétaire général pour gérer l'Organisation de la façon la plus efficace, notamment en renforçant la diversité de son personnel et l'équilibre entre femmes et hommes, ainsi que les avancées récentes concernant l'évaluation, l'optimisation des ressources, l'audit et les projets horizontaux. Ils encouragent le Secrétaire général à maintenir l'élan en faveur d'une amélioration continue de la transparence, de la gestion et des activités de l'Organisation, de telle sorte que l'OCDE soit reconnue comme une organisation à la pointe dans ces domaines.
- Ils reconnaissent le rôle du Secrétaire général dans la proposition de nouvelles initiatives, notamment dans ses Orientations stratégiques, pour considération ultérieure par le Conseil. Ils félicitent le Secrétaire général des efforts qu'il déploie afin d'améliorer la pertinence et l'impact de l'OCDE, et se réjouissent à la perspective de continuer d'œuvrer ensemble à l'élaboration de « politiques meilleures pour une vie meilleure ».
- Ils se félicitent de la désignation de la Slovaquie pour assurer la présidence de la RCM de 2019. ■

# Groupe de stratégie globale 2018 : Résumé de la Présidence

19-20 novembre 2018, OCDE, Paris

Des représentants de 43 pays et, pour la première fois, de la société civile (lors de la séance plénière de la session 2) ont participé activement à la sixième réunion du Groupe de stratégie globale (GSG), organisée sur le thème « Promouvoir l'innovation et sa diffusion pour construire le monde de demain : des enjeux locaux aux défis et opportunités de dimension mondiale ». La réunion a été précédée d'une manifestation qui a réuni un petit groupe de représentants de la société civile autour du thème de la première journée de la réunion du GSG, « Encourager l'innovation au service de la productivité, de la durabilité et de l'inclusivité ». Les participants ont convenu que cette thématique, qui embrasse la quasi-totalité des axes de travail de l'OCDE, s'inscrit dans la droite lignée des priorités d'action internationales et de la mission de l'Organisation. Les échanges et les conclusions de ce GSG nourriront utilement la prochaine Réunion du Conseil au niveau des Ministres, en 2019.

La Présidente a ouvert la réunion en rappelant que la croissance tirée par l'innovation aide à relever les défis d'aujourd'hui. De fait, on constate une corrélation positive entre la performance d'un pays en matière d'innovation et le développement de son économie. Elle a également fait observer que les dépenses consacrées à la recherche-développement augmentent partout dans le monde. Elle a rappelé que les pays, petits et grands, peuvent obtenir d'excellents résultats en matière d'innovation, pour peu qu'ils se dotent de politiques adaptées. Elle a indiqué que l'avenir du travail, et notamment l'adéquation des qualifications de la population active, représente un défi de taille pour l'ensemble des pays, et insisté sur la nécessité de favoriser la diffusion de l'innovation, en particulier au niveau local. Enfin, elle a mis l'accent sur le rôle essentiel de l'OCDE sur toutes ces questions.

Dans son exposé liminaire, le Secrétaire général a commencé par souligner que l'innovation et le progrès technologique sont essentiels à l'amélioration du bien-être et à l'instauration de systèmes économiques plus durables et plus inclusifs. Il a insisté sur le rôle des responsables de l'action publique pour promouvoir l'innovation et veiller à ce qu'elle profite à l'ensemble des citoyens. Il a fait observer que, paradoxalement, la période actuelle est marquée à la fois par un rythme

d'innovation sans précédent et par un ralentissement des gains de productivité, une perte de dynamisme des entreprises dans nombre d'économies de l'OCDE et un creusement des écarts entre les entreprises et les régions à la pointe, et celles restées à la traîne. Il a relevé qu'une partie du problème semble tenir au fait que l'innovation est de plus en plus l'apanage d'un nombre limité d'entreprises de pointe, qui concentrent non seulement les bénéfices et les gains de productivité, mais aussi les dépenses de R-D et autres investissements. Il a souligné que pour que l'innovation demeure un levier de croissance et de bien-être, il convient de maintenir des conditions cadres qui stimulent les investissements connexes et favorisent l'ouverture commerciale, une concurrence solide et la collaboration entre les entreprises, les universités et les établissements de recherche ainsi que des stratégies d'amélioration des compétences et des politiques du marché du travail renforcées. Il a également insisté sur le fait que le nouveau visage de l'innovation appelle de nouveaux choix politiques face aux phénomènes de concentration d'entreprises imputables à une dynamique du presque tout au gagnant, à l'importance croissante des données dans l'innovation et à l'émergence de modèles économiques inédits, avec en filigrane les questions de respect de la vie privée et d'éthique, en particulier pour ce qui concerne l'intelligence artificielle. En conclusion, il a rappelé la nécessité d'œuvrer

pour répartir plus largement les avantages de l'innovation au bénéfice d'une croissance plus inclusive, en levant les barrières qui entravent sa diffusion et en veillant au maintien d'une concurrence effective, à l'échelle tant infranationale qu'internationale.

Lancée à l'occasion de la réunion du GSG, l'édition 2018 des Perspectives de la science, de la technologie et de l'innovation de l'OCDE a apporté une mine d'informations et d'éclairages qui ont nourri les débats. L'une des conclusions phares a été l'émergence de nouveaux acteurs de la R-D comme les pays nordiques et, plus récemment, la Chine et la Corée. Autre constat mis en exergue dans la publication, la baisse du financement public direct de la R-D dans les économies de l'OCDE est allée de pair avec une diminution du rôle des États dans la R-D et la recherche fondamentale, tandis qu'un nombre relativement restreint de multinationales du secteur du numérique ont pris de l'importance. Les données sont aussi devenues des intrants de production ; quant à l'intelligence artificielle, ses progrès sont rapides, et plus particulièrement le fait de grands acteurs du secteur privé. Le nouveau rôle des données dans les activités d'innovation ayant des incidences économiques

et sociétales majeures et l'évolution rapide de l'innovation mettent les décideurs au défi d'exercer une surveillance appropriée ; c'est la raison pour laquelle les Perspectives préconisent de mettre davantage l'accent sur des évaluations proactives et sur la collaboration par le biais de l'élaboration de codes de conduite et de la mise en place d'expérimentations conjointes public-privé et de « bacs à sable » réglementaires.

Les participants ont fait part de leurs observations sur les nombreuses opportunités qui naissent de l'innovation, et en particulier de la transformation numérique. Ils ont également évoqué les différents modèles de financement de l'innovation et l'importance de mettre en place des cadres d'action favorables. Ils ont souligné la nécessité de mettre l'accent sur davantage de recherche et de « données sur les données », et de réévaluer les risques supportés par différents segments de la société. Ils ont insisté sur les défis que la transformation numérique représente pour les PME traditionnelles et l'importance de préserver l'entrée sur les marchés. Ils ont rappelé combien il importe de maintenir la concurrence, d'intégrer de nouveaux acteurs et de briser les silos traditionnels, ainsi que d'investir dans l'amélioration



Reunion du Groupe de stratégie globale à l'OCDE, à Paris, le 11 décembre 2018. Photo : OCDE/Hervé Cortinat



📍 José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, au lancement des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*, à Paris, le 3 juillet 2018. Photo : OCDE/Hervé Cortinat

des compétences et les infrastructures, en particulier dans l'accès au haut débit.

Fort de son expertise pluridisciplinaire, l'OCDE a un rôle déterminant à jouer dans la plupart de ces domaines, en qualité de forum d'échanges sur les meilleures pratiques, de pourvoyeur de statistiques internationales d'une grande fiabilité, d'auteur d'analyses et de prescripteur de recommandations d'action.

### **ENCOURAGER L'INNOVATION AU SERVICE DE LA PRODUCTIVITÉ, DE LA DURABILITÉ ET DE L'INCLUSIVITÉ**

Les débats menés au titre de ce volet de la réunion ont mis en évidence le rôle que peut jouer l'innovation en tant que levier de productivité, de durabilité et d'inclusivité, tout en aidant à remédier à un certain nombre d'écueils liés à cette phase de l'innovation en particulier.

Les exposés prononcés lors de la séance d'ouverture et du dîner par des experts invités, le Secrétariat et des représentants de la société civile ont mis en avant la nécessité de mettre en place des conditions cadres pour l'innovation qui en assurent le caractère inclusif et qui aient des répercussions positives sur tous les groupes de revenu. Ils sont convenus que l'innovation peut être nourrie en misant sur une éducation et une recherche de qualité, ainsi qu'une science ouverte et reproductible. M. Vetterli, l'un des experts invités à s'exprimer, a souligné l'importance de l'ouverture internationale, de l'autonomie des chercheurs et de la coopération avec le secteur privé. En tant que représentant du secteur de la recherche, il a également présenté quelques-uns des enjeux de la transformation numérique, en mentionnant en particulier l'accès aux données et le recrutement de talents dans les domaines de compétence souhaités.

Les intervenants ont par ailleurs souligné en quoi l'innovation et les nouvelles technologies peuvent être

mises au service des personnes défavorisées ou en situation de handicap (ex. : les villes « intelligentes »). Néanmoins, ils ont également fait observer que l'innovation peut toutefois aggraver les inégalités par ses retombées sur le marché du travail et sur les salaires, et les disparités dans l'accès aux technologies, ce qui aussi pour effet de brider les gains de productivité et de contribuer à un effet de polarisation, phénomène par lequel les entreprises les plus productives sont en mesure d'attirer les travailleurs qualifiés, ont accès aux capitaux et aux technologies, tandis que les entreprises moins performantes restent à la traîne. Les travailleurs peu qualifiés ont beaucoup moins de possibilités d'accéder à des formations qualifiantes, et souvent les programmes de formation ne sont pas en rapport avec le métier qu'ils exercent. Le Secrétariat a souligné que cet état de fait, caractérisé d'un côté par la vitesse et le dynamisme de l'innovation et, de l'autre, par de fortes inégalités en termes d'accès et de chances, appelle à un réexamen des politiques publiques dans un souci de durabilité et d'inclusivité. La fracture numérique entre les femmes et les hommes a été présentée comme un défi à relever, étant donné que dans la majorité des pays étudiés, les femmes ont moins accès aux technologies mobiles, moins accès aux capitaux, et qu'elles innoveront moins. Dans le monde numérique, elles sont sous-représentées dans les filières STIM et des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que dans le secteur des TIC en général, et au niveau de l'encadrement en particulier. Le Secrétariat a également confirmé, en s'appuyant sur une analyse préparée pour le G20, que les progiciels développés et téléchargés dans le nuage étaient pour l'essentiel produits par des équipes exclusivement masculines. Si le développement de l'intelligence artificielle reproduit des stéréotypes genrés, il contribuera à accentuer cette fracture et, compte tenu de la complexité des technologies concernées, il ne sera pas facile d'y remédier. Ce sont autant de facteurs qui plaident en faveur de la mise en place de politiques qui favorisent l'inclusion numérique par le biais des systèmes éducatifs et des marchés du travail, et définissent une approche éthique de l'utilisation des algorithmes garantissant que les humains gardent le contrôle des technologies émergentes, potentiellement porteuses de profonds bouleversements. En outre, le Secrétariat a dressé le constat d'une concentration croissante dans l'économie, et d'une augmentation des marges en particulier dans le secteur du numérique, et a fait ressortir la nécessité de mieux diffuser les technologies dans tous les secteurs économiques. L'économie des plateformes et les données massives appellent également

à repenser la politique de la concurrence et mettent en évidence l'urgente nécessité d'accélérer le déploiement des technologies existantes et de faire passer la nouvelle génération de solutions « vertes » du stade de la recherche à celui de la commercialisation.

Les participants ont salué l'occasion qui leur était offerte d'entendre l'avis de représentants de la société civile quant aux incidences de l'innovation sur le quotidien de différents segments de la société, notamment ceux présentant le plus grand risque d'être laissés pour compte. Ils ont convenu que l'OCDE devrait poursuivre le dialogue avec les groupes de la société civile, afin que leurs points de vue puissent éclairer l'analyse des politiques et la formulation des recommandations.

Compte tenu de l'évolution rapide des processus d'innovation, les participants ont jugé qu'il serait utile de réexaminer les politiques d'innovation afin de s'assurer qu'elles restent pertinentes. Ils ont également fait observer que les données sont devenues une ressource essentielle pour de nombreux secteurs et que l'intelligence artificielle (IA) ouvre le champ des possibles, grâce à une puissance de calcul décuplée. Pour autant, les données ne vont pas sans poser des problèmes en termes d'accès, de respect de la vie privée, de protection et de droits de propriété. Si tous les secteurs sont susceptibles d'être concernés, de nombreux participants ont cité l'exemple de la santé, où l'innovation au service de l'inclusivité et de la durabilité prend tout son sens.

Pour ce qui est de la productivité et de l'inclusivité, les participants ont réaffirmé l'importance de promouvoir une innovation à visée universelle, compte tenu du creusement des écarts de productivité entre les entreprises, qui contribue à freiner la croissance de la productivité globale, avec des conséquences aussi sur les inégalités sous l'effet de la dispersion des salaires entre les entreprises et les secteurs (effet de polarisation). Ils ont mis en relief les effets notables de la concentration des entreprises dans tous les secteurs, mais en particulier dans le monde numérique, ainsi que l'augmentation des marges, qui peut être révélatrice d'un accroissement du pouvoir de marché. Ils ont rappelé combien il importe de veiller à ce que toutes les entreprises, et notamment les PME, puissent bénéficier des avancées technologiques, et se lancer dans l'innovation. De nombreux participants ont plaidé en faveur d'une hausse significative des dépenses publiques de R-D

à l'appui de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Le partage des connaissances entre les niveaux d'administration et la promotion de la recherche interdisciplinaire et transdisciplinaire devraient contribuer à soutenir ces efforts.

Les participants ont rappelé que l'innovation change la donne sur les marchés du travail et crée une demande de compétences nouvelles, et que les personnes présentant un faible niveau d'instruction sont les plus exposées au risque de perdre leur emploi sous l'effet de l'automatisation. D'où la nécessité d'innover et d'adapter les politiques dans un certain nombre de domaines, notamment pour ce qui est des mesures d'activation, de la protection sociale, des compétences, de la formation des adultes et du dialogue social, le but étant d'éviter que l'innovation ne devienne synonyme d'exclusion des marchés du travail.

Concernant la durabilité, les participants ont rappelé que l'innovation verte est essentielle à la lutte contre les défis environnementaux, la transition vers une économie bas carbone et la réalisation des engagements pris au titre de l'Accord de Paris. Il a également été question de la baisse des efforts d'innovation écoppatible entre 2010 et 2015. Dans le même esprit, on a insisté sur l'importance de fixer un prix élevé et stable sur la pollution et le carbone afin d'encourager l'innovation verte, et de promouvoir une utilisation stratégique des marchés publics en vue de favoriser la diffusion des innovations vertes.

On a aussi débattu de la nécessité éventuelle de mieux réglementer l'intelligence artificielle, de mettre à niveau les infrastructures, d'élargir l'accès aux données, de renforcer la coopération entre les secteurs public et privé et le monde universitaire dans le domaine de l'innovation et de moderniser les politiques de la concurrence compte tenu du pouvoir de marché croissant dans certains secteurs particulièrement innovants, puis réfléchi aux types de politiques qu'il est souhaitable de mettre en place en faveur des PME.

De nombreux participants ont souligné le rôle crucial de la collaboration internationale pour mettre l'innovation au service des individus et de la planète. Le Japon, en particulier, a fait état de sa volonté de faire de la collaboration en matière d'innovation inclusive et durable le thème central de sa Présidence du G20. La Présidence française du G7 placera également la transformation



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, accueille Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président du Ghana à l'OCDE, Paris, le 31 octobre 2018. Photo : OCDE/Andrew Wheeler

numérique et l'intelligence artificielle au rang de ses priorités. Les participants ont fait valoir que les transferts de technologies entre les pays et entre les secteurs public et privé constituent des mécanismes de coopération tangibles à l'appui de la diffusion des avantages de l'innovation.

Dans l'ensemble, les participants ont convenu que l'on ne pourra parvenir à une croissance plus durable et plus inclusive sans des politiques d'innovation bien pensées. Les pouvoirs publics jouent un rôle déterminant dans l'instauration de conditions cadres de nature à stimuler l'innovation, comme la sécurité juridique, des infrastructures de qualité, un système éducatif souple et un marché du travail adapté. Si la transformation numérique offre de formidables opportunités à l'ensemble des pays, des individus et des entreprises, il incombe aux pouvoirs publics de s'assurer que l'innovation serve au mieux l'intérêt général. Pour ce faire, il faudra aussi collecter de nouvelles données, élaborer des nouveaux indicateurs sur l'évolution du numérique et évaluer ses

incidences sur la prospérité et le bien-être des citoyens – autant de domaines phares dans lesquels l'OCDE est appelée à mener des travaux et apporter son soutien. Cette vague d'innovation nécessitera l'adoption de nouvelles politiques aux niveaux tant national qu'international, auxquelles l'OCDE apportera sa contribution. L'OCDE poursuivra son programme d'action, et notamment ses travaux sur la mesure, par le biais de son projet sur la transformation numérique, qui entrera en 2019 dans sa seconde phase, et contribuera à la réalisation de travaux complémentaires sur l'IA, la technologie des chaînes de blocs, et les incidences des révolutions de la production et des données. Les participants ont indiqué compter sur l'OCDE pour établir des feuilles de route pragmatiques afin d'aider les décideurs à tirer le meilleur parti des possibilités offertes par la transformation numérique et faire en sorte qu'elle soit synonyme d'une vie meilleure pour tous. Ils ont également mis en avant le rôle de l'OCDE en tant que forum d'échanges entre les pays et facilitateur de dialogue sur l'innovation entre les secteurs public et privé, et de coopération internationale.

La Présidente a dégagé trois conclusions de cette session. Premièrement, elle a rappelé l'importance des données, en raison du potentiel qu'elles recèlent mais aussi des défis qui y sont associés, au nombre desquels la question de l'accessibilité. Deuxièmement, elle a rappelé qu'il importait de veiller à l'inclusivité de l'innovation. Les compétences et la structure du marché du travail sont des éléments clés à cet égard. Troisièmement, la Présidente a mentionné les chances et les potentialités qu'offre l'avenir, et souligné l'importance des résultats auxquels donnera lieu le projet de l'OCDE sur la transformation numérique. Il subsiste toutefois des questions ouvertes liées à la mesure de la productivité dans le secteur du numérique.

## MAÎTRISER LES DÉFIS MONDIAUX DE L'INNOVATION

L'un des thèmes récurrents de ce volet de la réunion a été le renforcement de la coopération internationale dans un certain nombre de domaines, dont la fiscalité, les échanges, la concurrence et le développement. Les participants ont mis en avant le rôle que l'OCDE peut jouer en ce sens.

Dans son allocution d'ouverture, le Secrétariat a mis en évidence les interconnexions croissantes entre les pays, avec l'essor, non seulement, des relations commerciales et financières, mais aussi, plus récemment, des flux de

données. D'où l'impérieuse nécessité de disposer de davantage de « données sur les données » et de renforcer la coopération internationale, dans la mesure où les tendances en matière d'innovation transcendent les frontières et remettent en cause les notions traditionnelles de lieu, de distance et de juridiction. Le Secrétariat a fait état de l'augmentation des marges et des phénomènes de concentration observés dans de nombreux secteurs, qui sont peut-être le résultat d'économies d'échelle et d'effets de réseau à l'échelle mondiale. Le Secrétariat a précisé que cette tendance allait probablement s'accroître du fait de l'utilisation grandissante des données massives dans l'avenir.

L'expert invité à intervenir lors de la session sur les défis mondiaux a évoqué le potentiel que représente l'innovation à l'appui de la réalisation des ODD et appelé à une action privilégiant la coopération, plutôt que la concurrence et le conflit. Il a en outre mis en évidence certains écueils de la transformation numérique que sont le creusement des inégalités (à l'échelle tant infranationale qu'internationale), le renforcement du pouvoir commercial et politique de certaines grandes entreprises, et l'impact des technologies numériques sur la démocratie. Il a appelé les pouvoirs publics à prendre des mesures dans un éventail de domaines, y compris : renforcer le rôle redistributif de la fiscalité, revoir la définition de la propriété intellectuelle, accentuer le développement des capacités dans les pays à faible revenu, et encourager les partenariats public-privé afin de mobiliser les technologies (à l'image de l'IA) au service de progrès plus durables dans les domaines de la santé, de la télédétection, de la protection de l'environnement ou de l'éducation.

Les participants ont souligné le fait que l'innovation a des conséquences dans un certain nombre de domaines présentant des ramifications transnationales. Pour ce qui est des échanges, ils ont convenu que la transformation numérique crée des possibilités de diffusion de l'innovation et contribue à faire baisser les prix et à accroître la variété des biens et des services proposés. Ils ont mis en avant la responsabilité accrue des instances de réglementation à cet égard, le besoin impérieux de renforcer la coordination internationale en matière de gouvernance des flux mondiaux de données, de biens et de services, ainsi que sur les questions de sécurité et de protection de la vie privée. Ils ont par ailleurs insisté sur la nécessité de disposer de davantage de données sur les échanges numériques,

y compris par le biais de l'indice de restrictivité pour les échanges de services numériques de l'OCDE. Dans le domaine de la concurrence, certains intervenants ont plaidé en faveur d'une meilleure compréhension des causes et des conséquences des phénomènes de concentration, d'un renforcement de la coopération internationale entre les régulateurs, en particulier entre les autorités chargées de la concurrence et de la protection des données et des consommateurs. Les principes de transparence, de proportionnalité et de non-discrimination en matière de réglementation ont également été abordés. Sur le plan de la fiscalité, les participants ont évoqué la difficulté et l'urgence de s'atteler aux questions liées à l'imposition de l'économie

numérique, et souligné le rôle déterminant du projet de l'OCDE à cet égard. Ils ont indiqué attendre avec intérêt les résultats des activités que l'Organisation mène sur la fiscalité de l'économie numérique attendus en 2019 et 2020.

Les intervenants ont fait observer que l'OCDE a un rôle pluridimensionnel évident à jouer face aux défis mondiaux de l'innovation. À commencer par l'amélioration de la mesure des bienfaits et des difficultés que font naître, à l'échelle transnationale, les technologies et les services numériques en termes de bien-être. L'OCDE peut également aider à mieux appréhender les échanges numériques et à identifier une solution mondiale face aux défis de la fiscalité



de l'économie numérique, et travailler de concert avec différents acteurs sur la question de la concentration. Enfin, une autre mission attend l'Organisation : aider à la formulation de lignes directrices ou de principes internationaux sur la transformation numérique et les données, axés en particulier sur les questions d'ouverture, de protection de la vie privée et de sécurité.

La Présidente a conclu cette session sur trois pistes à approfondir. Premièrement, elle a souligné la nécessité de faire en sorte que la transformation numérique produise des résultats allant dans le sens de l'inclusivité et que les entreprises, petites et grandes, se voient

offrir des opportunités sur le marché du numérique. Deuxièmement, la Présidente a rappelé qu'il subsiste des défis liés à la rapidité des mutations technologiques et que les problématiques nationales revêtent de plus en plus un caractère international. Certaines de ces problématiques pourront faire l'objet de discussions à venir. Troisièmement, elle a insisté sur le rôle important de l'OCDE dans ce contexte, par les précieuses contributions qu'elle peut apporter sous forme d'études, de conseils sur les politiques dans divers domaines, y compris sur la mesure des échanges numériques, le maintien de la concurrence et de la compétitivité, la fiscalité internationale et la promotion de l'innovation à l'appui de la concrétisation des ODD. ■



📍 Forum mondial sur la concurrence, à Paris, le 29 novembre 2018.

Photo : OCDE/Victor Tonelli

📍 Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et Dr Abdulrahman Al Hamidy, Directeur général et Président du Conseil d'administration du Fonds monétaire arabe, à Paris, le 4 septembre 2018.

Photo : OCDE/Andrew Wheeler





# Cabinet du Secrétaire général





### GABRIELA RAMOS

Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE



[gabriela.ramos@oecd.org](mailto:gabriela.ramos@oecd.org)



[www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral](http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral)



[@gabramosp](https://twitter.com/gabramosp)

« Le Cabinet du Secrétaire général appuie l'Agenda stratégique de l'OCDE dans l'exercice de son rôle de direction, d'orientation et de coordination à tous les niveaux. Il garantit que l'Organisation s'acquitte au mieux de sa mission, et veille à ce qu'elle fournisse « des politiques meilleures pour une vie meilleure » pour les pays membres et les économies partenaires. Le Cabinet supervise la mise en œuvre de l'Agenda « 21 pour 21 », s'assure que l'OCDE reste à l'avant-garde des enjeux de politique publique, soutient les pays dans la mise en œuvre de leurs programmes de réformes, aide à garantir des règles du jeu équitables, et contribue à l'élaboration de programmes de croissance centrés sur l'humain. »

## Cabinet du Secrétaire général

Sous la conduite de la Directrice de Cabinet Gabriela Ramos et du Directeur de Cabinet adjoint Juan Yermo, **le Cabinet du Secrétaire général (OSG)** soutient la vision stratégique du Secrétaire général pour la transformation de l'OCDE, notamment ses Orientations stratégiques ainsi que son Agenda « 21 pour 21 ». Avec les Secrétaires généraux adjoints, OSG coordonne les travaux de toute l'Organisation afin d'en garantir la cohérence et l'impact. Il maintient l'OCDE à la pointe de la réflexion politique, en particulier à travers les initiatives relatives aux Nouvelles approches face aux défis économiques et à la croissance inclusive, et par ses contributions aux G20 et G7 avec l'appui du Bureau du Sherpa.

OSG prépare et coordonne toutes les activités quotidiennes du Secrétaire général et contribue à la mise en œuvre de ses décisions. Il veille aussi à prodiguer des conseils stratégiques ciblés et d'actualité aux pays membres et partenaires sur leurs programmes nationaux de réforme, par sa série Politiques meilleures, ses examens par pays, les publications phares et le Programme de l'OCDE pour les dirigeants. OSG contribue à la coordination des activités des hauts responsables, notamment du suivi par les Secrétaires généraux adjoints de certains domaines d'action. Il fait en sorte que l'OCDE soit représentée au plus haut niveau dans les réunions internationales. Il est également chargé de la coordination de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) et du Groupe de stratégie globale (GSG).

Chargé de veiller à ce que l'OCDE se maintienne à la pointe sur le plan de la gestion et du fonctionnement, OSG assure la supervision des services institutionnels (EXD), de la communication extérieure et de la participation du public (PAC), du Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif (CES), de l'Audit interne (IA), du Secrétariat des relations mondiales (GRS) et de la Direction des affaires juridiques (LEG). OSG dirige les travaux du Secrétariat avec les comités permanents, afin d'appuyer le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil et les interactions régulières avec les ambassadeurs auprès de l'OCDE. Il coordonne aussi les contributions volontaires reçues par l'Organisation, ainsi que les initiatives soutenues par ses membres, comme l'initiative « Global Deal » et le Réseau pour des économies ouvertes et des sociétés inclusives.

Le Cabinet comprend l'Unité de gestion et de communication, l'Unité de prospective stratégique, l'Unité de veille stratégique et de rédaction de discours, l'Unité des représentants de l'OCDE auprès des Nations Unies, et la Table ronde sur le développement durable. Une équipe de conseillers contribue à la préparation des activités quotidiennes et des missions des hauts responsables, ainsi qu'à la coordination des différents axes de travail. Enfin, le Cabinet produit la série Politiques meilleures et héberge la fonction Protocole. ■

## Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)



[www.oecd.org/fr/naec](http://www.oecd.org/fr/naec)

Sous la supervision de Gabriela Ramos, l'initiative des **Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)** catalyse les efforts déployés dans l'ensemble de l'Organisation et au-delà en vue d'actualiser et d'affiner nos grilles d'analyse, nos approches et nos conseils. Le Groupe NAEC, composé de présidents de comité, d'ambassadeurs et de directeurs, supervise et examine les activités liées à cette initiative. En 2018, l'initiative NAEC a travaillé avec plusieurs comités de l'OCDE et accueilli d'éminentes personnalités tels que le lauréat du Prix Nobel Angus Deaton, Dani Rodrik, Mariana Mazzucato, Andy Haldane, Erik Brynjolfsson ou Olivier Blanchard.

L'initiative NAEC a marqué le dixième anniversaire du début de la crise financière mondiale en organisant, conjointement avec Partners for a New Economy, une conférence à haut niveau sur les leçons à en tirer. L'initiative a également lancé, avec l'Institut international pour l'analyse appliquée des systèmes (IIASA), un Groupe de travail sur la pensée systémique, l'anticipation et la résilience afin d'appliquer la science de la complexité à la compréhension de l'économie et de ses interactions avec d'autres systèmes comme l'environnement et la société. L'initiative NAEC concourt également au renforcement des approches intergouvernementales de la résilience, en collaboration avec le *United States Army Corps of Engineers* et le Centre commun de recherche de la Commission européenne. Sous la houlette de la Directrice de cabinet, de la Cheffe économiste et de la Statisticienne en chef de l'OCDE, le Laboratoire d'innovation NAEC favorise l'expérimentation de nouveaux outils et techniques d'analyse.

L'initiative NAEC a chargé un Conseil consultatif auprès du Secrétaire général d'élaborer un nouveau discours sur la croissance. Ce conseil interroge le sens et la finalité de la croissance, et détermine quelles sont les thématiques qui devraient retenir l'attention de l'OCDE. ■

## Croissance inclusive



[www.oecd.org/inclusive-growth](http://www.oecd.org/inclusive-growth)

Pendant plus d'une décennie, l'OCDE a étudié l'aggravation des inégalités de revenu et de l'inégalité des chances dans les pays membres et partenaires de l'OCDE. L'initiative relative à la croissance inclusive a été lancée en 2012 afin d'élaborer des stratégies concrètes face à ce défi. Sous la supervision de Gabriela Ramos, cette initiative a permis la mise en place d'un cadre d'action et l'élaboration d'un modèle à même d'expliquer en quoi les inégalités nuisent à la croissance, en rassemblant l'ensemble des travaux menés au sein des différentes composantes de l'OCDE. En 2012-14, l'OCDE avait mis en garde contre le découplage entre croissance et bien-être. Elle s'est intéressée à l'aggravation des inégalités et a formalisé la notion de niveau de vie multidimensionnel au sein d'un cadre d'indicateurs détaillé.

En 2014-16, les travaux sur la croissance inclusive ont été étendus aux régions infranationales et métropolitaines, ainsi qu'aux problématiques sectorielles. Les analyses des interactions entre productivité et inclusivité ont été poussées plus avant, et ont donné lieu à la publication de rapports de premier plan tels que *All on Board: Making Inclusive Growth Happen* et *L'articulation entre productivité et inclusivité*. S'en est suivie la création d'un Groupe des Amis de la croissance inclusive et de la plateforme des Maires champions.

En 2016-18, l'analyse de l'articulation entre productivité et inclusivité a été élargie de façon à prendre en compte la transformation numérique et l'interdépendance croissante de nos économies. En 2018, l'OCDE a lancé le Cadre d'action pour les politiques de croissance inclusive, étayé par un tableau de bord de 24 indicateurs. Ce cadre donne aux pouvoirs publics des orientations quant à la façon d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques de nature à entretenir la croissance et à en partager plus équitablement les fruits. Il s'articule autour de trois points d'ancrage : i) stimuler le dynamisme des entreprises et promouvoir l'inclusivité du marché du travail ; ii) investir dans les personnes et territoires laissés de côté, et offrir des chances égales à tous ; et iii) bâtir des administrations efficaces et réactives.

L'OCDE applique désormais ce Cadre d'action aux examens par pays de la croissance inclusive afin d'aider les pays à diagnostiquer et traiter les principaux défis qui se font jour dans ces domaines. La plateforme B4IG (Business for inclusive growth) vient compléter ce Cadre en aidant les entreprises à négocier la transition vers l'économie numérique dans une optique de durabilité et de justice sociale. Elle a permis d'apporter des éclairages utiles lors du Sommet du G7 de Charlevoix et elle appuie les travaux de la présidence française du G7.

Le projet vise désormais à proposer des solutions pratiques pour améliorer le bilan de la croissance inclusive à long terme. Cela nécessite de prêter une attention particulière à l'inégalité des chances offertes aux enfants et aux jeunes tout en prenant en considération des mégatendances comme le changement climatique ou l'exposition des personnes aux risques environnementaux. Le projet soutient également le « *Global Deal* », en mettant tout particulièrement l'accent sur un dialogue social de qualité et les moyens à mettre en œuvre pour rendre le marché du travail plus inclusif. ■

# Bureau du Sherpa et Unité de la gouvernance mondiale

 [sgeshpa@oecd.org](mailto:sgeshpa@oecd.org)

 [www.oecd.org/g20](http://www.oecd.org/g20)

## Nicolas Pinaud, Chef d'unité

Sous la supervision de Gabriela Ramos, le Bureau du Sherpa apporte un soutien stratégique à l'action que mène l'OCDE auprès du G20, du G7, de l'APEC et du Partenariat de Deauville, en mettant à profit les analyses, normes et recommandations fondées sur des données probantes élaborées par l'Organisation.

Dans le contexte d'une gouvernance mondiale dont la dynamique est actuellement complexe, l'OCDE a apporté son soutien à la présidence argentine et aux membres du G20 dans les efforts déployés pour atteindre d'importants résultats, et prête actuellement son concours à la présidence japonaise du G20. Pour faire face aux risques, mais également pour saisir les opportunités liées à la transformation numérique, l'OCDE a rendu publiques ses analyses sur l'avenir du travail, contribuant à la mise en forme de politiques entérinées par les dirigeants des pays du G20, en axant plus particulièrement la réflexion sur les compétences et la protection sociale de demain. La première Réunion des ministres de l'éducation des pays du G20 a mis en avant les importants travaux que mène l'OCDE sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants, les compétences utiles pour l'avenir et les évaluations internationales.

Pour réduire les capacités sidérurgiques excédentaires et promouvoir l'harmonisation des règles du jeu à l'échelle internationale, l'OCDE a fait office de médiateur au sein du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques. Elle a favorisé un accord entre les membres de façon à poursuivre les travaux relatifs à la mise en œuvre des engagements souscrits aux sommets de Hambourg et de Hangzhou, ainsi que des recommandations ministérielles issues des réunions de Berlin et Paris. En matière de lutte contre la corruption, les dirigeants des pays du G20 ont appelé l'ensemble des membres à avancer sur la voie de l'adhésion à la Convention anti-corruption de l'OCDE. En faisant progresser l'agenda relatif à la fiscalité, l'OCDE contribue à l'élaboration de solutions face aux défis que soulève la transformation numérique, dans l'optique de parvenir à une solution fondée sur un consensus d'ici 2020.

Dans le but d'instaurer une économie inclusive et durable, la présidence du G20 a poursuivi son action de longue haleine consacrée à l'impact des réformes structurelles sur la croissance. Dans le prolongement de la *Feuille de route du G20 pour le numérique*, *Bridging the Digital Gender Divide* s'affirme comme l'un des principaux résultats concrets de la Présidence. La publication *Financing Climate Futures: Rethinking Infrastructure* examine le rôle que les acteurs publics et privés peuvent jouer pour favoriser la transition vers une économie bas carbone et un développement résilient. En matière de sécurité alimentaire, l'OCDE a apporté des contributions sur les chaînes d'approvisionnement responsables en agriculture conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le rapport de synthèse établi avec le Groupe de la Banque mondiale dressait l'état des travaux déjà menés au sein du G20 et d'autres instances pour faire encore progresser la feuille de route intitulée *Roadmap to Infrastructure as an Asset Class*. L'OCDE a également apporté sa contribution à une publication conjointe, le *G20 International Migration and Displacement Trends Report 2018*. Avec le Fonds monétaire international (FMI), l'OCDE a présenté les résultats obtenus au regard de « l'objectif 2-en-5 », qui visait à relever de plus de 2 % le PIB combiné des pays du G20 à l'horizon 2018.

L'OCDE a également apporté son concours à la présidence canadienne du G7 en se faisant le héraut d'une « croissance qui profite à tous » et d'une budgétisation au service de l'égalité femmes-hommes. Elle a soutenu les efforts liés à la transformation numérique en alertant le G7 de la nécessité de faire face aux impacts d'une innovation rapide. L'OCDE s'est associée à des enceintes régionales telles que l'APEC, dans des domaines comme les infrastructures, l'inclusion financière, la fiscalité ou encore le financement et l'assurance des risques de catastrophe. Avec le Partenariat de Deauville conclu par le G7, l'OCDE a continué d'appuyer les réformes structurelles dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Enfin, l'OCDE a apporté sa contribution à d'autres initiatives mondiales, à l'image du Projet collaboratif de Paris sur les budgets verts et du premier Forum de Paris sur la Paix. ■



📍 Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE, prend la parole lors de la Réunion des Sherpas du G20 à Buenos Aires, le 9 octobre 2018.

Photo : G20 Argentine

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Réunions des Sherpas au G20, *décembre 2017 et mai/septembre/novembre 2018*
- Réunions des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale des pays du G20, *mars/avril/juillet 2018*
- Réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale des pays du G7, *31 mai-2 juin 2018*
- Sommet des dirigeants des pays du G7, *8-9 juin 2018*
- Réunion ministérielle du G20 sur les transitions énergétiques, *15 juin 2018*
- Réunion des ministres de l'Agriculture des pays du G20, *28 juillet 2018*
- Réunion des ministres des pays du G20 chargés de l'économie numérique, *23-24 août 2018*
- Réunion conjointe des ministres de l'Éducation et de l'Emploi des pays du G20, *6 septembre 2018*
- Réunion ministérielle du G20 sur le commerce et l'investissement, *14 septembre 2018*
- Deuxième réunion ministérielle du Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques, *20 septembre 2018*
- Réunion des ministres des Finances de l'APEC, *17 octobre 2018*
- Sommets des Groupes d'engagement du G20 (W20, *octobre 2018* ; B20, *octobre 2018* ; T20, *septembre 2018* ; C20, *août 2018* ; Y20, *août 2018*)
- Sommet des dirigeants des pays du G20, *30 novembre-1 décembre 2018*

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *OECD Secretary-General Report to G20 Leaders*
- *Stocktake of Tools and Instruments Related to Infrastructure as an Asset Class Progress Report* (avec le G20 et le GBM)
- *OECD Note on the Future of Skills for the G20 Education Working Group*
- *Bridging the Digital Gender Divide: Include, Upskill, Innovate*
- *Food Security and Nutrition: Challenges for Agriculture and the Hidden Potential of Soil – A Report to the G20 Agriculture Deputies* (avec la FAO)
- *Financing Climate Futures: Rethinking Infrastructure* (avec ONU Environnement et le GBM)
- *G20 International Migration and Displacement Trends Report 2018* (avec l'OIT, l'OIM et le HCR)

# Prospective stratégique

**Duncan Cass-Beggs**, Conseiller en prospective stratégique



[Duncan.cass-beggs@oecd.org](mailto:Duncan.cass-beggs@oecd.org)



<https://youtu.be/ej80SmMMhz0>

L'Unité de prospective stratégique de l'OCDE aide les gouvernements, les directions de l'OCDE et l'Organisation dans son ensemble à renforcer leurs capacités à anticiper sur des avenir incertains et complexes, et à s'y préparer. Cette démarche suppose de collaborer étroitement avec le personnel de l'OCDE, les fonctionnaires des administrations nationales et les plus grands spécialistes mondiaux de la prospective : il s'agit d'étudier les ruptures qui pourraient se produire dans l'avenir et leurs implications sur les décisions de politique publique d'aujourd'hui. L'objectif est de mettre à l'épreuve les hypothèses dominantes et de favoriser un dialogue constant afin de définir les politiques les plus propices à l'adaptation dans un monde incertain et en rapide évolution.

La première série d'activités centrales est axée sur le renforcement des capacités d'anticipation et du socle de données prospectives au sein de l'OCDE. L'objectif principal est de faire en sorte que les évolutions nouvelles et les incertitudes essentielles quant à l'avenir soient mieux prises en compte dans les analyses et les conseils que prodigue l'OCDE. Il faut pour cela travailler avec les directions de l'OCDE pour concevoir et mettre en place des ateliers à l'intention du personnel ou des comités, et proposer à toutes les directions des dispositifs de formation et de soutien sur l'utilisation de la prospective à l'appui du renforcement de l'élaboration des politiques dans des domaines clés. L'Unité de prospective travaille également avec les directions sur des projets de plus long terme, notamment autour de thématiques transversales assorties d'incertitudes sur le temps long qui revêtent une grande importance pour les pouvoirs publics.

Deuxièmement, l'Unité renforce les capacités prospectives des administrations nationales, en coordonnant l'action de la Communauté de prospective publique, qui réunit plus d'une centaine de spécialistes de la prospective issus de l'administration ou d'organisations internationales du monde entier. Il est prévu dans ce cadre d'organiser un atelier thématique au printemps et une réunion annuelle à

l'automne, et de participer aux travaux d'autres instances internationales œuvrant dans le domaine de l'anticipation stratégique. L'Unité aide les administrations nationales à adopter de bonnes pratiques de gouvernance anticipative et à renforcer les capacités de prospective de leur secteur public. Elle les aide aussi à concevoir et mettre en œuvre des processus d'anticipation stratégique personnalisés afin de répondre aux grandes priorités nationales (par exemple, élaborer des stratégies adaptées à l'avenir pour atteindre les Objectifs de développement durable ou se préparer aux évolutions qui pourront résulter de la transformation numérique). L'Unité de prospective collabore aussi étroitement avec les ambassadeurs et les délégations des pays auprès de l'OCDE en vue de renforcer la prospective au sein des administrations nationales et à l'OCDE.

Enfin, l'Unité aide à faire en sorte que les contenus et les processus d'anticipation influencent et éclairent le dialogue mondial à haut niveau sur des thématiques clés. À cette fin, elle prépare des documents à l'appui de la Réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres et de celle du Groupe de stratégie globale. Et elle élabore et met en place des ateliers de prospective afin de favoriser les discussions au niveau des hauts fonctionnaires, à la demande du Secrétaire général de l'OCDE ou de la Directrice de Cabinet. ■



OCDE  
FORUM  
2018



WHAT BRINGS US  
**TOGETHER**



Create  
Better

What is good  
must be  
maintained up-to-date



# Directions





#### LAURENCE BOONE

Cheffe économiste ; Cheffe de département ; Représentante de l'OCDE au G20 pour les affaires financières



[eco.contact@oecd.org](mailto:eco.contact@oecd.org)



[www.oecd.org/fr/eco](http://www.oecd.org/fr/eco)



[@OECDeconomy](https://twitter.com/OECDeconomy) ; [@LauBooneEco](https://twitter.com/LauBooneEco)

« Le Département des affaires économiques est à l'avant-garde de l'analyse intégrée des défis auxquels sont confrontés les pays. À partir d'éléments factuels, il formule des recommandations sur des politiques et des réformes macroéconomiques bénéfiques pour tous, fondées sur une expérience collégiale. Dans un contexte actuellement difficile, où l'expansion mondiale se voit menacée par des risques tels que les tensions commerciales, le durcissement des conditions monétaires dans certains pays, les risques politiques et la fragilisation d'un système international bâti sur des règles, le Département des affaires économiques est idéalement placé pour assurer un accompagnement pertinent et utile aux responsables de l'action publique. »

## Département des affaires économiques

Le **Département des affaires économiques (ECO)** assure une veille et mène des travaux de recherche, à l'échelle internationale et nationale, sur les politiques macroéconomiques et structurelles à l'intention des pays membres de l'OCDE ainsi que des pays en voie d'adhésion, des partenaires clés de l'Organisation et d'autres pays non membres qui sont d'une importance stratégique.

ECO concentre ses analyses et ses recommandations, fondées sur des éléments factuels, sur l'instauration d'une croissance plus solide, plus inclusive et plus durable au moyen de politiques publiques efficaces. Aujourd'hui, les analyses du Département portent notamment sur les politiques publiques qui influent sur la situation du marché du travail et des marchés de produits, la réforme de la réglementation, la croissance économique, les inégalités, la croissance à long terme ainsi que le vieillissement des populations.

Au cours de l'année écoulée, ECO a publié 21 études économiques par pays, ainsi que sa première étude économique multidimensionnelle sur la Thaïlande. Les publications phares d'ECO, à savoir les *Perspectives économiques* et *Objectif croissance*, continuent de jouer un rôle de premier plan pour éclairer les discussions sur les politiques publiques partout dans le monde. Le Département des affaires économiques a également publié 3 *Études de politique économique* et 79 documents de travail en 2018.

Le Département participe au Groupe de travail du G20 sur les politiques macroéconomiques et structurelles, et notamment au suivi de la mise en œuvre des réformes structurelles du G20. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Économie : [www.oecd.org/fr/economie](http://www.oecd.org/fr/economie)
- Perspectives économiques : [www.oecd.org/fr/eco/perspectives/perspectives-economiques-analyses-et-projections](http://www.oecd.org/fr/eco/perspectives/perspectives-economiques-analyses-et-projections)
- Études économiques par pays : [www.oecd.org/fr/eco/etudes](http://www.oecd.org/fr/eco/etudes)
- Analyses comparatives et recommandations en matière de politiques structurelles : [www.oecd.org/fr/eco/objectif-croissance.htm](http://www.oecd.org/fr/eco/objectif-croissance.htm)
- Productivité et croissance à long terme : [www.oecd.org/fr/eco/croissance](http://www.oecd.org/fr/eco/croissance)
- Finances publiques et politique budgétaire : [www.oecd.org/fr/eco/finances-publiques](http://www.oecd.org/fr/eco/finances-publiques)
- Marché du travail, capital humain et inégalités : [www.oecd.org/fr/eco/travail](http://www.oecd.org/fr/eco/travail)
- Politiques économiques pour la croissance verte : [www.oecd.org/fr/eco/ecoverte](http://www.oecd.org/fr/eco/ecoverte)
- Questions monétaires et financières : [www.oecd.org/fr/eco/monetaire](http://www.oecd.org/fr/eco/monetaire)
- Études de politique économique et Documents de travail du Département des affaires économiques : [www.oecd.org/fr/economie/policy-papers.htm](http://www.oecd.org/fr/economie/policy-papers.htm) ; [www.oecd.org/fr/economie/documentsdetravaildudepartementdesaffaireseconomiques.htm](http://www.oecd.org/fr/economie/documentsdetravaildudepartementdesaffaireseconomiques.htm)

## ■ MANIFESTATIONS ET CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog *Ecoscope de l'OCDE*
- Comparez votre pays : Perspectives économiques de l'OCDE
- *Perspectives économiques de l'OCDE*, lancement à Paris les 30 mai et 21 novembre 2018 ; *Perspectives économiques intermédiaires*, lancement les 20 septembre 2018 et 7 mars 2019
- *Études économiques de l'OCDE* (sur des pays membres et certaines économies non membres)
- *Réformes économiques 2018 : Objectif croissance – Rapport intermédiaire*, lancement à Buenos Aires, en Argentine, le 19 mars 2018
- « Public finance structure and inclusive growth », lancement au Conseil de Lisbonne, Bruxelles, Belgique, le 17 décembre 2018
- « Tax Policies for Inclusive Growth: Prescription versus practice »
- « The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060 »
- Conférence conjointe BRI, FMI et OCDE : *Weak Productivity – The Role of Financial Factors and Policies*, 10-11 janvier 2018
- Troisième conférence annuelle du Forum mondial de l'OCDE sur la productivité, 28-29 juin 2018



**GREG MEDCRAFT**

Directeur

[daf.contact@oecd.org](mailto:daf.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/daf](http://www.oecd.org/fr/daf)[@OECD\\_BizFin](https://twitter.com/OECD_BizFin) ; [@GregMedcraft](https://twitter.com/GregMedcraft)

« Les dynamiques de marché évoluent rapidement. La transformation numérique modifie la relation entre les entreprises et leurs clients, transfère le pouvoir économique, crée de nouveaux produits et de nouvelles sources de valeur, et donne au public les moyens de suivre et d'influencer le comportement des entreprises. La DAF aide les pouvoirs publics à se doter des données, travaux de recherche et outils d'analyse dont ils ont besoin pour garantir que des marchés équitables et efficaces demeurent le socle d'une croissance équilibrée et d'une vie meilleure. »

## Direction des affaires financières et des entreprises

La **Direction des affaires financières et des entreprises (DAF)** aide les responsables de l'action publique à promouvoir des marchés équitables et efficaces à travers l'élaboration de normes, le renforcement des capacités et divers forums de coopération. La DAF s'intéresse aux politiques et aux règles de portée internationale qui façonnent les marchés et la conduite des entreprises. Ses travaux couvrent la lutte contre la corruption, la gouvernance d'entreprise, la concurrence, l'investissement, les marchés financiers, les assurances, les pensions privées et la conduite responsable des entreprises.

**Élaboration et mise en œuvre de normes** : Pour s'assurer d'avoir des normes adéquates qui aient un impact, il est essentiel de les mettre à jour. En 2019, la Recommandation de l'OCDE visant à renforcer la lutte contre la corruption ainsi que les Codes de la libération des mouvements de capitaux seront réexaminés et révisés, après d'importantes consultations au cours de l'année écoulée. En 2018, le Pérou est devenu le 44<sup>e</sup> pays à adhérer à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, et l'emblématique *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises* a été adopté.

**Renforcement des capacités** : En 2018, la DAF a aidé le Portugal à lever les obstacles à la concurrence pour stimuler le dynamisme économique, et a lancé des projets similaires avec l'Islande, la Tunisie et plusieurs pays de l'ANASE. Sous l'égide de la DAF, les autorités nationales de la concurrence, les Points de contact nationaux pour la conduite responsable des entreprises et les procureurs responsables de la lutte anti-corruption ont organisé plus de 200 ateliers de formation et sessions de renforcement des capacités dans le monde entier.

**Forums de coopération et de dialogue international** : Le Forum inaugural de l'OCDE sur la politique de la « blockchain » (la technologie des chaînes de blocs) a été la première grande conférence internationale consacrée à une évaluation des répercussions de cette technologie sur l'ensemble des activités et priorités des pouvoirs publics, et ces travaux se poursuivront en 2019. D'autres grandes manifestations annuelles, qui offrent aux États une occasion unique d'échanger des informations et de collaborer dans des domaines stratégiques de la DAF, sont énumérées ci-dessous. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Corruption dans les marchés internationaux : [www.oecd.org/fr/corruption/anti-corruption](http://www.oecd.org/fr/corruption/anti-corruption)
- Concurrence : [www.oecd.org/fr/concurrence](http://www.oecd.org/fr/concurrence)
- Gouvernance d'entreprise et responsabilité des entreprises : [www.oecd.org/fr/gouvernementdentreprise](http://www.oecd.org/fr/gouvernementdentreprise)
- Marchés financiers, assurances et pensions privées : [www.oecd.org/fr/finances](http://www.oecd.org/fr/finances)
- Investissement international : [www.oecd.org/fr/investissement](http://www.oecd.org/fr/investissement)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum de l'OCDE sur la politique de la « blockchain », 4-5 septembre 2018
- Forum mondial de l'OCDE sur la concurrence, 29-30 novembre 2018
- Forum de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables dans le secteur de l'habillement et de la chaussure, 14-15 février 2019
- Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption, 20-21 mars 2019
- Forum de l'OCDE sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables, 20-21 avril 2019
- Forum mondial de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises, 12-13 juin 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- OECD Business and Finance Outlook 2018
- OECD Pensions Outlook 2018
- OECD Sovereign Borrowing Outlook 2019
- OECD Corporate Governance Factbook 2017
- Corporate Bond Markets in a Time of Unconventional Monetary Policy
- OECD Competition Assessment Reviews: Mexico, Portugal
- OECD Investment Policy Reviews: Cambodia, Croatia, Egypt, Viet Nam
- Guide OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises
- La résolution des affaires de corruption transnationale au moyen d'accords hors procès



**JORGE MOREIRA DA SILVA**

Directeur

[dac.contact@oecd.org](mailto:dac.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/dac](http://www.oecd.org/fr/dac)

@OECDdev ; @jmoreiradasilva

« Nous sommes aux avant-postes d'une transformation fascinante de la coopération pour le développement. En ciblant explicitement l'impact des investissements et des partenariats de l'Agenda 2030, et non plus uniquement les moyens mis en œuvre, nous accélérons le rythme de nos efforts. La vie des populations des pays en développement s'améliore-t-elle réellement ? Des individus sont-ils laissés de côté ? Des engagements internationaux plus précis en matière de coopération pour le développement permettront de définir concrètement le rôle de celle-ci dans l'édification du monde que nous voulons aujourd'hui, en 2030 et au-delà. »

## Direction de la coopération pour le développement

La **Direction de la coopération pour le développement (DCD)** soutient la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en prônant les réformes nécessaires pour accroître l'impact sur le terrain, en favorisant de nouvelles modalités de coopération, en adaptant les cadres de mesure internationaux et en veillant à ce que les nouvelles approches de financement du développement durable « ne laissent personne de côté ». La DCD assure le secrétariat du Comité d'aide au développement (CAD).

Tout au long de 2018, la DCD a intensifié ses efforts pour améliorer la mobilisation, l'affectation et l'utilisation efficace des ressources à l'appui de l'Agenda 2030. Nous avons mis à jour le Manuel de référence pour les examens par les pairs du CAD afin de le mettre en conformité avec l'Agenda 2030, et ainsi amélioré l'examen des systèmes et politiques de développement des membres. Nous avons étudié le financement sectoriel pour aider les apporteurs de coopération à mieux appréhender les implications du Programme 2030 pour leurs stratégies sectorielles, et avons mené des recherches novatrices sur le « financement de la transition » afin de comprendre l'évolution du financement extérieur à toutes les étapes de développement des pays.

Avec la Semaine du financement privé du développement durable en janvier 2019, la DCD a organisé une manifestation internationale de première importance rassemblant des acteurs des secteurs public et privé pour débattre des approches nouvelles dans l'utilisation du financement privé pour mener à bien l'Agenda 2030. La publication *Social Impact Investment 2019: The Impact Imperative for Sustainable Development* présente de nouvelles orientations sur l'investissement à impact social.

*États de fragilité 2018* propose des approches plus efficaces face à la fragilité, prenant en compte son caractère multidimensionnel. Le *Rapport sur la coopération pour le développement 2018* contribue à préciser ce que signifie concrètement l'engagement de ne laisser personne de côté. Les *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2019* jettent un regard nouveau sur les liens entre le financement et la politique du développement durable, et mettent en évidence les domaines dans lesquels des réformes seraient nécessaires. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Institutions responsables et efficaces : [www.oecd.org/fr/cad/institutions-responsables-efficaces](http://www.oecd.org/fr/cad/institutions-responsables-efficaces)
- Aide pour le commerce : [www.oecd.org/fr/cad/apc](http://www.oecd.org/fr/cad/apc)
- Conflits, fragilité et résilience : [www.oecd.org/fr/cad/conflits-fragilite-resilience](http://www.oecd.org/fr/cad/conflits-fragilite-resilience)
- Les relations mondiales du CAD : [www.oecd.org/fr/cad/relations-mondiales-cad](http://www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad)
- Une coopération pour le développement efficace : [www.oecd.org/fr/cad/efficacite](http://www.oecd.org/fr/cad/efficacite)
- Environnement et développement : [www.oecd.org/fr/cad/environnement-developpement](http://www.oecd.org/fr/cad/environnement-developpement)
- Évaluation des programmes de développement : [www.oecd.org/fr/cad/evaluation](http://www.oecd.org/fr/cad/evaluation)
- Financement pour le développement durable : [www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable](http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable)
- Égalité femmes-hommes et développement : [www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement](http://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement)
- Examens par les pairs des membres du CAD : [www.oecd.org/fr/cad/examens-pairs](http://www.oecd.org/fr/cad/examens-pairs)
- Résultats de la coopération pour le développement : [www.oecd.org/fr/cad/resultats-developpement](http://www.oecd.org/fr/cad/resultats-developpement)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Semaine du financement privé du développement durable, 15-18 janvier 2019
- Réunion du CAD au niveau des hauts fonctionnaires, 22 février 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog Development Matters de l'OCDE
- *Multilateral Development Finance: Towards a New Pact on Multilateralism to Achieve the 2030 Agenda Together*
- *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2019: Time to Face the Challenge*
- *Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne*
- *Sector Financing in the SDG Era*
- *Social Impact Investment 2019: The Impact Imperative for Sustainable Development*
- *États de fragilité 2018*





**KEN ASH**  
Directeur



[tad.contact@oecd.org](mailto:tad.contact@oecd.org)



[www.oecd.org/fr/tad](http://www.oecd.org/fr/tad)



[@OECDtrade](https://twitter.com/OECDtrade) ; [@OECDagriculture](https://twitter.com/OECDagriculture)

« *Le commerce international libre, équitable et ouvert n'est pas encore une réalité, il demeure à parachever. L'OCDE recense les problèmes posés par les lacunes des règles internationales, qu'il s'agisse du soutien public à l'agriculture, à la pêche et à l'industrie, source de distorsions du marché, ou des réglementations qui restreignent les échanges de services. Notre objectif est de fournir des données et des analyses pour aider les pouvoirs publics à garantir des conditions équitables à l'échelle mondiale et à appliquer des politiques nationales qui permettent de mettre les échanges au service du plus grand nombre.* »

## Direction des échanges et de l'agriculture

La **Direction des échanges et de l'agriculture (TAD)** fournit des analyses et des outils actualisés et pertinents afin de soutenir les efforts des gouvernements pour améliorer leurs politiques commerciales, agricoles et halieutiques, aux niveaux national et international. Elle sert aussi de Secrétariat aux accords intergouvernementaux sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

L'OCDE s'attache à définir tout l'éventail des mesures nationales et internationales qui peuvent contribuer à mettre les échanges au service de tous, en renforçant les bienfaits qu'ils apportent et en contribuant à ce que les règles du jeu soient les mêmes pour tous. Elle a élargi les travaux consacrés de longue date à la mesure du soutien public à l'agriculture, à la pêche et aux combustibles fossiles, créateur de distorsions du marché, par des publications récentes sur la chaîne de valeur de l'aluminium, et continuera d'étudier ces secteurs et d'autres encore. Nous abordons également de nouveaux enjeux qui modifient le paysage des politiques commerciales par nos travaux sur l'ouverture des marchés à l'ère numérique, notamment en matière de services et de flux de données transfrontières.

En outre, nous fournissons des outils pour aider les gouvernements à faciliter les échanges. La rationalisation des procédures aux frontières et le retrait des restrictions réglementaires aux échanges de services peuvent sensiblement réduire les coûts inutiles qui pèsent sur les exportateurs et les importateurs. Les Indicateurs de facilitation des échanges et l'Indice de restrictivité des échanges de services de l'OCDE permettent aux pouvoirs publics d'évaluer et de comparer leurs performances et de hiérarchiser les réformes.

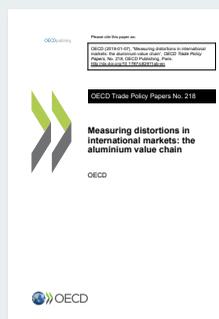
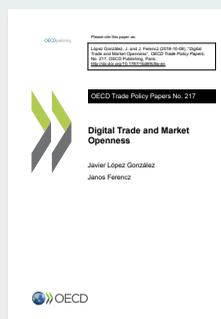
L'OCDE aide aussi les pouvoirs publics à améliorer leurs politiques alimentaires, agricoles et halieutiques, par les analyses et les conseils contenus dans le rapport annuel *Politiques agricoles : suivi et évaluation*, les *Perspectives agricoles de l'OCDE* et de la FAO et les estimations des subventions au secteur de la pêche qui peuvent contribuer à la surpêche. *L'Inventaire OCDE des mesures de soutien pour les combustibles fossiles* permet d'appuyer les initiatives nationales et internationales de réforme des subventions aux combustibles fossiles. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Politiques agricoles et soutien à l'agriculture : [www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/suivi-et-evaluation-des-politiques-agricoles](http://www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/suivi-et-evaluation-des-politiques-agricoles)
- Productivité et innovation dans le secteur agricole : [www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/productivite-et-innovation-agricole](http://www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/productivite-et-innovation-agricole)
- Échanges agricoles : [www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/echanges-agricoles](http://www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/echanges-agricoles)
- Bénéfices de la libéralisation des échanges : [www.oecd.org/fr/echanges/comprendre-le-systeme-commercial-global/pourquoi-faut-il-des-marches-ouverts](http://www.oecd.org/fr/echanges/comprendre-le-systeme-commercial-global/pourquoi-faut-il-des-marches-ouverts)
- Commerce numérique : [www.oecd.org/fr/echanges/sujets/commerce-numerique](http://www.oecd.org/fr/echanges/sujets/commerce-numerique)
- Crédits à l'exportation : [www.oecd.org/fr/echanges/sujets/credits-exportation](http://www.oecd.org/fr/echanges/sujets/credits-exportation)
- Pêche et aquaculture : [www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/peche-et-aquaculture](http://www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/peche-et-aquaculture)
- Chaînes de valeur mondiales et commerce : [www.oecd.org/fr/echanges/sujets/chaines-de-valeur-mondiales-et-commerce](http://www.oecd.org/fr/echanges/sujets/chaines-de-valeur-mondiales-et-commerce)
- Échanges de services : [www.oecd.org/fr/echanges/sujets/echanges-de-services](http://www.oecd.org/fr/echanges/sujets/echanges-de-services)
- Facilitation des échanges : [www.oecd.org/fr/echanges/sujets/facilitation-des-echanges](http://www.oecd.org/fr/echanges/sujets/facilitation-des-echanges)

## ■ MANIFESTATIONS ET CONTENUS PRINCIPAUX

- *Trade facilitation explained in 90 seconds* (vidéo)
- Comparez votre pays : Agriculture et échanges
- *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027*
- *Politiques agricoles : suivi et évaluation 2018*
- « Measuring distortions in international markets: The aluminium value chain »
- « Digital trade and market openness »
- « Trade and cross-border data flows »
- *OECD Services Trade Restrictiveness Index: Policy Trends up to 2019*
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges : Les échanges à l'ère numérique, 22 octobre 2018
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture : Systèmes alimentaires mondiaux, 14 mai 2019





### ANDREAS SCHLEICHER

Directeur et Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la politique de l'éducation



[edu.contact@oecd.org](mailto:edu.contact@oecd.org)



[www.oecd.org/fr/education](http://www.oecd.org/fr/education)



[@OECDeduSkills](https://twitter.com/OECDeduSkills) ; [@SchleicherOECD](https://twitter.com/SchleicherOECD)

*« L'école doit aujourd'hui préparer les élèves à faire face à des changements plus rapides que jamais, à occuper des emplois qui n'existent pas encore, à relever des défis de société que nous ne pouvons encore imaginer, et à utiliser des technologies qui n'ont pas encore été inventées. Nous devons préparer les élèves à embrasser leur avenir, pas notre passé. »*

## Direction de l'éducation et des compétences

La **Direction de l'éducation et des compétences (EDU)** a trois objectifs principaux : aider l'OCDE et les économies partenaires à planifier et à gérer leurs systèmes éducatifs afin que leurs citoyens puissent développer les connaissances, les compétences, les attitudes et les valeurs dont ils ont besoin tout au long de la vie ; s'assurer que les apprenants comprennent leurs propres besoins d'apprentissage et disposent des possibilités et des moyens de choisir des trajectoires propices à leur épanouissement ; et veiller à ce que les éducateurs possèdent les connaissances et les compétences nécessaires pour améliorer leurs pratiques et avoir un impact positif sur l'apprentissage.

Ces objectifs se retrouvent dans le champ des travaux menés par la Direction en 2018, depuis les examens sur la manière dont les pays peuvent optimiser l'utilisation de leurs ressources éducatives jusqu'aux études internationales des pratiques des enseignants et des politiques les concernant. L'équité dans l'éducation a été un thème clé tout au long de l'année, avec des rapports sur les élèves défavorisés et issus de l'immigration, et la communication des premiers résultats du projet PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) *for Development*. Les études sur la qualité de l'éducation se sont étendues de l'apprentissage précoce à l'enseignement supérieur.

En 2019, la Direction publiera les derniers résultats de son Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS), et entamera un dialogue sur l'éducation pour demain en présentant la « Boussole pour l'apprentissage », un outil conçu dans le cadre du projet Éducation 2030 pour aider les élèves à aller vers le bien-être et « l'avenir que nous voulons ». Le recueil annuel de statistiques sur l'éducation, *Regards sur l'éducation*, accordera une attention spéciale à l'enseignement supérieur. Les résultats du PISA 2018 et du troisième cycle du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) seront également publiés en 2019. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

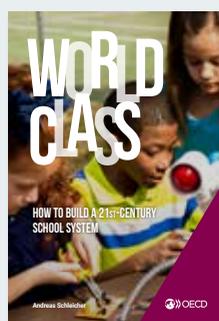
- Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) : [www.oecd.org/pisa-fr](http://www.oecd.org/pisa-fr)
- Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) : [www.oecd.org/fr/education/educeri](http://www.oecd.org/fr/education/educeri)
- Plateforme GPS pour l'éducation (site interactif de visualisation de données) : <http://gpseducation.oecd.org>
- Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE : [www.oecd.org/fr/education/regards-sur-education](http://www.oecd.org/fr/education/regards-sur-education)
- Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) : [www.oecd.org/fr/competences/piaac](http://www.oecd.org/fr/competences/piaac)
- Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS) : [www.oecd.org/education/talis](http://www.oecd.org/education/talis)
- Éducation 2030 : [www.oecd.org/education/2030](http://www.oecd.org/education/2030)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Sommet international sur la profession enseignante, 15 mars 2019
- Lancement international des résultats de l'Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage 2018, 19 juin 2019
- Lancement international de *Regards sur l'éducation 2019* : *Les indicateurs de l'OCDE*, 10 septembre 2019
- Lancement international des résultats de PISA 2018 (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), 3 décembre 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog *Education and Skills Today*
- Podcasts *TopClass* de l'OCDE sur l'éducation et les compétences
- Comparez votre pays : *Regards sur l'éducation 2018*
- *Regards sur l'éducation 2018* : *Les indicateurs de l'OCDE*
- *Equity in Education: Breaking Down Barriers to Social Mobility*
- *PISA for Development: Results in Focus*
- *La résilience des élèves issus de l'immigration : Les facteurs qui déterminent le bien-être*
- *World Class: How to Build a 21st-Century School System*
- *Effective Teacher Policies: Insights from PISA*




**STEFANO SCARPETTA**

Directeur


[els.contact@oecd.org](mailto:els.contact@oecd.org)

[www.oecd.org/fr/els](http://www.oecd.org/fr/els)

[@OECD\\_Social ; @stescarpetta](https://twitter.com/OECD_Social)

« Il est incontestable que nos économies subissent des mutations rapides et profondes provoquées par le numérique, la mondialisation et l'évolution démographique. Ces transformations peuvent être gérées pour profiter à tous et pas uniquement à quelques-uns. L'avenir est entre nos mains, et l'OCDE aide les décideurs et les parties prenantes à prendre les mesures nécessaires pour bâtir un avenir inclusif et centré sur l'humain. »

## Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales

La **Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELS)** conduit les travaux de l'OCDE consacrés à l'emploi, aux politiques sociales, aux migrations internationales et à la santé. Elle supervise des projets portant sur des domaines interdépendants, afin d'aider les pays à promouvoir des emplois de qualité, en adéquation avec les compétences. Elle cherche à améliorer le bien-être social, les migrations et les résultats en matière de santé dans un contexte de mutation rapide des économies et des sociétés, liée à la transformation numérique, à la mondialisation et aux changements démographiques.

Nos travaux consacrés à la politique du marché du travail ont plus particulièrement porté sur l'avenir du travail et ses implications pour les compétences, la réglementation de l'emploi, le dialogue social et la protection sociale, avec les *Perspectives de l'emploi 2019* et le rapport *Getting Skills Right: Future-Ready Adult Learning Systems*. Nous avons approfondi l'analyse des inégalités avec deux rapports dédiés à la mobilité sociale et à la classe moyenne, qui ont eu un grand retentissement.

Nous avons commencé à exécuter la mission qui nous a été confiée à la Réunion ministérielle sur les politiques sociales de 2018, avec l'enquête *Des risques qui comptent*, un appel à l'innovation visant à recenser les meilleures pratiques en matière de participation des parties prenantes, et la conférence à venir sur « Les données sociales pour demain ». Nous avons publié des travaux innovants sur le bien-être des enfants, les retraites, ainsi que le *Panorama de la société 2019*, qui met l'accent sur les politiques de promotion de la diversité et de l'inclusivité dans nos sociétés.

Dans le domaine de la santé, nous avons étudié des questions cruciales comme la démence, l'accès aux médicaments innovants et la résistance aux antimicrobiens avec le rapport *Stemming the Superbug Tide: Just a Few Dollars More*.

Nous avons poursuivi nos recherches sur les migrations et l'intégration des immigrés. Le projet horizontal de l'OCDE dédié à l'intégration efficace des migrants vulnérables s'est achevé sur une conférence et la présentation du rapport *Ready to Help*. En 2018, nous avons publié les nouvelles éditions des *Perspectives des migrations internationales* et de *Trouver ses marques*, le recueil le plus complet des résultats et des meilleures pratiques en matière d'intégration. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Politiques et données sur l'emploi : [www.oecd.org/fr/els/emp](http://www.oecd.org/fr/els/emp) ; [www.oecdskillsforjobsdatabase.org](http://www.oecdskillsforjobsdatabase.org)
- Politiques et données sur la santé : [www.oecd.org/fr/els/systemes-sante](http://www.oecd.org/fr/els/systemes-sante)
- Politiques et données sur les migrations internationales : [www.oecd.org/fr/els/mig](http://www.oecd.org/fr/els/mig)
- Politiques et données sociales : [www.oecd.org/fr/els/soc](http://www.oecd.org/fr/els/soc)

## ■ MANIFESTATIONS ET CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog OECD *Skills and Work*
- *Des emplois de qualité pour tous dans un monde du travail en mutation : la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, rapport lancé à Berlin, à l'occasion du Forum à haut niveau sur la nouvelle Stratégie de l'OCDE pour l'emploi
- *OECD Employment Outlook 2019: The Future of Work*, lancé à Berlin, au Ministère du Travail et des Affaires sociales, et *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2018*
- *Perspectives des migrations internationales 2018*
- *Pharmaceutical Innovation and Access to Medicines*
- *Trouver ses marques 2018 : Les indicateurs de l'intégration des immigrés*
- *Ready to Help? Improving Resilience of Integration Systems for Refugees and other Vulnerable Migrants*
- *Stemming the Superbug Tide : Just a Few Dollars More*
- *Panorama de la société 2019 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*
- *Sous pression : La classe moyenne en perte de vitesse*
- *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*
- *Care Needed: Improving the Lives of People with Dementia*
- *Getting Skills Right: Future-Ready Adult Learning Systems*
- *Sommet mondial sur la santé mentale, 9-10 octobre 2018*
- *Atelier de l'OCDE sur l'amélioration du bien-être des enfants, 16 janvier 2019*
- *Dialogue sur les mesures à prendre pour assurer une meilleure intégration des réfugiés et des autres migrants vulnérables, janvier 2019*



**LAMIA KAMAL-CHAOUI**

Directrice

[cfe.contact@oecd.org](mailto:cfe.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/cfe](http://www.oecd.org/fr/cfe)[@OECD\\_local](https://twitter.com/OECD_local); [@LamiaKC\\_CFE](https://twitter.com/LamiaKC_CFE)

« Dans l'économie mondiale actuelle, tous les individus, entreprises et territoires ne sont pas sur un pied d'égalité. Et des mégatendances comme la transformation numérique, les nouvelles formes de travail, le vieillissement, les migrations et les impératifs environnementaux pourraient accentuer ces clivages. Le CFE s'attache à ce que tous les citoyens et toutes les entreprises, grandes ou petites, puissent contribuer à la croissance inclusive et en tirer parti, qu'ils se trouvent dans une capitale ou dans une zone rurale reculée. »

## Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

Le **Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE)** fournit des statistiques comparatives et des analyses, et assure un renforcement des capacités. Il aide les acteurs locaux et nationaux à travailler ensemble pour libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises (PME), favoriser des régions et des villes inclusives et durables, stimuler la création d'emplois locaux et promouvoir de bonnes politiques du tourisme.

Comme l'a souligné la Réunion ministérielle de 2019 sur les politiques de développement régional, nous devons préparer les régions, les villes et les zones rurales aux mégatendances. Le CFE a dévoilé de nouvelles données sur les disparités régionales, la décentralisation et les finances infranationales dans les *Perspectives régionales 2019*, le *Panorama des régions et des villes 2018* et le manuel *Making Decentralisation Work*. Lors de la quatrième réunion des Maires champions pour la croissance inclusive, ceux-ci se sont engagés à lutter contre les inégalités grâce à l'innovation sociale, administrative et technologique.

Après la Réunion ministérielle de 2018 sur les PME, le CFE continue de rassembler des éléments probants dans ce domaine avec son Tableau de bord 2019 sur *Le financement des PME et des entrepreneurs 2019*. Il a aussi conçu de nouvelles *Perspectives sur les PME et l'entrepreneuriat* et lancé des initiatives liées au numérique et à l'entrepreneuriat féminin. Il a également commencé à travailler à une Stratégie de l'OCDE pour les PME.

La dimension locale de l'avenir du travail a été au centre de l'édition 2018 de *Création d'emplois et développement économique local* et du 14<sup>e</sup> Forum des spécialistes du développement local, des entrepreneurs et des innovateurs sociaux, qui a évoqué des pratiques novatrices pour préparer les travailleurs à l'avenir.

La première Conférence de l'OCDE sur la culture et le développement local a exploré les manières d'exploiter la puissance des industries créatives au service de la croissance économique et du bien-être. Le 15<sup>e</sup> Forum mondial sur les statistiques du tourisme a abordé des thèmes aussi divers que les données massives et les Objectifs de développement durable. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

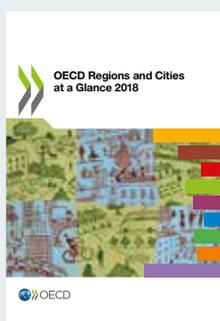
- PME et entrepreneuriat : [www.oecd.org/fr/cfe/pme](http://www.oecd.org/fr/cfe/pme)
- Développement économique et création d'emplois au niveau local : [www.oecd.org/fr/cfe/leed](http://www.oecd.org/fr/cfe/leed)
- Développement régional : [www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale](http://www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale)
- Développement urbain et villes inclusives et durables : [www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/developpementurbain.htm](http://www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/developpementurbain.htm)
- Développement rural : [www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/rural.htm](http://www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/rural.htm)
- Tourisme : [www.oecd.org/fr/cfe/tourisme](http://www.oecd.org/fr/cfe/tourisme)
- Statistiques et indicateurs régionaux : [www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/statistiquesetindicateursregionaux.htm](http://www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/statistiquesetindicateursregionaux.htm)
- Gouvernance multi-niveaux et finances et investissements des administrations infranationales : [www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/gouvernance-pluri-niveau.htm](http://www.oecd.org/fr/cfe/politique-regionale/gouvernance-pluri-niveau.htm)
- Gouvernance de l'eau : [www.oecd.org/fr/cfe/programmesurlagouvernancedeleau.htm](http://www.oecd.org/fr/cfe/programmesurlagouvernancedeleau.htm)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- 4<sup>e</sup> Réunion ministérielle de l'OCDE sur le développement régional : Les mégatendances – Forger un meilleur avenir pour les régions, les villes et les zones rurales, 19-20 mars 2019
- 7<sup>e</sup> Table ronde des maires et ministres de l'OCDE, 19 mars 2019
- 4<sup>e</sup> Réunion de l'Initiative des Maires champions pour une croissance inclusive de l'OCDE, 18 mars 2019
- Conférence de l'OCDE sur la culture et le développement local, 6-7 décembre 2018
- 15<sup>e</sup> Forum mondial sur les statistiques du tourisme, 28-30 novembre 2018
- 14<sup>e</sup> Forum des spécialistes du développement local, des entrepreneurs et des innovateurs sociaux : Un nouveau monde du travail – Tendances mondiales et actions locales, 18-19 septembre 2018

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Comparez votre pays : Tourism in the economy (visualisation de données)
- Cultivating successful entrepreneurs (vidéo)
- Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2019
- Perspectives régionales de l'OCDE 2019 : Tirer profit des mégatendances pour les villes et les zones rurales
- Panorama des régions et des villes de l'OCDE 2018





### RODOLFO LACY

Directeur



[env.contact@oecd.org](mailto:env.contact@oecd.org)



[www.oecd.org/fr/environnement](http://www.oecd.org/fr/environnement)



[@OECD\\_ENV](https://twitter.com/OECD_ENV); [@RODOLFO LACY](https://twitter.com/RODOLFO LACY)

« Nous sommes à la veille d'une décennie décisive pour la planète. Cette année, nos pays auront l'occasion de prendre une longueur d'avance en adoptant des politiques de rupture propres à donner un nouvel élan au Programme sur l'environnement en 2020. La Direction de l'environnement continue d'aider les pays membres à tracer des itinéraires de développement durable, en vue d'éviter ou d'atténuer les crises écologiques et humanitaires mondiales. »

## Direction de l'environnement

La **Direction de l'environnement (ENV)** aide les pays à concevoir et appliquer des politiques efficaces pour répondre aux problèmes environnementaux et gérer les ressources naturelles de façon durable. Elle analyse les relations entre l'environnement et les préoccupations économiques, sectorielles ou sociales dans des domaines tels que la croissance verte, le changement climatique, la biodiversité, l'eau, les déchets et l'économie circulaire, l'océan, l'efficacité de l'utilisation des ressources, la fiscalité environnementale, la sécurité des cultures génétiquement modifiées, l'agriculture, les transports, les échanges, l'investissement et le développement.

En 2018, ENV a dirigé un grand projet multilatéral destiné à aider les pays à aller au-delà de l'approche graduelle consistant à investir dans des infrastructures résilientes et à faibles émissions, pour procéder aux transformations profondes qu'exige une action climatique décisive. *Financing Climate Futures: Rethinking Infrastructure* identifie 6 domaines de transformation (planification, innovation, budgets publics, système financier, financement du développement, et villes) et 20 actions essentielles pour aligner les flux financiers avec les objectifs climatiques et de développement.

ENV continue de se concentrer sur les dimensions sociales, environnementales, économiques et financières de la transition vers des économies bas carbone et sobres en ressources. La Direction étudie notamment le rôle des financements et investissements verts, ainsi que les conséquences macroéconomiques de la transition vers une économie circulaire. Publié en 2019, *Global Material Resources Outlook to 2060* est un rapport inédit et fondamental qui présente des projections mondiales de l'utilisation de 61 matières différentes (biomasse, énergies fossiles, minerais métallifères et non métallifères) et de ses conséquences environnementales d'ici 2060 à l'échelle mondiale, régionale et sectorielle.

En 2019, ENV poursuivra ses efforts pour aider les pays à mettre en œuvre l'Accord de Paris, et insistera en particulier sur la réduction des risques côtiers, le renforcement des ambitions d'atténuation et le développement de l'économie circulaire. La Direction examinera aussi de façon plus approfondie comment veiller à la durabilité de l'économie maritime. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Changement climatique : [www.oecd.org/environnement/action-on-climate-change](http://www.oecd.org/environnement/action-on-climate-change)
- Biodiversité et écosystèmes : [www.oecd.org/fr/environnement/ressources/biodiversite](http://www.oecd.org/fr/environnement/ressources/biodiversite)
- Environnement dans les économies émergentes et en transition : [www.oecd.org/fr/environnement/ouverture](http://www.oecd.org/fr/environnement/ouverture)
- Modélisation et perspectives sur l'environnement : [www.oecd.org/fr/environnement/indicateurs-modelisation-perspectives](http://www.oecd.org/fr/environnement/indicateurs-modelisation-perspectives)
- Croissance verte : [www.oecd.org/fr/croissanceverte](http://www.oecd.org/fr/croissanceverte)
- Océan : [oe.cd/ocean-brochure](http://oe.cd/ocean-brochure)
- Sécurité des produits chimiques, des pesticides, des biotechnologies et des nanomatériaux : [www.oecd.org/fr/securitechimique](http://www.oecd.org/fr/securitechimique)
- Productivité des ressources et déchets : [www.oecd.org/fr/environnement/dechets](http://www.oecd.org/fr/environnement/dechets)
- Efficacité des ressources et économie circulaire : [www.oecd.org/fr/environnement/dechets/recircle.htm](http://www.oecd.org/fr/environnement/dechets/recircle.htm)
- Eau : [www.oecd.org/water](http://www.oecd.org/water)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum sur les financements et investissements verts, 29-30 octobre 2019
- Forum sur la croissance verte et le développement durable : Un avenir plus vert pour les industries extractives et les industries lourdes – Innovation, transformation numérique et viabilité budgétaire, 26-27 novembre 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Série de webinaires OECD Green Talks LIVE
- Chaîne YouTube de l'OCDE consacrée à l'environnement, vidéos concernant l'environnement sur la chaîne YouTube de l'OCDE
- Examens environnementaux de l'OCDE: République tchèque 2018 ; Hongrie 2018 ; Australie 2019 ; Lettonie 2019 ; Turquie 2019
- Global Material Resources Outlook to 2060: Economic Drivers and Environmental Consequences
- Analyse coûts-avantages et environnement : Avancées théoriques et utilisation par les pouvoirs publics
- Financing Climate Futures: Rethinking Infrastructure
- Saving Costs in Chemicals Management: How the OECD Ensures Benefits to Society
- Hausse du niveau des mers : Les approches des pays de l'OCDE face aux risques côtiers



**MARCOS BONTURI**

Directeur

[gov.contact@oecd.org](mailto:gov.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/gouvernance](http://www.oecd.org/fr/gouvernance)[@OECDgov](https://twitter.com/OECDgov)

« La transformation numérique radicale du secteur privé n'a pas encore totalement eu lieu dans le secteur public. Les politiques et pratiques n'ont pas évolué au même rythme que les technologies pour saisir les opportunités de la numérisation et se prémunir contre les risques qu'elle implique. Aujourd'hui, de plus en plus souvent, les pouvoirs publics remettent à plat leur façon de concevoir et de mettre en place leurs politiques et services publics. Ils s'orientent vers un État ouvert, innovant et numérique qui intègre au sein de chaque institution publique des approches qui sont collaboratives et axées sur les citoyens. »

## Direction de la gouvernance publique

La **Direction de la gouvernance publique (GOV)** propose des données, des analyses et des bonnes pratiques pour améliorer l'élaboration des politiques publiques. Pour renforcer la confiance, il est essentiel d'avoir des services publics responsables, une réglementation efficiente, des institutions fortes et des politiques d'intégrité efficaces.

L'année écoulée a ouvert la voie à l'adoption de plusieurs nouveaux instruments de gouvernance publique. Le Conseil de l'OCDE a adopté une recommandation sur le leadership et les aptitudes de la fonction publique en 2018. Par ailleurs, une Déclaration sur l'innovation dans le secteur public est en voie d'achèvement. Et un Cadre d'action pour une bonne gouvernance publique sera finalisé en 2019. Il fournira des indications pour réaliser des diagnostics et des évaluations comparatives au service des réformes de la gouvernance publique et d'une élaboration efficace des politiques.

En 2018, GOV a produit près d'une centaine de publications, dont la deuxième édition des *Perspectives de l'OCDE sur la Politique de la réglementation* et la première édition de *Government at a Glance Southeast Asia*. Parmi les événements organisés, on peut citer le Forum de l'OCDE sur l'intégrité, le Forum sur la gouvernance des infrastructures et la Conférence sur l'innovation dans le secteur public.

L'OCDE continuera d'étudier les usages de technologies telles que l'intelligence artificielle, la « blockchain » (la technologie des chaînes de blocs), les données massives et les données ouvertes pour améliorer les services publics. Elle examinera aussi la façon dont les pouvoirs publics peuvent préserver l'intérêt général en s'appuyant sur une réglementation, une gestion des risques et une communication stratégique efficaces. Le recours stratégique à la budgétisation, à la passation de marchés publics, à la réglementation et à d'autres outils de gouvernance dans la perspective de la réalisation d'objectifs sociétaux seront étudiés.

GOV continuera à mettre l'accent sur l'inclusivité, l'intégrité et la transparence dans le cadre de l'élaboration des politiques. La Direction examinera notamment les formes novatrices d'association des citoyens, de prise en compte des questions de genre et de diversité dans les politiques, d'accès à la justice et d'implication des jeunes. Elle aidera également les pays membres et les pays partenaires à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

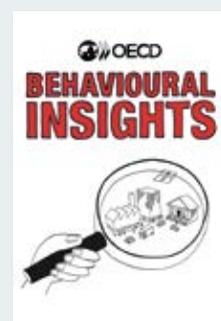
- Lutte contre la corruption dans le secteur public : [www.oecd.org/fr/gov/ethique](http://www.oecd.org/fr/gov/ethique)
- Gouvernement ouvert : [www.oecd.org/fr/gov/open-government.htm](http://www.oecd.org/fr/gov/open-government.htm)
- Emploi et gestion publics : [www.oecd.org/fr/gov/emploi-public](http://www.oecd.org/fr/gov/emploi-public)
- Gouvernement numérique : [www.oecd.org/fr/gov/gouvernement-numerique](http://www.oecd.org/fr/gov/gouvernement-numerique)
- Budgétisation et dépenses publiques : [www.oecd.org/fr/gov/budgetisation](http://www.oecd.org/fr/gov/budgetisation)
- Gestion des risques : [www.oecd.org/fr/gov/risques](http://www.oecd.org/fr/gov/risques)
- Programme de soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA) : [www.oecd.org/gov/sigma](http://www.oecd.org/gov/sigma)
- Cohérence des politiques au service du développement durable : [www.oecd.org/fr/gov/pcsd](http://www.oecd.org/fr/gov/pcsd)
- Politique réglementaire : [www.oecd.org/fr/gov/politique-reglementaire](http://www.oecd.org/fr/gov/politique-reglementaire)
- Réforme de la gouvernance publique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : [www.oecd.org/fr/sites/mena/gouvernance](http://www.oecd.org/fr/sites/mena/gouvernance)
- Intégration, gouvernance et éléments moteurs de l'égalité femmes-hommes : [www.oecd.org/fr/gov/integrationdeladimensiondegenre](http://www.oecd.org/fr/gov/integrationdeladimensiondegenre)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte contre la corruption : *Tech for Trust*, 20-21 mars 2019
- Table ronde de l'OCDE sur les politiques mondiales en matière d'égalité d'accès à la justice, 27-28 mars 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Blog *On the level* de l'OCDE
- *Politique de la réglementation : Perspectives de l'OCDE 2018*
- *Open Government Data Report: Enhancing Policy Maturity for Sustainable Impact*
- *OECD Behavioural Insights Toolkit and Ethical Framework*
- *Government at a Glance Southeast Asia 2019*
- *Budgétisation et dépenses publiques dans les pays de l'OCDE en 2019*
- *Fast forward to Gender Equality: Mainstreaming, Implementation and Leadership*



**PASCAL SAINT-AMANS**

Directeur

[ctp.contact@oecd.org](mailto:ctp.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/fiscalite](http://www.oecd.org/fr/fiscalite)[@oecdtax](https://twitter.com/oecdtax) ; [@PSaintAmans](https://twitter.com/PSaintAmans)

*« En 2018-19, l'OCDE a accompli d'importants progrès dans la mise en œuvre universelle des normes fiscales adoptées au niveau international et dans la définition de solutions appropriées face aux défis fiscaux soulevés par l'économie numérique. Le lancement de l'échange automatique de renseignements entre 90 juridictions, et l'application progressive des standards du Cadre inclusif de l'OCDE/G20 sur le BEPS, reflètent les avancées dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales à l'échelle mondiale. Forts de ces acquis, nous continuerons à promouvoir cette coopération sans précédent jusqu'à définir, en 2020, une solution consensuelle concernant la fiscalité du numérique. »*

## Centre de politique et d'administration fiscales

Le **Centre de politique et d'administration fiscales (CTPA)** apporte son soutien au Comité des affaires fiscales à propos des questions fiscales nationales et internationales, tant pour les impôts directs qu'indirects. L'OCDE est le fer de lance de l'élaboration de règles fiscales internationales permettant de lever les obstacles fiscaux aux échanges et à l'investissement tout en luttant contre la fraude et l'évasion fiscales.

Le Cadre inclusif de l'OCDE sur le BEPS (érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices), qui réunit plus de 125 juridictions, s'attache à relever les défis fiscaux propres à l'économie numérique. Ses membres élaborent une feuille de route décrivant les prochaines étapes pour atteindre une solution durable en 2020. Parallèlement à l'application des mesures correctives issues du projet BEPS, jalonnée par un processus d'examens mutuels, d'autres travaux apportent aux responsables de l'action publique les données et éléments d'analyse économique permettant d'évaluer l'impact de ces actions. Concernant les mesures BEPS qui touchent aux conventions fiscales, près de 90 juridictions ont signé la Convention multilatérale, entrée en vigueur en juillet 2018, pour mettre à jour toutes leurs conventions.

Le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales regroupe plus de 150 membres, unis dans leur détermination à désamorcer les pratiques de fraude. L'échange automatique de renseignements est une réalité entre 90 juridictions, et le G20 a défini de nouveaux critères objectifs pour renforcer la transparence fiscale.

Nous intensifions nos activités de renforcement des capacités auprès des pays en développement et notre coopération avec d'autres organisations internationales via la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales. Depuis sa création en 2012, l'initiative « Inspecteurs des impôts sans frontières » a permis de recouvrer près de 445 millions USD de recettes additionnelles. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices : [www.oecd.org/fr/fiscalite/beps](http://www.oecd.org/fr/fiscalite/beps)
- Transparence fiscale et échange de renseignements : [www.oecd.org/tax/transparency](http://www.oecd.org/tax/transparency)
- Délits et fiscalité : [www.oecd.org/fr/fiscalite/delits](http://www.oecd.org/fr/fiscalite/delits)
- Fiscalité et développement : [www.oecd.org/fr/fiscalite/fiscalite-internationale/la-fiscalite-et-le-developpement.htm](http://www.oecd.org/fr/fiscalite/fiscalite-internationale/la-fiscalite-et-le-developpement.htm)
- Administration fiscale : [www.oecd.org/fr/fiscalite/administration](http://www.oecd.org/fr/fiscalite/administration)
- Fiscalité et environnement : [www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-and-environment.htm](http://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-and-environment.htm)
- Politique fiscale et statistiques : [www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales](http://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales)
- Conventions fiscales : [www.oecd.org/fr/fiscalite/conventions](http://www.oecd.org/fr/fiscalite/conventions)
- Prix de transfert : [www.oecd.org/fr/fiscalite/prix-de-transfert](http://www.oecd.org/fr/fiscalite/prix-de-transfert)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, 20-22 novembre 2018
- Forum mondial sur la TVA, 20-22 mars 2019
- Forum sur l'administration fiscale, 26-28 mars 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes* (vidéo)
- Inspecteurs des Impôts sans Frontières (IISF) : Comment ça marche ; L'étude de cas du Libéria (vidéos)
- Comparez votre pays : Fiscalité
- « Digitalisation : The global tax rules are changing », podcast avec Pascal Saint-Amans
- Taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés : base de données 2018 (nouveau) et 2019
- *Model Tax Convention on Income and on Capital: Full Version 2019*
- *Role of Digital Platforms in the Collection of VAT/GST on Online Sales*
- *Les impôts sur les salaires 2019*



**ANTHONY GOOCH**

Directeur

[pac.contact@oecd.org](mailto:pac.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr](http://www.oecd.org/fr)[@OECD ; @pitres](https://twitter.com/OECD)

*« La communication est au cœur de la capacité de l'OCDE d'avoir un impact sur le monde réel. Mais il ne s'agit pas d'un processus à sens unique. Pour que l'OCDE puisse s'exprimer efficacement et être entendue, nous devons d'abord être capables d'écouter et de nouer le dialogue – souvent en dehors de nos zones de confort. Nous devons nous montrer attentifs aux préoccupations et tensions qui traversent nos sociétés, afin que l'OCDE puisse faire entendre sa voix là où il le faut et quand il le faut. »*

## Direction des relations extérieures et de la communication

La **Direction des relations extérieures et de la communication (PAC)** renforce le dialogue et la collaboration de l'OCDE avec les décideurs, les experts et le grand public. Elle orchestre la communication externe et les campagnes de l'OCDE conformément aux priorités stratégiques du Secrétaire général. Elle pilote le Forum de l'OCDE et définit des normes et des orientations en matière de communication pour l'Organisation, en étroite collaboration avec le Conseil supérieur de la communication de l'OCDE.

En 2018, la communication de l'OCDE a été confrontée à des tensions autour de la mondialisation ainsi qu'aux pressions croissantes exercées sur le système multilatéral, conjuguées à un espace médiatique saturé et éclaté, dans lequel les données et les experts ont été souvent considérés avec scepticisme. Dans ce contexte, PAC a centré le discours de l'OCDE autour de trois thèmes de campagne prioritaires : la coopération internationale, la transformation numérique et la croissance inclusive, comme l'a mis en évidence le thème du Forum de l'OCDE 2018 : « Ce qui nous rapproche ».

Nous avons continué de renforcer notre collaboration avec des parties prenantes clés par : le Réseau parlementaire mondial de l'OCDE (participation en hausse de 21 %), l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE (15 500 visiteurs, en augmentation de 17 %), et notre présence dans les médias sociaux (progression de l'audience de l'OCDE sur l'ensemble des plateformes, augmentation de 140 % sur Instagram). Notre démarche de dialogue s'est également fondée sur les médias (plus de 300 000 mentions dans les médias en ligne et une hausse de 16 % du nombre d'articles publiés en première page), le Portail de données de l'OCDE (plus de 6 millions d'utilisateurs), le site *OECD.org* et la *iLibrary* (près de 8 millions de téléchargements en 2018). Nous avons touché différents publics en employant un langage simple, des supports visuels et des contenus faciles à partager. Nous avons communiqué à l'échelle mondiale par le biais des centres régionaux de l'OCDE à Washington DC, Berlin, Tokyo et Mexico.

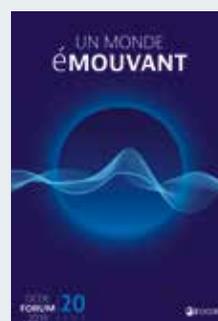
En 2019, notre stratégie de communication reposera sur cette démarche d'ouverture positive, visant à avoir un impact concret sur la vie des gens, à mettre davantage l'accent sur l'écoute et à fonder notre communication sur des éléments factuels et des données. Nous renforcerons le dialogue de l'OCDE avec les organisations de la société civile. Ces éléments constitueront le socle de notre grande campagne de communication sur le thème « Je suis l'avenir du travail ». ■

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum de l'OCDE 2018 : Ce qui nous rapproche, 29-30 mai 2018
- Journées européennes du patrimoine, 15-16 septembre 2018
- Journées parlementaires de l'OCDE, 7-9 février 2018 ; 13-15 février 2019
- Forum 2019 de l'OCDE : Un Monde ÉMouvant, 20-21 mai 2019

## ■ PRINCIPAUX CONTENUS ET CANAUX DE COMMUNICATION

- Indicateur du vivre mieux : [www.oecd-betterlifeindex.org/fr](http://www.oecd-betterlifeindex.org/fr)
- Société civile : [www.oecd.org/fr/apropos/societe-civile](http://www.oecd.org/fr/apropos/societe-civile)
- Comparez votre pays : [www1.compareyourcountry.org/fr](http://www1.compareyourcountry.org/fr)
- Images et vidéos : [www.flickr.com/OECD](http://www.flickr.com/OECD) ; [www.youtube.com/OECD](http://www.youtube.com/OECD)
- Salle de presse : [www.oecd.org/fr/presse](http://www.oecd.org/fr/presse)
- L'OCDE dans le monde : [www.oecd.org/fr/presse/ocdedanslemonde.htm](http://www.oecd.org/fr/presse/ocdedanslemonde.htm)
- Portail de données de l'OCDE : <http://data.oecd.org/fr/accueil>
- Forum de l'OCDE : [www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum)
- Réseau parlementaire mondial de l'OCDE : [www.oecd.org/parliamentarians/fr](http://www.oecd.org/parliamentarians/fr)
- OECD iLibrary : [www.oecd-ilibrary.org/fr](http://www.oecd-ilibrary.org/fr)
- Les essentiels de l'OCDE (série) : [www.oecd.org/fr/lesessentiels](http://www.oecd.org/fr/lesessentiels)
- Blog OECD Insights : <http://oecdinsights.org>
- L'Observateur de l'OCDE : <http://observateurocde.org>
- Médias sociaux : [www.facebook.com/TheOECD](http://www.facebook.com/TheOECD) ; [https://twitter.com/OCDE\\_fr](https://twitter.com/OCDE_fr) ; [www.instagram.com/the\\_oecd](http://www.instagram.com/the_oecd)
- Réseau du Forum : [www.oecd-forum.org](http://www.oecd-forum.org)



**ANDREAS SCHAAL**

Directeur

[grs.contact@oecd.org](mailto:grs.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/relations-mondiales](http://www.oecd.org/fr/relations-mondiales)[@OECDglobal](https://twitter.com/OECDglobal)

« *Faire des normes et politiques de l'OCDE une référence à l'échelle mondiale permet de servir notre objectif stratégique : que les règles du jeu soient les mêmes pour tous. L'Organisation a créé des outils efficaces pour s'engager auprès de ses partenaires afin de promouvoir une croissance solide, durable et inclusive dans ses pays membres et partenaires, dans un esprit de synergie. Nous aidons les grandes économies émergentes à s'aligner sur les normes et politiques internationalement reconnues de l'OCDE.* »

## Secrétariat des relations mondiales

Le **Secrétariat des relations mondiales (GRS)** renforce la coopération de l'OCDE avec ses pays partenaires et les régions dynamiques du monde entier, et accroît l'impact de l'Organisation en soutenant les gouvernements de tous les pays de la planète ouverts aux réformes.

L'OCDE met à profit sa Stratégie des relations mondiales pour promouvoir la coopération avec ses partenaires clés – Afrique du Sud, Brésil, République populaire de Chine, Inde et Indonésie – et leur alignement sur ses bonnes pratiques. Elle assure l'influence de ses normes et de ses politiques à l'échelon international via le G20 et d'autres enceintes de gouvernance mondiale.

GRS s'emploie à faire progresser les programmes de réforme dans les régions du monde qui connaissent la croissance la plus importante, dans le cadre de programmes régionaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), l'Asie du Sud-Est, l'Eurasie et l'Europe du Sud-Est, et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA).

Des programmes-pays spécifiques entrepris pour le Kazakhstan, le Maroc, le Pérou et la Thaïlande, ont contribué à ancrer profondément les processus de réforme nationaux, à associer les pays aux travaux menés par les organes de l'OCDE et à les mettre en conformité avec les instruments juridiques de l'Organisation. La possibilité de mettre en place des programmes-pays sera examinée avec l'Égypte et le Viet Nam.

Parmi les temps forts de 2018-19 figurent la première réunion ministérielle du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est, la réunion ministérielle du Programme régional pour la région ALC sur l'intégrité au service d'une gouvernance de qualité, la publication de *Competitiveness in South East Europe: A Policy Outlook 2018*, le dixième anniversaire du Programme pour la compétitivité de l'Eurasie célébré au cours de la Semaine de l'OCDE pour l'Eurasie 2018, et le deuxième Forum sur l'autonomisation économique des femmes du Programme MENA. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

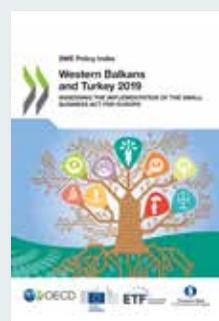
- Relations mondiales de l'OCDE : [www.oecd.org/fr/relations-mondiales](http://www.oecd.org/fr/relations-mondiales)
- Afrique : [www.oecd.org/fr/afrique](http://www.oecd.org/fr/afrique)
- Afrique du Sud : [www.oecd.org/fr/afriquedusud](http://www.oecd.org/fr/afriquedusud)
- Amérique latine et les Caraïbes : [www.oecd.org/latin-america](http://www.oecd.org/latin-america)
- Asie du Sud-Est : [www.oecd.org/southeast-asia](http://www.oecd.org/southeast-asia)
- Brésil : [www.oecd.org/fr/bresil](http://www.oecd.org/fr/bresil) ; [www.oecd.org/latin-america/countries/brazil](http://www.oecd.org/latin-america/countries/brazil)
- Chine : [www.oecd.org/fr/chine](http://www.oecd.org/fr/chine)
- Eurasie : [www.oecd.org/eurasia](http://www.oecd.org/eurasia)
- Europe du Sud-Est : [www.oecd.org/south-east-europe](http://www.oecd.org/south-east-europe)
- Inde : [www.oecd.org/inde](http://www.oecd.org/inde)
- Indonésie : [www.oecd.org/fr/indonesie](http://www.oecd.org/fr/indonesie)
- Moyen Orient et Afrique du Nord : [www.oecd.org/fr/sites/mena](http://www.oecd.org/fr/sites/mena)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est : *Connecting Southeast Asia*, 11 mars 2019
- Conférence annuelle à haut niveau sur l'Europe du Sud-Est : Évaluation de la mise en œuvre par les Balkans occidentaux et la Turquie du Small Business Act for Europe, 7 mai 2019
- Sommet spécial Balkans occidentaux : Conférence à haut niveau Pologne-OCDE – Les Balkans occidentaux sur les marchés mondiaux, 4 juillet 2019
- Réunion ministérielle en Asie centrale sur la compétitivité et l'environnement juridique des entreprises, novembre 2019
- Forum MENA-OCDE sur l'autonomisation économique des femmes, 27-28 novembre 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Brochures par pays et régionales *Active with...* de l'OCDE
- SME Policy Index (série) : *Western Balkans and Turkey 2019* ; *Latin America and the Caribbean 2019* ; *ASEAN 2018* ; *Moyen-Orient méditerranéen et Afrique du Nord 2018*
- *Integrity for Good Governance in Latin America and the Caribbean: From Commitments to Action*



**ANDREW WYCKOFF**

Directeur

[sti.contact@oecd.org](mailto:sti.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/sti](http://www.oecd.org/fr/sti)[@OECDInnovation](https://twitter.com/OECDInnovation)

« Pour mieux appréhender la situation actuelle et l'évolution future de nos économies et de nos sociétés, nous abordons des thèmes à la frontière de notre compréhension de la science et de la technologie. Cela peut aller de l'utilisation des biotechnologies et des nanotechnologies pour transformer les modes de production, à l'adoption d'une vision granulaire de la productivité, en passant par les mutations numériques, avec les données massives, l'internet des objets et l'intelligence artificielle. STI analyse et mesure la façon dont notre monde s'en trouve transformé. »

## Direction de la science, de la technologie et de l'innovation

La **Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (STI)** formule des conseils, fondés sur des données probantes, sur la contribution de la science, de la technologie et de l'innovation à nos économies et sociétés. Elle mène dans ce but des travaux dans un large éventail de domaines : dynamique des entreprises et productivité, économie numérique et intelligence artificielle, incidences des nanosatellites et de l'innovation sur les défis sociaux, protection des consommateurs, ou encore surcapacités dans l'industrie lourde.

Le rapport *Science, technologie et innovation : Perspectives de l'OCDE 2018* cherche à savoir si les politiques continuent de jouer leur rôle en tant que moteur de croissance et de bien-être durables. Le *Manuel d'Oslo* le complète en proposant des outils pour mieux mesurer l'innovation. Un examen de la transformation numérique en Suède a permis de présenter le nouveau cadre d'action intégré de l'OCDE pour aider les pays à exploiter les opportunités offertes par le numérique.

STI a confirmé sa pertinence au niveau mondial en contribuant à la Présidence argentine du G20 avec le rapport *Bridging the Digital Gender Divide*, ainsi qu'en coordonnant l'élaboration d'une boîte à outils *Toolkit for Measuring the Digital Economy* et en animant le Forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques. La Présidence canadienne du G7 a mis à profit les travaux de STI sur les technologies transformatrices et appelé l'OCDE à encourager un dialogue multipartite sur l'intelligence artificielle. L'Organisation renforce également sa coopération avec l'APEC et l'ANASE.

En 2018, STI a accueilli le Forum mondial sur la sécurité numérique pour la prospérité et a réuni, avec le concours d'OsloMet, d'éminentes personnalités afin de débattre de l'utilisation des technologies numériques pour améliorer les processus de science et d'innovation. En 2019, le Sommet sur la transformation numérique a été l'occasion de dresser le bilan de deux années de travaux sur le sujet, travaux auxquels ont pris part dix départements de l'OCDE. Une table ronde à haut niveau sera consacrée au paysage en pleine mutation de la science, de la technologie et de l'innovation. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Transformation numérique : [www.oecd.org/going-digital](http://www.oecd.org/going-digital)
- Échanges en valeur ajoutée : [oe.cd/tiva-fr](http://oe.cd/tiva-fr)
- Base de données « STIP Compass » sur les politiques STI : <https://stip.oecd.org/stip.html>
- Portail de l'OCDE sur le haut débit : [www.oecd.org/sti/broadband/broadband-statistics](http://www.oecd.org/sti/broadband/broadband-statistics)

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Forum mondial sur la productivité, 28-29 juin 2018
- Forum mondial de l'OCDE sur la sécurité numérique pour la prospérité, 13-14 décembre 2018
- Sommet de l'OCDE sur la transformation numérique, 11-12 mars 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *Science, technologie et innovation : Perspectives de l'OCDE 2018 – S'adapter aux bouleversements technologiques et sociétaux*
- *Going Digital Toolkit* (exploration et visualisation de données)
- *Going Digital: Shaping Policies, Improving Lives*
- *Measuring the Digital Transformation: A Roadmap for the Future*
- *Meeting Policy Challenges for a Sustainable Bioeconomy*
- *Oslo Manual 2018: Guidelines for Collecting, Reporting and Using Data on Innovation, 4th Edition*
- *Rethinking Innovation for a Sustainable Ocean Economy*
- *Bridging the Digital Gender Divide: Include, Upskill, Innovate*
- « Issues in neurotechnology governance »
- « Mark-ups in the digital era »
- « GVC centrality and productivity: Are hubs key to firm performance? »
- « Innovation policies in the digital age »
- « IoT measurement and applications »



**MARTINE DURAND**

Chef statisticien et Directrice

[stat.contact@oecd.org](mailto:stat.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/sdd](http://www.oecd.org/fr/sdd)[@OECD\\_Stat](https://twitter.com/OECD_Stat)

*« Pour comprendre l'impact de la transformation numérique sur la vie des gens, favoriser une croissance inclusive et durable, et rétablir la confiance des populations dans les institutions, il faut disposer de meilleurs indicateurs, reflétant véritablement la situation des personnes, afin d'éclairer les décisions des pouvoirs publics. SDD continue de travailler dans ce sens en menant des activités de recherche novatrices pour faire progresser les statistiques dans des domaines tels que la mesure de la confiance, des inégalités de revenu et de patrimoine, et de la distance restant à parcourir pour atteindre les cibles des ODD. SDD élabore également de nouveaux cadres comptables pour mieux cerner la nature et les effets de la mondialisation et de la transformation numérique. »*

## Direction des statistiques et des données

La **Direction des statistiques et des données (SDD)** fournit des statistiques, des cadres et des méthodes sur les comptes nationaux, les échanges, les prix et le bien-être, entre autres, afin d'appuyer une prise de décisions fondée sur des données probantes dans de nouveaux domaines tels que la transformation numérique et la confiance. SDD étaye également le système statistique de l'OCDE en fournissant des outils et des solutions de « données intelligentes » et en exploitant des sources de données non conventionnelles.

SDD aborde le défi de la mesure de la mondialisation et de la transformation numérique en élaborant des indicateurs et des cadres conceptuels destinés à cerner leur impact sur les mesures de l'activité économique, de la productivité, de l'inflation et du bien-être matériel. La Direction met tout particulièrement l'accent sur l'évaluation des « biens et des services gratuits », ainsi que sur le traitement des données et des flux d'actifs de propriété intellectuelle. Au cœur de cette démarche résident les efforts déployés pour obtenir des données plus granulaires sur les types d'entreprises engagées dans les activités de production du XXI<sup>e</sup> siècle, les différents types de produits et le rôle croissant des consommateurs en tant que producteurs. Des outils innovants et des techniques de données intelligentes sont également en cours d'élaboration, notamment une nouvelle base de données analytique sur les multinationales et leurs filiales (ADIMA) et son système d'alerte précoce pour identifier les restructurations d'entreprises susceptibles d'influer sur les mesures de l'activité économique.

Continuant à jouer son rôle moteur en matière de mesure du bien-être, SDD a organisé le sixième Forum mondial de l'OCDE consacré aux évolutions qui modèleront le bien-être des individus dans l'avenir. SDD a également publié *How's Life in the Digital Age?*, qui offre une description détaillée des effets du numérique sur la vie des individus et met en lumière d'importantes lacunes en matière de données.

Dans le contexte de sa nouvelle Stratégie sur les données intelligentes, SDD joue également le rôle d'administrateur pour l'ensemble des données de l'OCDE utilisées afin d'élaborer des statistiques et des éléments d'information de haute qualité à l'intention des pouvoirs publics. ■

## ■ DOMAINES PRINCIPAUX

- Indicateurs composites avancés et enquêtes de conjoncture : [www.oecd.org/fr/sdd/indicateurs-avances](http://www.oecd.org/fr/sdd/indicateurs-avances)
- Statistiques sur l'entrepreneuriat et les entreprises : [www.oecd.org/fr/sdd/stats-entreprises](http://www.oecd.org/fr/sdd/stats-entreprises)
- Statistiques sur la productivité : [www.oecd.org/fr/sdd/stats-productivite](http://www.oecd.org/fr/sdd/stats-productivite)
- Initiative du vivre mieux de l'OCDE : [www.oecd.org/fr/statistiques/initiative-vivre-mieux.htm](http://www.oecd.org/fr/statistiques/initiative-vivre-mieux.htm)
- Mesurer le bien-être et le progrès : [www.oecd.org/fr/statistiques/mesurer-bien-etre-et-progres.htm](http://www.oecd.org/fr/statistiques/mesurer-bien-etre-et-progres.htm)
- Croissance inclusive : [www.oecd.org/SDD/inclusivegrowth-theoecdmeasurementframework.htm](http://www.oecd.org/SDD/inclusivegrowth-theoecdmeasurementframework.htm)
- Égalité femmes-hommes : [www.oecd.org/fr/parite](http://www.oecd.org/fr/parite)
- Croissance verte : [www.oecd.org/fr/croissanceverte](http://www.oecd.org/fr/croissanceverte)
- Statistiques sur le marché du travail : [www.oecd.org/fr/sdd/stats-travail](http://www.oecd.org/fr/sdd/stats-travail)
- Échanges internationaux et balance des paiements : [www.oecd.org/fr/sdd/stats-echanges](http://www.oecd.org/fr/sdd/stats-echanges) ; [www.oecd.org/fr/sdd/stats-echanges/balanced-trade-in-services.htm](http://www.oecd.org/fr/sdd/stats-echanges/balanced-trade-in-services.htm)
- Comptes nationaux et statistiques financières : [www.oecd.org/fr/sdd/cn](http://www.oecd.org/fr/sdd/cn) ; [www.oecd.org/fr/sdd/stats-fin](http://www.oecd.org/fr/sdd/stats-fin)
- Prix et parités de pouvoir d'achat : [www.oecd.org/fr/sdd/prix-ppa](http://www.oecd.org/fr/sdd/prix-ppa)
- Communauté de collaboration sur les systèmes d'information statistique (SIS-CC) : <https://siscc.org>

## ■ MANIFESTATIONS PRINCIPALES

- Conférence OCDE-IAOS : Des statistiques meilleures pour une vie meilleure, 19-21 septembre 2018
- 6<sup>e</sup> Forum mondial de l'OCDE sur les statistiques, les connaissances et les politiques : L'avenir du bien-être, 27-29 novembre 2018
- Conférence OCDE COPE-ATD Quart Monde : S'attaquer aux dimensions cachées de la pauvreté, 10 mai 2019

## ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- *Beyond GDP: Measuring What Counts for Economic and Social Performance*
- *How's Life in the Digital Age? Opportunities and Risks of the Digital Transformation for People's Well-being*
- *Measuring the Distance to the SDG Targets 2019*
- *OECD Compendium of Productivity Indicators 2019*





### NICOLA BONUCCI

Directeur des affaires juridiques et  
Coordonnateur de l'adhésion



[legal@oecd.org](mailto:legal@oecd.org)



[www.oecd.org/fr/juridique](http://www.oecd.org/fr/juridique)

« Dans un contexte de tension croissante entre une économie mondialisée et des cadres juridiques qui sont souvent restés ancrés au niveau territorial, l'établissement de règles communes n'est pas seulement souhaitable, il est impératif. »

## Direction des affaires juridiques

La **Direction des affaires juridiques (LEG)** formule des conseils sur les aspects juridiques, institutionnels et procéduraux des activités de l'OCDE, et accompagne les directions dans l'élaboration de leurs résultats. Elle représente l'Organisation en justice et fournit un soutien juridique en matière de contrats, d'accords de coopération ou de financement, de propriété intellectuelle, et de réformes portant sur les ressources financières ou humaines.

La Direction apporte son concours à l'examen du processus d'élaboration des normes visant à garantir la pertinence et l'efficacité des normes de l'OCDE en vigueur. L'exercice consiste à concevoir des outils permettant d'actualiser les normes selon les évolutions du contexte de l'action publique, à améliorer la mesure de la mise en œuvre et de l'impact de celles-ci, et à étendre leur portée à l'échelle mondiale.

En 2018, la Direction a également contribué à l'élaboration de nouvelles normes sur des thématiques telles que le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables, le financement et les crédits à l'exportation durables, le renforcement des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat, et les manifestations internationales et le développement local. Elle continue de représenter l'OCDE en matière de lutte contre la corruption, notamment dans le Groupe de travail du G20 sur la lutte contre la corruption.

La Direction coordonne également les négociations d'adhésion et a supervisé en 2018 la conclusion heureuse du processus d'adhésion de la Colombie et de la Lituanie. Tout au long de 2018, elle a continué à coordonner les discussions d'adhésion menées avec le Costa Rica, et a assuré un soutien juridique significatif concernant l'adhésion des partenaires aux normes de l'OCDE et leur participation aux organes de l'Organisation.

Enfin, la Direction participe activement à un large éventail de projets de réforme interne. Ces projets vont d'un nouveau cadre d'emploi applicable aux agents, au renforcement de la protection des données personnelles dans l'ensemble des activités de l'OCDE. ■

**INANC YAZAR**

Directrice

« L'Audit interne joue un rôle essentiel en aidant l'OCDE à s'acquitter de sa mission grâce à des recommandations novatrices et à la définition de bonnes pratiques. Il fournit des avis au Secrétaire général sur la gouvernance exécutive et sur la gestion et le contrôle des risques. Le Comité d'audit, organe spécial du Conseil, contrôle l'indépendance et l'efficacité de l'Audit interne et externe, examine leurs programmes de travail, et suit la mise en œuvre des recommandations formulées. L'ensemble de ces fonctions contribue à conforter l'OCDE dans son statut d'organisation en pointe sur la gouvernance exécutive, la responsabilité, la transparence et la performance. »

## Audit interne

L'**Audit interne (IA)** fournit au Secrétaire général de l'OCDE des garanties et des conseils indépendants et objectifs, en vue de valoriser et d'améliorer le fonctionnement de l'OCDE. Il aide l'Organisation à atteindre ses objectifs en évaluant et en améliorant, de manière systématique et rigoureuse, l'efficacité de la gouvernance exécutive, de la gestion des risques et des processus de contrôle.

En 2018, l'Audit interne a poursuivi la consolidation de ses bases. Il a concentré ses efforts sur la substance des travaux de l'OCDE et apporté des garanties concernant les questions transversales. Il a considérablement avancé dans ses travaux relatifs aux risques qui pèsent sur la technologie de l'information et la cybersécurité, la sécurité des personnes et la passation de marchés.

L'Audit interne a continué de « contrôler ce qui compte ». Les rapports d'audit sur « la Gouvernance exécutive, la gestion des risques et des contrôles internes au sein de l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) », d'une part, et sur « l'Examen indépendant de l'évaluation, pour le compte des responsables de l'OCDE, des mesures de sécurité appliquées au Système commun de transmission des données (CTS) de l'Organisation », d'autre part, ont été les premiers à paraître depuis les directives renforcées du Secrétaire général sur la divulgation des rapports d'audit interne. Ces directives, entrées en vigueur en janvier 2018, ont élargi la mise à disposition des rapports détaillés d'audit, en plus de leur version résumée, à l'ensemble des membres de l'OCDE.

Témoignage de l'engagement en faveur d'une transparence et d'une responsabilité accrues, les éléments de « l'architecture d'audit de l'OCDE » ont été inventoriés et rendus plus visibles sur le site internet de l'Organisation.

L'Audit interne met en œuvre un programme d'assurance de la qualité, soumis tous les cinq ans à une Évaluation qualitative externe (EQA). À l'issue de l'Évaluation menée en 2015, l'Audit interne s'est vu attribuer la note maximale, ce qui a confirmé les précédentes notes obtenues en 2010 et 2005. ■

**JOSÉE TOUCHETTE**

Directrice exécutive

[EXD.Info@oecd.org](mailto:EXD.Info@oecd.org)[@JTouchetteEXD](https://twitter.com/JTouchetteEXD)

« Nous assurons la gestion des ressources de l'OCDE au nom du Secrétaire général, en fournissant des services stratégiques et en favorisant une collaboration horizontale dans l'ensemble de l'Organisation. Notre travail consiste à mieux gérer nos ressources pour élaborer de meilleures politiques pour une vie meilleure. »

## Direction exécutive

La **Direction exécutive (EXD)** joue un rôle fondamental dans l'accomplissement de la mission de l'OCDE, en assurant la gestion des ressources de l'Organisation au nom du Secrétaire général. Nous conseillons le Secrétaire général sur les politiques et les pratiques de gestion, tout en fournissant aux agents, aux membres et aux délégués des services rapides et de grande qualité aux meilleurs coûts.

Les services d'EXD comprennent la gestion des ressources humaines et financières ; la gestion du numérique, de la connaissance et de l'information ; les prestations pour les conférences, les services linguistiques, la sécurité et les services liés au fonctionnement de l'Organisation. Ces services permettent à l'Organisation de mener à bien ses travaux de manière efficiente et efficace. L'OCDE a reçu la certification EDGE (*Economic Dividends for Gender Equality*).

EXD a axé ses efforts sur la sécurité matérielle et numérique afin d'assurer la protection du personnel de l'OCDE, de ses données et de ses quelque 130 000 visiteurs. Le nouveau pavillon d'accueil (inauguré en février 2019) renforce la sécurité des accès. Les gardes ont également été formés au maniement des armes à feu. Dans un contexte de menaces informatiques croissantes, la sécurité des infrastructures numériques de l'OCDE reste préservée.

L'adoption par le Secrétaire général d'une politique de gestion des risques de l'OCDE a consolidé les divers dispositifs internes en la matière au sein d'une politique unique conforme aux préconisations du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*, organe de référence reconnu à l'échelle mondiale en matière de contrôle interne et de gestion des risques.

EXD s'emploie également à poursuivre l'amélioration des économies de coûts et de la gestion efficace des actifs de l'OCDE. Le rapport *Value for Money* sur l'optimisation des ressources a évalué à plus de 70 millions EUR les coûts évités au cours du biennium 2017-18, avec un taux de mise en œuvre des initiatives proposées par les Directeurs de 77 % lors des deux bienniums précédents. Les besoins de financements nécessaires au remplacement des immobilisations pour les 20 prochaines années ont été comblés sans faire appel à de nouvelles contributions des membres. ■

**LUCY ELLIOTT**

Directrice

[ecouncil@oecd.org](mailto:ecouncil@oecd.org)

« Un processus décisionnel fluide et efficace et des services d'évaluation de qualité sont garants de l'impact et de la pertinence de l'OCDE. Le Secrétariat du Conseil assure l'interface avec les membres, préparant les décisions qui dessineront l'avenir de l'OCDE et son aptitude à promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure. En 2019, CES continuera d'apporter son soutien à une bonne gouvernance institutionnelle dans un environnement dynamique. Par ses services d'évaluation, il soutiendra et démontrera la crédibilité de l'OCDE en tant qu'organisation ouverte à l'apprentissage. »

## Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif

Le **Secrétariat du Conseil (CES)** est au service du Conseil, du Comité exécutif, des réunions des Chefs de délégation, du Groupe de stratégie globale, de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres et du Comité d'évaluation. Ses évaluations en profondeur apportent notamment un éclairage systématique et objectif sur la pertinence, l'efficacité et l'efficience des comités de substance de l'OCDE, entre autres, afin d'éclairer les décisions du Conseil relatives à l'adéquation ou au renouvellement de leurs mandats.

CES offre aux membres et au Secrétaire général une plateforme au service d'un processus décisionnel fluide, d'une gouvernance institutionnelle et d'une coordination satisfaisantes, et d'une utilisation renforcée du suivi et de l'évaluation.

CES fournit aide et conseils sur les aspects institutionnels, stratégiques et procéduraux des activités du Conseil et de son programme de travail. Il assure la liaison entre les comités permanents, ainsi qu'entre le Secrétariat et les délégations des pays membres. Il s'applique à maintenir de bonnes relations avec les membres et leur apporte un soutien en matière de gouvernance. CES prête un concours stratégique aux organes directeurs et assure la gestion de projets numériques comme la conception et la mise en forme de plateformes et de bases de données pour l'organisation des réunions et pour le traitement précis et la prompt diffusion des documents. Tout au long de l'année 2018, les membres ont travaillé sur des questions délicates, et les organes directeurs de l'Organisation se sont réunis à de multiples reprises. Dans ce contexte, CES a porté une attention renforcée aux relations et aux flux d'information avec les délégations de l'OCDE à Paris.

L'évaluation en profondeur joue un rôle essentiel pour aider l'OCDE à s'acquitter de sa mission. Elle fournit des recommandations pour l'avenir, recense les bonnes pratiques et formule des conseils en matière de suivi et d'évaluation. Autant d'éléments qui renforcent la transparence et la redevabilité, et permettent de dégager des enseignements et d'apporter des améliorations au sein de l'Organisation. Le deuxième cycle d'évaluation touche à sa fin et le troisième, dont la méthodologie a été améliorée et le champ élargi, vient de commencer. ■



# Organes spéciaux de l'OCDE





### MARIO PEZZINI

Directeur et Conseiller spécial  
du Secrétaire général chargé du  
développement



[devcontact@oecd.org](mailto:devcontact@oecd.org)



[www.oecd.org/fr/dev](http://www.oecd.org/fr/dev)



[@OECD\\_Centre](https://twitter.com/OECD_Centre) ; [@mariopezzini](https://twitter.com/mariopezzini)

« **Le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) reconnaît l'importance d'une industrialisation durable et de la transformation économique pour assurer l'équité et éliminer la pauvreté. Le Centre de développement de l'OCDE demeure résolu à promouvoir cette vision continentale dans les années à venir dans le cadre du solide partenariat qu'il a noué avec l'UA, en facilitant un apprentissage efficace au niveau des pouvoirs publics, étayé par des données probantes.** »

## Centre de développement de l'OCDE

Le **Centre de développement de l'OCDE (DEV)** a été créé en 1962 pour être une plateforme d'analyse, de partage des connaissances et de dialogue sur les politiques de développement fondées sur des données factuelles. Il compte 27 pays de l'OCDE, l'Union européenne, ainsi que 27 pays non membres de l'Organisation, qui réfléchissent ensemble, sur un pied d'égalité, aux moyens innovants de relever les nouveaux défis du développement.

Pour DEV, l'établissement de partenariats demeure déterminant pour fournir des analyses robustes et des conseils stratégiques aux pays à tous les stades de développement. Le rapport sur les *Dynamiques du développement en Afrique*, publié conjointement avec la Commission de l'Union Africaine, est le premier rapport économique annuel jamais produit par cette dernière. La diffusion de la base de données 2019 et du simulateur de l'indice Institutions sociales et égalité femmes-hommes (SIGI) a ouvert la voie à l'élaboration du *SIGI Global Report*.

En 2018, DEV a favorisé une nouvelle réflexion sur l'avenir de la coopération internationale. Avec la Commission européenne et la CEPALC des Nations Unies, il a lancé le dispositif régional pour le développement en transition en Amérique latine et aux Caraïbes. Dans ses *Perspectives du développement mondial 2019*, DEV prend la mesure des défis sans précédent qui se posent aux pays en développement dans le domaine du développement durable, et de leurs implications pour les politiques nationales et les efforts de coopération internationale.

Les vastes réseaux de dialogue de DEV ont conduit au rapport sur *La philanthropie privée pour le développement*, co-produit avec la Direction de la coopération pour le développement, qui présente la première série de données internationalement comparables sur l'appui apporté par les fondations philanthropiques au développement. Fort de ces travaux de recherche, DEV a contribué à l'ouverture d'un nouveau pôle de connaissances, le Centre de l'OCDE sur l'action philanthropique. Pour marquer son 30<sup>e</sup> anniversaire, le Réseau de communication sur le développement (DevCom) a lancé sa plateforme en ligne, *The SDG Communicator*, afin d'aider les pays membres et partenaires à engager le dialogue avec leurs citoyens sur la question du développement durable.

Pour plus d'informations, voir : le site internet du Centre de développement, [www.oecd.org/fr/dev](http://www.oecd.org/fr/dev) ; l'indice Institutions sociales et égalité femmes-hommes, [www.genderindex.org](http://www.genderindex.org) ; Wikigender, [www.wikigender.org/fr](http://www.wikigender.org/fr) ; The SDG Communicator, <https://sdg-communicator.org> ; et le blog de l'OCDE sur le développement, <https://oecd-development-matters.org>. ■



**FATIH BIROL**  
Directeur exécutif



[info@iea.org](mailto:info@iea.org)



[www.iea.org](http://www.iea.org)



[@IEA ; @IEABirol](https://twitter.com/IEA)

« **Les membres de l'AIE et de ses organisations apparentées représentent aujourd'hui près de 75 % de la consommation mondiale d'énergie et plus de la moitié de la production. En collaborant étroitement avec ses membres et les pays de l'Association, l'AIE influe de plus en plus sur la sécurité et la pérennité des approvisionnements énergétiques mondiaux.** »

## Agence internationale de l'énergie

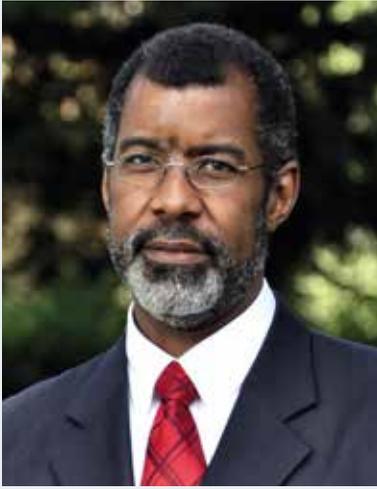
L'**Agence internationale de l'énergie (AIE)**, autorité mondiale de l'énergie, fournit des données et des analyses sur l'ensemble des combustibles et technologies énergétiques, ainsi que des solutions à l'intention des pouvoirs publics, des entreprises et des citoyens, afin de les aider à effectuer des choix énergétiques sûrs, abordables et durables. L'AIE mène des travaux sur les politiques énergétiques, organise des formations dans le monde entier et collabore avec plus de 6 000 experts des administrations, entreprises et établissements de recherche.

En 2018, l'AIE a élargi ses travaux en s'appuyant sur les trois piliers de sa modernisation : l'engagement mondial, la sécurité énergétique et les technologies des énergies propres :

- **Engagement mondial** : l'Afrique du Sud a rejoint l'Association de l'AIE, qui compte désormais huit pays avec le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Maroc, Singapour et la Thaïlande. La coopération de l'Agence avec ces pays s'est intensifiée dans le cadre de programmes de travail communs.
- **Sécurité énergétique** : l'AIE a poursuivi ses travaux consacrés à l'intégration des systèmes électriques et à la sécurité des approvisionnements en électricité, tout en entretenant des relations diplomatiques à haut niveau avec les pays producteurs et importateurs de pétrole.
- **Technologies des énergies propres** : des rencontres ministérielles au sommet ont permis aux décideurs publics et privés d'échanger sur diverses questions technologiques, notamment les énergies renouvelables ; le captage, l'utilisation et le stockage du CO<sub>2</sub> ; l'énergie nucléaire ; et la maîtrise de l'énergie. Le Programme de transition vers les énergies propres de l'AIE a commencé à être exécuté dans six domaines thématiques. Par ailleurs, l'AIE a été invitée à coordonner l'initiative *Biofuture Platform*.

En 2018, sur la base de ses vastes données mondiales et de ses relations de partenariat, l'AIE a notamment produit les publications phares suivantes :

- le rapport *World Energy Outlook 2018*, axé sur l'électricité
- les premières publications exclusivement numériques : *Global Energy & CO<sub>2</sub> Status Report* et *Tracking Clean Energy Progress 2018*
- le rapport mensuel *Oil Market Report* et cinq rapports sectoriels (hydrocarbures, gaz naturel, charbon, énergies renouvelables et efficacité énergétique)
- plusieurs dizaines de rapports spéciaux et de plateformes numériques, dont *World Energy Investment*, *Future of Cooling*, *Future of Petrochemicals* et *Offshore Energy Outlook*. ■



**WILLIAM D. MAGWOOD, IV**  
Directeur général



[nea@oecd-nea.org](mailto:nea@oecd-nea.org)



[www.oecd-nea.org](http://www.oecd-nea.org)



[@OECD\\_NEA](https://twitter.com/OECD_NEA)

« Nous disposons de solutions bas carbone techniquement au point, notamment de technologies solaires, éoliennes, hydrauliques et nucléaires, pour aider les pays à atteindre leurs buts dans les domaines de l'environnement et de la sécurité énergétique. Pour réaliser ces objectifs, il nous faudra employer toutes ces ressources bas carbone de manière économiquement rationnelle. »

## Agence pour l'énergie nucléaire

L'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) aide ses membres à maintenir et à approfondir les bases scientifiques, technologiques et juridiques indispensables à une utilisation sûre, respectueuse de l'environnement et économique de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Elle fournit des évaluations officielles et dégage des convergences de vues sur des questions importantes, afin d'aider les États à prendre des décisions en matière de technologie nucléaire et de politique énergétique en général.

Les activités de l'AEN portent sur la sûreté et la réglementation nucléaires, y compris les aspects humains comme la culture de la sécurité ; la gestion des déchets radioactifs ; le démantèlement ; la radioprotection ; les sciences et les données nucléaires ; le développement des technologies nucléaires ; les analyses économiques ; et les questions stratégiques et juridiques. L'AEN assure le secrétariat technique du Programme multinational d'évaluation des conceptions, du Cadre international de coopération sur l'énergie nucléaire et du Forum international Génération IV. Plus de 20 programmes communs sont exécutés sous ses auspices.

En 2018, l'AEN a célébré son 60<sup>e</sup> anniversaire. D'autres événements importants ont aussi eu lieu : une première réunion ministérielle régionale sur la coopération nucléaire, tenue en Roumanie ; la création du Comité sur le démantèlement et la gestion des situations historiques ; et le premier Forum sur la culture de sûreté dans un pays donné, organisé en Suède. Les publications importantes ont été les suivantes : *The Full Costs of Electricity Provision* et *Towards an All-Hazards Approach to Emergency Preparedness and Response*. Cette dernière est l'aboutissement d'un projet horizontal mené avec la Direction de l'environnement, la Direction de la gouvernance publique et le Centre commun de recherche de la Commission européenne.

L'AEN poursuit le projet Innovation nucléaire 2050 pour identifier les priorités mondiales de la R-D pour l'avenir, créer les cadres nécessaires à l'innovation et accélérer la mise en application des nouvelles technologies. Elle continue aussi de mettre en œuvre le Cadre d'échange pour l'enseignement, les compétences et les technologies nucléaires (NEST), qui offre des possibilités de recherche et de formation aux experts et dirigeants de demain. ■



**YOUNG TAE KIM**  
Secrétaire général



[contact@itf-oecd.org](mailto:contact@itf-oecd.org)



[www.itf-oecd.org](http://www.itf-oecd.org)



[@ITF\\_Forum](https://twitter.com/ITF_Forum) ; [@Young\\_T\\_KIM](https://twitter.com/Young_T_KIM)

« **Les transports et la mobilité sont des domaines d'intervention transversaux par excellence. Les échanges mondiaux sont tributaires de l'efficacité et de la résilience du fret. Sans décarbonation des transports, l'arrêt du changement climatique n'est pas possible. Pour rendre les villes durables et agréables à vivre, une révolution de la mobilité urbaine est nécessaire. Les sociétés inclusives se bâtissent sur les fondements de l'accès physique aux ressources.** »

## Forum international des transports

Organisation intergouvernementale de l'OCDE comptant 59 pays membres, le **Forum international des transports (FIT)** est la seule instance mondiale qui couvre tous les modes de transport. Il sert de laboratoire d'idées sur les politiques des transports et organise chaque année la plus grande rencontre mondiale de décideurs, le Sommet des ministres des Transports.

Le FIT concentre ses travaux sur cinq priorités d'action : connectivité, décarbonation, sûreté et sécurité, transformation numérique et accès universel.

Le Sommet 2019 du FIT s'intitulait « La connectivité des transports au service de l'intégration régionale ». Les *Perspectives des transports FIT* ont traité des incidences des perturbations de réseaux. D'autres études ont porté sur la connectivité en Asie centrale, la desserte aérienne intérieure et les conurbations.

L'initiative « Décarboner les transports », qui aide les pays à tenir leurs engagements climatiques, modélise les activités de transport de l'Union européenne (UE) pour cerner les effets des mesures d'atténuation du dioxyde de carbone. La décarbonation du transport urbain de voyageurs et du transport de marchandises par la route a fait l'objet de rapports. Dans le domaine des transports, le FIT est l'organisation référente de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

L'Afrique sera bientôt dotée d'un observatoire de la sécurité routière. Le réseau *Safer City Streets* (49 municipalités) a conçu des indicateurs de la sécurité routière en milieu urbain (*Global Benchmarking for Urban Road Safety*). Un rapport sur la gouvernance algorithmique des transports (*Governing Transport in the Algorithmic Age*) a traité de la transformation numérique, tout comme les groupes de travail dédiés aux données massives et aux drones.

Le FIT et l'UE ont conjointement entrepris de créer des indicateurs de l'accessibilité. En 2019-20, trois tables rondes porteront sur la desserte des communautés isolées, l'évaluation de l'accessibilité et les villes connectées au service de tous. La question de l'égalité femmes-hommes fera l'objet de consultations de parties prenantes, d'exposés sur la sécurité des transports pour les femmes et constituera un axe de travail pour le Comité de partenariat d'entreprise.

Les pays membres ont demandé plusieurs analyses de politiques spécifiques sur le renforcement des capacités réglementaires, les alliances du transport maritime conteneurisé et la création d'une autorité des transports métropolitains à Séoul.

Sur Twitter, le FIT (@ITF\_Forum) compte 10 000 abonnés. ■



# Entités spéciales





**MONTERRAT GOMENDIO**  
Cheffe



[montserrat.gomendio@oecd.org](mailto:montserrat.gomendio@oecd.org)



[www.oecd.org/skills/centre-for-skills](http://www.oecd.org/skills/centre-for-skills)



[@OECD\\_Social](https://twitter.com/OECD_Social) ; [@GomendioOCDE](https://twitter.com/GomendioOCDE)

« **Le Centre de l'OCDE pour les compétences aide à faire en sorte que les individus et les pays possèdent les compétences nécessaires pour s'épanouir dans un monde complexe, interconnecté et en pleine évolution.** »

## Centre de l'OCDE pour les compétences

Le **Centre de l'OCDE pour les compétences (SKC)** aide les pays à acquérir des compétences utiles et à les utiliser de manière efficace, ainsi qu'à renforcer la gouvernance de leurs systèmes de compétences par le biais de ses travaux dans trois domaines principaux : les stratégies nationales sur les compétences, l'éducation et la formation professionnelles ainsi que la formation des adultes, et l'analyse des compétences.

### Stratégies nationales sur les compétences

En 2018, l'équipe chargée des stratégies nationales sur les compétences a mené un projet d'évaluation et de recommandations sur le système des compétences de la Flandre (*Skills Strategy Assessment and Recommendations*) ainsi que des projets de mise en œuvre de ces stratégies (*Skills Strategy Implementation Guidance*) au Portugal et en Slovénie. En 2019, le Centre publiera la nouvelle *Stratégie de l'OCDE sur les compétences*. Cette stratégie s'appuie sur les enseignements tirés de l'expérience de 11 pays et sur de nouvelles données à propos des incidences des « mégatendances » et des politiques efficaces en matière de compétences.

### Éducation et formation professionnelles (EFP) et formation des adultes

En 2018, *L'apprentissage et l'alternance en sept questions* a examiné le rôle de l'apprentissage en milieu professionnel au sein des systèmes d'EFP. L'étude explore les pratiques qui existent de par le monde et met en lumière les grands principes d'un système d'alternance efficace. En 2019, SKC publiera les résultats d'un examen approfondi de la façon dont les systèmes d'EFP nationaux peuvent optimiser le potentiel des immigrés.

### Analyse des compétences

L'édition 2018 des *Perspectives de l'OCDE sur les compétences* avait pour thème les compétences et la transformation numérique. Le rapport examine l'influence de la transformation numérique de l'économie et de la société sur les compétences nécessaires et sur leur utilisation. Il étudie également la contribution que peuvent apporter les technologies à l'acquisition des compétences ainsi que l'influence des politiques relatives aux compétences sur les retombées de la transformation numérique. En 2019, l'équipe analysera comment les pays peuvent inscrire la question du développement des compétences tout au long de la vie dans le cadre de politiques de formation efficaces. ■

**LAURENT BOSSARD**

Directeur

[swac.contact@oecd.org](mailto:swac.contact@oecd.org)[www.oecd.org/fr/swac](http://www.oecd.org/fr/swac)[@SWAC\\_OECD](https://twitter.com/SWAC_OECD); [@laurent\\_bossard](https://twitter.com/laurent_bossard)

« Dotée d'une population de près de 400 millions d'habitants, l'Afrique de l'Ouest est confrontée à de nombreux défis en matière de développement : croissance démographique et urbanisation rapides, insécurité alimentaire, terrorisme, trafics et migrations. Pourtant, son potentiel de développement est tout aussi réel. Depuis plus de 40 ans, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest démontre que la solidarité régionale est un outil puissant au service du développement et de la gestion des crises. Il produit des données et des connaissances à l'appui de l'action publique dans cette région. »

## Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Le **Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)** promeut des approches innovantes et tournées vers l'avenir pour l'élaboration des politiques et la coopération internationale. Ses membres et ses partenaires comprennent des organisations régionales d'Afrique de l'Ouest et des pays de l'OCDE, ainsi que l'Union européenne.

Le CSAO co-anime le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), une plateforme internationale de dialogue et de coordination qui rassemble les parties prenantes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Ses outils consensuels d'analyse et de visualisation des données nourrissent les plans de réponse aux crises alimentaires, favorisent l'apprentissage mutuel et améliorent l'efficacité de l'action collective. Le CSAO facilite également le dialogue et la promotion de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR).

La planification et la gestion urbaines sont des enjeux essentiels du développement. D'après les projections, l'Afrique devrait afficher le taux de croissance urbaine le plus rapide au monde. En 2018, le CSAO a lancé la plateforme en ligne Africapolis, seule base de données géospatiales complète et normalisée sur les villes et la dynamique d'urbanisation en Afrique. Elle couvre 7 500 agglomérations dans 50 pays et permet des analyses comparatives sur le long terme.

Le CSAO mène des travaux sur la coopération transfrontalière avec une série de publications et des recommandations à l'intention des responsables de l'action publique. Il a produit deux rapports : *Villes et frontières en Afrique de l'Ouest*, une analyse multidimensionnelle des villes frontalières, et *Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest*, un inventaire des réseaux de femmes commerçantes sur les marchés frontaliers. Il prépare également un guide pratique sur la résilience au changement climatique dans les villes frontalières.

Les séries *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*, *Notes ouest-africaines* et *Maps & Facts* abordent un large éventail de sujets.

La Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2018, qui a eu lieu en Gambie, a rassemblé 300 acteurs de la sécurité alimentaire.

### ■ CONTENUS PRINCIPAUX

- Africapolis (base de données géospatiales)
- Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)
- Villes et frontières en Afrique de l'Ouest
- Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest ■

**DAVID LEWIS**

Secrétaire exécutif

[executivesecretary@fatf-gafi.org](mailto:executivesecretary@fatf-gafi.org)[www.fatf-gafi.org/fr](http://www.fatf-gafi.org/fr)[@FATFNews](https://twitter.com/FATFNews)

*« Le rôle du GAFI n'a jamais été aussi essentiel et reconnu qu'aujourd'hui pour protéger le système financier international et contribuer à la sûreté et à la sécurité de tous. Les criminels et les terroristes s'adaptent en permanence, notamment en exploitant les innovations technologiques. Face à ces risques, le GAFI veille à ce que les pays restent vigilants et à ce que leurs actions pour les atténuer soient efficaces et coordonnées. »*

## Groupe d'action financière

Le **Groupe d'action financière (GAFI)** est en première ligne de l'action menée à l'échelle internationale pour lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Ses 38 membres, soutenus par son Secrétariat, supervisent l'évaluation de 205 pays ou territoires qui se sont engagés à mettre en œuvre ses normes.

Le Président du GAFI assiste aux réunions ministérielles du G20 aux côtés des dirigeants d'autres organisations internationales. Le GAFI échange des informations actualisées sur les derniers risques, tendances et méthodes avec les autorités répressives, les cellules de renseignements financiers et d'autres organismes dans le monde entier. Ces échanges ont par exemple récemment porté sur le financement de l'État islamique, d'Al-Qaïda et de ses filiales, les flux financiers provenant de la traite d'êtres humains, la dissimulation de la propriété effective, le blanchiment professionnel de capitaux et les stratégies disruptives de financement du terrorisme.

Le GAFI identifie systématiquement et publiquement les pays ou territoires qui présentent de grands risques ou des lacunes stratégiques. La liste qu'il établit a une incidence sur les investissements directs étrangers dans ces pays et sur leur réputation internationale, et elle a fait la preuve de son efficacité en termes de priorités d'action.

Le GAFI assure un suivi des risques liés aux nouvelles technologies et en informe régulièrement les pays du G20. Face aux inquiétudes de plus en plus vives du G20, il a établi la première norme mondiale pour encadrer les actifs virtuels et les fournisseurs de services d'actifs virtuels. Sous la présidence américaine (du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019), le GAFI renforce les capacités des pays à enquêter sur le financement du terrorisme et à engager des poursuites, et intensifie les efforts mondiaux de lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive.

En 2019, le GAFI célébrera son 30<sup>e</sup> anniversaire. Les ministres se réuniront pour actualiser sa mission et réaffirmer son importance stratégique pour l'intégrité du système financier mondial et la sûreté et la sécurité des citoyens. ■

**JOHANNES JÜTTING**

Chef du Secrétariat

[paris21@oecd.org](mailto:paris21@oecd.org)

[www.paris21.org](http://www.paris21.org)  
[www.paris21.org/press2018](http://www.paris21.org/press2018)

[@ContactPARIS21 ; @Jo\\_Jutting](https://twitter.com/ContactPARIS21)

« Il est indispensable de mesurer et d'évaluer le niveau des capacités statistiques existant dans les pays en développement pour pouvoir concevoir les programmes et affecter les fonds de façon stratégique. Les donateurs et les autorités nationales vont devoir les uns comme les autres consacrer davantage de ressources aux capacités statistiques afin de pouvoir mesurer convenablement les progrès réalisés dans la concrétisation des objectifs de développement nationaux, régionaux et internationaux. »

## Partenariat statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle

Depuis près de 20 ans, le **Partenariat statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS21)** coopère avec les pays à faible revenu pour les aider à renforcer leurs capacités statistiques et promouvoir l'utilisation des données par les responsables politiques et les citoyens.

PARIS21 milite activement en faveur de l'augmentation du soutien financier destiné au développement de la statistique. L'édition 2018 du *Rapport sur le soutien des partenaires à la statistique* (PRESS) montre qu'en 2016, seulement 0,33 % de l'aide publique au développement a été affectée aux activités de renforcement des capacités statistiques. Pour remédier à cette insuffisance de financement, PARIS21 travaille avec la communauté des statisticiens et des donateurs qui œuvrent en faveur du développement. Ensemble, ils examinent la pertinence d'un Mécanisme mondial de financement des données sur le développement pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action mondial du Cap concernant les données du développement durable.

Par ailleurs, PARIS21 va étoffer ses travaux sur la mesure de l'utilisation des données pour l'élaboration des politiques. En 2019, il lancera deux nouveaux produits : une plateforme en ligne, le *Statistical Capacity Monitor* (Observatoire des capacités statistiques), et le rapport phare *Statistical Capacity Development Outlook*. Ceux-ci présenteront des analyses comparatives sur les capacités statistiques des pays et aideront à rationaliser les efforts pour améliorer les approches visant à renforcer les capacités statistiques.

PARIS21 continuera d'encourager et de faciliter une meilleure utilisation des statistiques aux niveaux national, régional et mondial, en mettant son savoir-faire innovant au service des pays pour les aider à s'adapter aux exigences du Programme 2030. De plus, PARIS21 continuera de contribuer activement à améliorer la coordination des efforts déployés pour promouvoir les données et les statistiques dans le but de renforcer les systèmes des pays partenaires. ■

**SUZANNE STEENSEN**

Cheffe du Secrétariat du MOPAN

[suzanne.steensen@mopanonline.org](mailto:suzanne.steensen@mopanonline.org)[www.mopanonline.org](http://www.mopanonline.org)[www.linkedin.com/company/mopan](https://www.linkedin.com/company/mopan)[@MOPANnetwork](https://twitter.com/MOPANnetwork)

« Des organisations multilatérales efficaces font partie intégrante de la solution aux problèmes mondiaux actuels. Le MOPAN joue un rôle unique de soutien aux organisations multilatérales, en veillant à ce qu'elles satisfassent des critères exigeants et soient tenues de rendre des comptes, par le biais d'évaluations crédibles, transparentes et équitables, de leurs performances. L'une des forces du MOPAN est de produire des évaluations indépendantes qui constituent des biens publics mondiaux. Aujourd'hui, de nombreux pays non membres du MOPAN utilisent ces informations pour améliorer leur prise de décision stratégique et leur collaboration avec leurs partenaires multilatéraux. »

## Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales

Le **Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN)** est le seul mécanisme d'action collective qui répond aux besoins d'informations des pays concernant les performances des grandes organisations multilatérales. Il fournit des évaluations complètes, indépendantes et crédibles, destinées à étayer les mécanismes d'engagement, de prise de décisions et de responsabilité des parties prenantes. L'approche collaborative du MOPAN aide les organisations à tirer des enseignements de leurs évaluations et de celles de leurs homologues.

Le MOPAN offre ses travaux de recherche comme des biens publics mondiaux, afin que toutes les parties prenantes puissent les utiliser et ainsi contribuer à créer un système multilatéral plus efficace.

Fondé en 2002 par 8 pays, le MOPAN compte aujourd'hui 18 membres, qui représentent 86 % des financements multilatéraux. Depuis qu'il a entrepris de remettre à plat sa méthodologie afin d'adopter une approche plus robuste fondée sur des données probantes, le MOPAN a évalué 26 des principales organisations multilatérales, et en évaluera 5 autres d'ici fin 2019. Sa méthodologie continue d'évoluer pour satisfaire aux exigences d'un paysage multilatéral en mutation et les besoins d'informations croissants de ses membres.

En 2019, le MOPAN élaborera un nouveau cadre stratégique pour la période 2020-24 et confiera de nouveau son secrétariat à l'OCDE. Le Réseau a fait d'immenses progrès depuis que l'Organisation a accueilli son secrétariat en 2013. La collaboration entre le MOPAN et l'OCDE a débouché sur des avantages réciproques, fondés sur les valeurs partagées que constituent la prise de décision fondée sur des données, l'échange d'informations et de compétences complémentaires, ainsi que la poursuite d'un objectif commun : améliorer le système multilatéral en le rendant plus transparent et efficace.

Le MOPAN se réjouit à l'idée d'accomplir une mission redynamisée et de poursuivre sa collaboration avec l'OCDE. Le Réseau invite tous les pays en phase avec sa mission à rejoindre ses rangs et à contribuer à l'amélioration du système multilatéral. ■





# Comités consultatifs





**PHIL O'REILLY**  
Président



**RUSSEL MILLS**  
Secrétaire général

## Business at OECD

Créé en 1962, **Business at OECD (BIAC)** soutient les politiques permettant aux entreprises de toutes tailles de contribuer à la croissance, au développement économique et à la prospérité. Par l'intermédiaire de nos 55 fédérations nationales et de notre réseau de 45 groupes d'experts associés, nous collaborons avec plus de sept millions d'entreprises issues de nombreux secteurs, représentant *in fine* quelque 500 millions de personnes.

Chaque année, nos travaux réunissent plus de 3 000 experts issus du monde de l'entreprise, pour échanger avec des comités de l'OCDE et des délégations basées à Paris. Afin d'améliorer le fonctionnement des économies, nous avons tracé de grandes priorités comme : le commerce, l'investissement, l'emploi, la santé, l'environnement, la fiscalité, la conduite responsable des entreprises, ou encore la lutte contre la corruption. Parmi nos dernières réalisations figure la formulation de recommandations des milieux d'affaires pour mettre à profit les possibilités offertes par le numérique et rétablir la confiance dans les entreprises, thème central de notre consultation annuelle avec les Ambassadeurs tenue en janvier 2019.

Nous entretenons un partenariat étroit avec l'OCDE afin de promouvoir la mise en œuvre équilibrée d'instruments essentiels à l'instauration de règles du jeu plus équitables pour les entreprises, notamment la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, les Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE, et les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Alors que le coût annuel de la corruption est estimé à 1 500-2 000 milliards USD, nous nous félicitons des nouveaux travaux menés par l'OCDE sur le volet de la demande – un exemple supplémentaire d'une coopération qui profite à la société.

Nous sommes engagés à éclairer, avec le point de vue du secteur privé, la réflexion des organisations et instances internationales. De ce fait, nous siégeons au conseil d'administration du Réseau mondial pour l'apprentissage, qui vise à offrir 20 millions d'opportunités aux jeunes d'ici à 2020. Nous facilitons également le dialogue entre le B20 et le G20, organisant des forums à haut niveau pour les présidences argentine et japonaise du G20, afin de partager avec celui-ci les analyses de l'OCDE mais aussi les différentes recommandations des milieux d'affaires.

Pour plus d'informations, voir : [www.businessatoecd.org](http://www.businessatoecd.org) ;  
Twitter: @BusinessatOECD. ■

**RICHARD TRUMKA**

Président de TUAC et de l'AFL-CIO  
(États-Unis)

**PIERRE HABBARD**

Secrétaire général

Vice-présidents : **Marc Leemans**,  
Président de la Confédération  
belge des syndicats chrétiens (CSC),  
Belgique ; **Naoto Ohmi**, Secrétaire  
général de la Confédération  
syndicale japonaise (RENGO),  
Japon ; et **Lizette Risgaard**,  
Présidente de la Confédération  
syndicale danoise (FH), Danemark

## Commission syndicale consultative

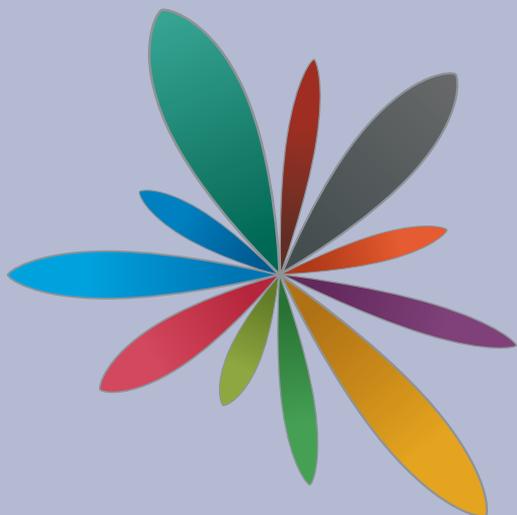
La **Commission syndicale consultative** auprès de l'OCDE (**TUAC**) porte la voix du mouvement syndical à l'Organisation. Les 59 centrales syndicales qui lui sont affiliées dans les pays de l'OCDE représentent plus de 58 millions de travailleurs. TUAC compte également des membres associés en Afrique du Sud, au Brésil, en Indonésie et dans la Fédération de Russie.

Avec d'autres partenaires du mouvement syndical international, TUAC promeut l'adoption de cadres d'action visant à instaurer une prospérité partagée pour les travailleurs. Il a pour ambition d'affirmer le rôle positif du dialogue social et de la négociation collective dans l'élaboration de normes réglementaires justes et responsables.

TUAC a étroitement suivi l'examen de la Stratégie pour l'emploi de l'OCDE et les projets en cours sur « L'Avenir du travail », en mettant l'accent sur la qualité des emplois, l'existence de marchés du travail justes, le renforcement des institutions du marché du travail et une vision équilibrée de la flexibilité. TUAC a contribué au projet « Vers le numérique » et à l'établissement de principes et de cadres d'action, en plaidant en faveur d'une réglementation solide et tournée vers l'avenir, à l'appui de marchés plus compétitifs et d'une approche de la transformation numérique centrée sur l'humain (notamment une transition juste pour les travailleurs). TUAC a également contribué aux travaux de l'OCDE sur le devoir de diligence et l'utilisation effective des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, instrument central grâce auquel les grandes entreprises rendent des comptes sur leurs activités.

Pour plus d'informations, voir : [www.tuac.org](http://www.tuac.org) ;

Twitter : @TUACOECD. @RichardTrumka ; @habbard ■



## Qu'est-ce que « Vivre mieux » ?

Qu'est-ce qui vous rendrait la vie meilleure ? Avoir davantage d'argent, une bonne situation, une meilleure formation, une bonne santé, un air plus sain ? Le bien-être a-t-il la même signification pour tous, ou dans tous les pays ?

L'OCDE cherche depuis de nombreuses années à aller au-delà des indicateurs économiques classiques comme le PIB, pour s'intéresser à ce qui compte réellement dans le quotidien des individus. Notre Indicateur du vivre mieux est un outil interactif en ligne permettant de comparer votre pays à d'autres, en fonction de l'importance que vous attachez à un ensemble de dimensions constitutives du bien-être.

Plus de 10 millions de visiteurs du monde entier ont déjà utilisé l'Indicateur du vivre mieux. Pour ceux qui ont créé leur propre indicateur, la satisfaction à l'égard de la vie, l'éducation et la santé sont les premières priorités. Et pour vous ?

**Créez et publiez votre Indicateur du vivre mieux dès maintenant !**  
[www.oecdbetterlifeindex.org/fr](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr)



## Vous aussi, soyez sur la carte !

En créant et publiant votre propre Indicateur, vous pouvez voir où se situent les pays par rapport à vos priorités.

[www.oecdbetterlifeindex.org/fr](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr)

The screenshot displays the OECD Better Life Index interface. At the top, there are navigation links for 'Indicateur', 'Réponses', 'Pays', 'Thèmes', and 'FAQ'. The main area features a world map where each country is represented by a multi-colored flower-like shape. A sidebar on the right allows users to 'Créer votre Indicateur du vivre mieux' by selecting criteria such as Logement, Revenu, Emploi, Liens sociaux, Éducation, Environnement, Engagement citoyen, Santé, Satisfaction, Sécurité, and Équité travail-temps. Below the map, the 'Comment va la vie?' section provides information on how to use the tool and includes a smaller map titled 'Le bien-être à la carte' with the question 'Qu'est-ce qui importe le plus aux gens?'.

Après avoir construit votre Indicateur, rendez-vous sur la page « Réponses » pour découvrir quelles sont les dimensions qui importent le plus aux utilisateurs du monde entier.

[www.oecdbetterlifeindex.org/fr/reponses](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/reponses)

Pour en savoir plus sur la qualité de vie des différents pays de l'OCDE, commandez *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*. Disponible sur la librairie en ligne de l'OCDE :

[www.oecd-ilibrary.org/fr](http://www.oecd-ilibrary.org/fr)

## ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle Zélande, les Pays Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.



## **OCDE**

2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

Tél. : +33 (0) 1 45 24 82 00

Tél. : 33 (0) 1 45 24 81 67

[pac.contact@oecd.org](mailto:pac.contact@oecd.org)

[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

@OCDE\_fr

### **Le centre OCDE de Berlin**

Schumannstrasse 10, D-10117 Berlin

Tél. : +49 (30) 28 88 35 3

[berlin.centre@oecd.org](mailto:berlin.centre@oecd.org)

[www.oecd.org/berlin](http://www.oecd.org/berlin)

@OECDBerlin

### **L'OCDE DANS LE MONDE**

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### **Le centre OCDE de Mexico**

Av. Presidente Masaryk 526

Colonia : Polanco, C.P. 11560

México, D.F.

Tél. : +52 (55) 91 38 62 33

[mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)

[www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

@ocdeenespanol

### **Le centre OCDE de Tokyo**

3rd Floor, Nippon Press Center Building

2-2-1 Uchisaiwaicho

Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011

Tél. : +81 (3) 5532 0021

[tokyo.contact@oecd.org](mailto:tokyo.contact@oecd.org)

[www.oecd.org/tokyo](http://www.oecd.org/tokyo)

@OECDTokyo

### **Le centre OCDE de Washington**

1776 Eye Street NW, Suite 450

Washington DC 20006

Tél. : +1 (202) 785 6323

[washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)

[www.oecd.org/washington](http://www.oecd.org/washington)

@OECD\_Washington